



## CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : H 5105

Déposée le : 18/11/2024

Références du dossier : 38209

# Demande de copie de documents

pour la période à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956

à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de publicité foncière (SPF) du lieu de situation des biens pour lesquels les copies de documents sont demandées.  
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des demandes de renseignements hypothécaires et d'information sur les tarifs).

Service de publicité foncière :  
SPF DE VIENNE (DOSSIER 17570)

## IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Identité <sup>1</sup> : B2R & ASSOCIES - AVOCATSAdresse : 57 Place de la République  
69002 LYONCourriel <sup>2</sup> : b2r@b2r-avocats.com

Téléphone : 04 72 77 10 70

À LYON , le 15 / 11 / 2024

Signature (obligatoire) :

## NATURE DES DOCUMENTS DEMANDÉS

☒ copie☐ demande spéciale prévue par le paragraphe 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

## NATURE ET RÉFÉRENCE DES DOCUMENTS OU FORMALITÉS

N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Numéro SAGES <sup>3</sup> ou nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité	Volume	Numéro
1	Sentence d'adjudication - Jugement d'adjudication du 30/03/2021 rendu par le Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de VIENNE à l'issue des conditions de vente	23/05/2023	3804P05	2023 P	7431
2					
3					
4					
5					
6					
7					

<sup>1</sup> Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules).

<sup>2</sup> L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.

<sup>3</sup> Indiquer soit le numéro SAGES soit le nom du SPF compétent à la date d'exécution de la formalité. Le numéro SAGES est le numéro d'identification du service de publicité foncière (SPF) figurant notamment sur les états-réponses délivrés suite à une demande de renseignements effectuée sur l'imprimé n° 3233-SD ou 3240-SD. Le numéro SAGES est constitué de 7 caractères dont les 2 ou 3 premiers correspondent au numéro du département (exemples : 1314P02, 9714P32).

**COÛT ET FACTURATION (voir notice n° 3241-NOT-SD)**

	Nombre	Tarif	Total
Bordereau(x) d'inscription demandé(s) :		x 6 € =	€
<b>Frais d'expédition</b> (1 € par bordereau d'inscription demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 1 € =	+ €
État(s) descriptif(s) de division, modificatif(s) ou règlement(s) de copropriété demandé(s) :		x 30 € =	+ €
Autre(s) document(s) demandé(s) :	1	x 15 € =	+ 15 €
<b>Frais d'expédition</b> (2 € par document demandé ; 0 € si envoi par courriel) :		x 2 € =	+ €
	<b>TOTAL =</b>		<del>15,00</del> €

**MODE DE PAIEMENT**

☒ chèque à l'ordre du Trésor public    ☐ virement    ☐ carte bancaire    ☐ numéraire (si n'excède pas 300 €)

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

☐ **DEMANDE IRRÉGULIÈRE**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ défaut ou insuffisance de provision
- ☐ demande non signée et/ou non datée
- ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé
- ☐ autre : .....

Le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

*Le comptable des finances publiques,  
Chef du service de publicité foncière*

☐ **RÉPONSE DU SERVICE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE**

Dans le cadre du traitement de la présente demande, le service de publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucun document ou formalité
- ☐ que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant .....pages / .....formalités,

Le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

*Le comptable des finances publiques,  
Chef du service de publicité foncière*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU NOM DU  
PEUPLE FRANÇAIS

DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL  
JUDICIAIRE DE VIENNE (ISÈRE) IL EST  
EXTRAIT LITTÉRALEMENT CE QUI SUIT :

N° RG 20/00005 - N° Portalis  
DBYI-W-B7E-CSIP du Trente mars deux  
mille vingt-et-un

A l'audience publique du Juge de l'Exécution  
statuant en matière de Saisies Immobilières  
du Tribunal judiciaire de Vienne,

Et à laquelle siégeait Madame COUTURIER,  
Vice-Présidente, assistée de Laurence BAIN,  
Greffier,

Il a été rendu le jugement d'adjudication ci  
après, ensuite d'un cahier des conditions de  
vente déposé au Greffe dudit Tribunal,  
Desquels cahier des conditions de vente et  
jugement d'adjudication la teneur suit

Me Philippe ROMULUS

ADJUDICATION :

3804P05 2023 D N° 13988  
ADJU

Date : 23/05/2023  
Volume : 3804P05 2023 P N° 7431

DROITS : Néant

CSI : 125,00 EUR

Droits : Néant

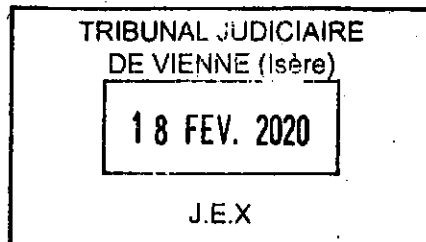
3804P05 2023 D N° 13989  
MADJ

Date : 23/05/2023  
Volume : N°

DROITS : Néant

CSI : 15,00 EUR

Droits : Néant



# **VENTE**

## **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de VIENNE, Département de l'Isère**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de VIENNE, Département de L'Isère, a tranché en l'audience publique du**

**la sentence d'adjudication suivante :**

**CAHIER DES CONDITIONS  
DE LA VENTE  
Clauses et Conditions**

auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de VIENNE, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

**Du bien situé sur la Commune de HEYRIEUX (38540), 14/15 Place Doumer, cadastré section AK n° 443 pour une contenance de 00 a 70 ca, le lot 5, correspondant à un appartement en duplex d'une superficie d'environ 114,50 m2 et les 481/1.000<sup>è</sup> de la propriété du sol et des parties communes générales.**

**PROCEDURE**

La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie

à l'encontre de :

1. Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED]  
[REDACTED], débitrice saisie (caution réelle)

2. Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né le [REDACTED]  
[REDACTED]  
(caution réelle)

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED]  
[REDACTED] et Madame Marie  
VALLEJO épouse MUNOZ, née le [REDACTED]  
[REDACTED] demeurant  
ensemble [REDACTED]  
[REDACTED]

**Ayant pour Avocat Maître Philippe ROMULUS, Avocat associé de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, Avocats associés au Barreau de VIENNE y demeurant 59 Cours Romestang, lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.**

**Et ayant pour avocat plaident Me Laurent MAGUET, Avocat Associé de la SCP MAGUET- RICOTTI & ASSOCIES, au Barreau de BOURGOIN-JALLIEU, y demeurant Immeuble GREEN PARK 1- 1 Allée Claude Chappe - BP 60653 - 38305 BOURGOIN-JALLIEU CEDEX.**

**Suivant commandement du ministère de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissier de justice à Bourgoin-Jallieu y demeurant 17 Avenue d'Italie 38300 Bourgoin-Jallieu en date du 7/11/2019.**

En vertu et pour l'exécution : d'un acte de prêt notarié du 8/09/2011 dressé par Me Jean Noël KINTZING, et avenant notarié à l'acte du 8/09/2011, dressé les 27/06/2016, 5/07/2016 et 30/08/2016 par Me Jean Noël KINTZIG.

Pour avoir paiement de la somme de : 237.188,81 euros, outre intérêts, suivant décompte au 31/01/2019, montant dû en principal, sauf à parfaire ou diminuer, outre intérêts postérieurs jusqu'à parfait paiement.

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :

- 1°) La constitution de **Maître Philippe ROMULUS**, Avocat associé de la **SCP PYRAMIDE AVOCATS**, Avocats associés au Barreau de VIENNE y demeurant 59 Cours Romestang pour Mr et Mme MUNOZ, avec élection de domicile en son cabinet
- 2°) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3°) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4°) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5°) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6°) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au Service de la Publicité Foncière de VIENNE ;
- 7°) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8°) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9°) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;

- 10°) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11°) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de Vienne siégeant Place Charles de Gaulle 38200 VIENNE ;
- 12°) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- 13°) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 331-1 du code de la consommation.
- 14°) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de VIENNE le 17/12/2019 volume 2019 S n° 44.

Le Service de la Publicité Foncière de VIENNE a délivré le 23/12/2019 l'état hypothécaire ci annexé certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie.

*(Cf État hypothécaire ci-annexé)*

De même et par exploit en date du 13/02/2020 délivré par l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissier de justice à Bourgoin-Jallieu, y demeurant 17 avenue d'Italie 38300 Bourgoin-Jallieu, Mr et Mme MUNOZ ont fait délivrer à Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ et Mr KADOCHÉ l'assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de VIENNE pour le mardi 7 avril 2020 à 9 heures.

*(Cf assignation ci-annexée)*

5

De même et par exploit en date du 14/02/2020, Mr et Mme MUNOZ ont fait délivrer aux créanciers inscrits la dénonciation et assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de VIENNE pour le mardi 7 avril 2020 à 9heures.

*(Cf dénonciation ci-annexée)*

L'adjudication aura lieu en UN LOT pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

**UN LOT**  
**80.000 EUROS**  
**(quatre-vingt mille euros)**

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

### **CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES**

#### **A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE**

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de VIENNE en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

**Du bien situé sur la Commune de HEYRIEUX (38540), 14/15 Place Doumer, cadastré section AK n° 443 pour une contenance de 00 a 70 ca, le lot 5, correspondant à un appartement en duplex d'une superficie d'environ 114,50 m2 et les 481/1.000<sup>è</sup> de la propriété du sol et des parties communes générales.**

**Le lot numéro 5, de cette copropriété laisse apparaître à ce jour, un appartement initial en duplex qui a été divisé et aménagé afin de former désormais un ensemble de : trois logements individuels distincts formés de deux studios au premier étage de l'immeuble, et encore d'un appartement de plus vastes dimensions situé au deuxième étage.**

**Le bien dont il s'agit, est situé au centre de la commune lequel donne sur la place Doumer ; le lot numéro 5, est trouvé distribué à ce jour en trois appartements distincts et autonomes tous accessibles depuis un paller situé au premier étage de l'immeuble comme il sera vu plus après.**

**L'immeuble accueillant le lot numéro 5, voir clichés photographiques 1,2 et 3, est constituée par un immeuble en pierre, laissant apparaître au niveau du rez-de-chaussée une pharmacie, surmonté de deux étages avec un ensemble de cinq fenêtres par étage s'ouvrant côté place Doumer, le tout surmonté par une toiture permettant de desservir un espace sous toiture et De toute évidence il n'existe pas à la connaissance des occupants la présence d'un syndic professionnel ni apparemment d'un syndic bénévole ; aucun affichage n'est à ce titre apparent au niveau de la montée d'escalier desservant le lot numéro cinq ; la montée d'escalier présentant elle-même la particularité d'être insérée dans l'immeuble voisin ( voir cliché d'entrée de la propriété numéro 15 en l'occurrence clichés 3 et 5.**

**sont également propriétaires des locaux exploités dans le cadre d'une pharmacie**

### Montée d'escalier permettant d'accéder au lot numéro 5 :

Comme indiqué préalablement, le lot numéro 5, est accessible depuis une porte donnant sur la place Paul DOUMER, référencée au niveau de la voirie, numéro 15.

Cette montée d'escalier permet donc de desservir simultanément l'immeuble contenant le lot objet des poursuites mais également un autre immeuble et donc d'autres logements parfaitement étrangers à la présente procédure.

À toutes fins utiles, les clichés photographiques 6 à 11, laissent apparaître la montée d'escalier et encore l'escalier en bois permettant d'accéder au palier du premier étage de cet immeuble, et d'apercevoir la porte d'entrée du lot numéro 5 desservant elle-même les trois appartements autonomes décrits ci-après.

Que très concrètement, chacun des trois occupants du lot numéro 5, objet des présentes poursuites, devra donc utiliser cette porte commune, qui desservira depuis le premier étage un palier de distribution permettant lui-même d'accéder aux trois logements individuels apparents ce jour.

Depuis la montée d'escalier, située au niveau du premier étage, sur le côté gauche de l'escalier dans le sens de ladite montée, présence d'une porte d'accès commune desservant un couloir de distribution permettant la distribution des trois logements.

Deux logements en l'occurrence deux studios indépendants seront desservis directement au niveau du premier étage avec des fenêtres s'ouvrant côté place Doumer.

Un appartement de plus grandes dimensions également accessibles depuis le premier niveau, laissera apparaître un escalier intérieur à l'appartement permettant de desservir le second niveau, s'ouvrant également par un ensemble de fenêtres situées côté place DOUMER ; cet appartement possédant également un aménagement constituant un troisième niveau situé sous toiture.

### STUDIO OCCUPE PAR MADAME TRONCHON Jacqueline (premier étage à gauche sur le palier) voir croquis ci-après annexé

Sur place ce studio est ce jour trouvé occupé par Madame TRONCHON Jacqueline, mère de la requise Madame KADOCHÉ Anick.

Madame TRONCHON Jacqueline, expose être sur place hébergée à titre gratuit et occuper par intermittence les lieux.

En ce qui concerne le studio à proprement parler, (un croquis de celui-ci étant annexé aux présentes), il est trouvé en bon état général d'usage et d'entretien il présente la particularité de s'ouvrir par des fenêtres donnant côté place Paul DOUMER.

### STUDIO situé au fond du couloir occupé par Monsieur Emmanuel ROUSSILLON.

( voir croquis du studio inséré au présent Procès-Verbal)

Sur place, le second studio du premier étage situé au fond du couloir trouvé notamment éclairé par un ensemble de deux fenêtres donnant côté place Doumer, est trouvé ce jour occupé par Monsieur Emmanuel ROUSSILLON, en vertu d'un bail écrit signé initialement en date du 24 avril 2003, pour une durée de trois ans à compter du 4 mai 2003 pour se terminer le 4 mai 2006 et s'étant dans l'intervalle renouvelé par tacite reconduction.

Que le loyer mensuel d'un montant de 371,20 €, payé par le locataire, fait actuellement l'objet d'un avis à tiers détenteur mis en place par le trésor public compte tenu des dettes fiscales dues par la requise Madame Anick KADOCHIE.

En ce qui concerne ce second studio à proprement parler, et contrairement au premier studio trouvé en bon état et occupé par la mère de la requise, celui occupé par Monsieur Rousillon est trouvé au niveau des revêtements ainsi que du matériel en mauvais état général d'usage et d'entretien.

Il sera notamment à observer une usure importante des matériels installés et encore des traces d'infiltrations d'eau avec des dégradations générées au niveau des revêtements consécutives notamment aux infiltrations évoquées. (voir clichés ci-après insérés)

Contrairement au premier studio, ainsi qu'il apparaît clairement sur le croquis, le second studio laisse apparaître un petit hall d'entrée, avec un WC séparé par rapport à la salle d'eau) et en revanche le même aménagement séjour cuisine

Comme indiqué préalablement, le mauvais état des revêtements et des équipements ainsi que les traces d'infiltrations d'eau et encore des moisissures au niveau des équipements sanitaires seront particulièrement visibles sur les clichés photographiques insérés ci-après

Depuis le couloir premier étage, accès à un escalier permettant de desservir au second étage l'appartement occupé ce jour par Monsieur Pascal PUGLIA (Voir croquis inséré ci-après)

Le croquis laissant apparaître :

- L'escalier d'accès en direction du second étage
- L'appartement du second étage à proprement parler avec ses cinq fenêtres s'ouvrant côté place Paul Doumer, avec l'escalier desservant le troisième étage
- le troisième étage formant le duplex avec le second étage

Sur place, Monsieur Pascal PUGLIA me demande de consigner :

" Que celui-ci est rentré dans les lieux depuis le 31 juillet 2018, dans le cadre d'un bail écrit qu'il ne peut à sa leur produire étant apparemment mal rangé ; que néanmoins ce bail stipulait clairement une obligation relative des lieux en contrepartie de travaux de rénovation réalisés aux frais du locataire ; l'état des lieux de réception de la location et aménagements diversif que ces travaux ont été très largement réalisés, laissant l'appartement à ce jour en bon état d'usage et d'entretien "

Effectivement, et ainsi qu'il apparaît clairement sur l'ensemble des clichés photographiques ci-après insérés, l'appartement occupé ce jour par Monsieur Pascal PUGLIA est trouvé en bon état général d'usage et d'entretien aux l'ensemble des deux niveaux (second et troisième étages)

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 18/01/2020, l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissier de justice à Bourgoin-Jallieu, a procédé à un procès verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci après (reproduit ou annexé).

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

Le relevé de propriété délivré le 15/10/2019 ainsi que extrait du plan cadastral délivré le 23/04/2019 sont ci-après annexés.

(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)

**B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)**

(construction ancienne estimé avant 1949)

**C - ORIGINES DE PROPRIETE**

**Immédiate**

**Origine de propriété** : Les biens et droits immobiliers présentement saisis appartiennent à Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ à concurrence de  $\frac{1}{4}$  en pleine propriété et des  $\frac{3}{4}$  en usufruit et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud à concurrence de  $\frac{3}{4}$  en pleine propriété, suivant attestation après décès publiée le 10/07/2012 n° 2012 P 4627.

**Origine antérieure** : Monsieur Serge Meyer KADOCHÉ né le 21/12/1954 et décédé le 11/12/2011 époux de Mme Anick Alexandra TRONCHON sur adjudication sous la représentation de Me PATERAC, avocat à Vienne, le 11 janvier 1980 et publication du jugement d'adjudication auprès du Service de la Publicité Foncière de Vienne le 17 juin 1980 V°7592 n°33.

Et Etat Descriptif de Division et règlement de copropriété suivant acte de Me KINTZIG, notaire à SAINT LAURENT DE MURE (69) du 10 mars 1992 et publié auprès du Service de la Publicité Foncière de Vienne le 10 avril 1992 V°92 P n°2127.

**Conjoint survivant** : Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED], demeurant [REDACTED]

**Héritier** : Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né le [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED]

**Antérieure**

**Plus antérieure**

#### **D - SYNDIC**

Au jour du procès-verbal descriptif il a été indiqué à l'huissier qu'il n'y avait **PAS DE SYNDIC**.

#### **E- RENSEIGNEMENTS D'URBANISME**

Le certificat d'urbanisme d'information sera annexé au présent cahier des conditions par un dire ultérieurement.

#### **F- SERVITUDES**

#### **G - SUPERFICIE**

##### **1°) Copropriété :**

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997 et selon mesures établies par le Cabinet MEHU, les surfaces habitables sont de :

- appartement 1 : 20,50 m<sup>2</sup>
- appartement 2 : 17,510 m<sup>2</sup>
- appartement 3 : 82,30 m<sup>2</sup>

A défaut, un dire sera ultérieurement annexé au cahier des conditions de la vente.

##### **2°) Autres biens non soumis à la Loi Carrez :**

Ainsi qu'il résulte du procès-verbal descriptif et des diagnostics la superficie totale des 3 appartements est de 120,31 m<sup>2</sup>.

#### **H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE**

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique établi par le Cabinet MEHU le 10 février 2020.

*(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)*

## I - OCCUPATION

### Les biens mis en vente sont occupés par 3 personnes différentes :

- Mme [REDACTED] (1<sup>er</sup> étage- 1<sup>er</sup> studio) qui a indiqué à l'huissier être hébergée à titre gratuit, étant précisé qu'aucune pièce justificative ni d'élément concret n'ont été transmis permettant de justifier cette assertion.
- Mr [REDACTED] (2<sup>ème</sup> studio 1<sup>er</sup> étage au fond du couloir) qui a indiqué à l'huissier bénéficier d'un bail écrit signé le 24 avril 2003 non produit, pour une durée initiale de 3 ans renouvelé par tacite reconduction moyennant un loyer mensuel de 371,20 € (objet au jour du procès-verbal d'un ATD du TRESOR PUBLIC)
- Mr [REDACTED] (2<sup>e</sup> étage studio 3) qui a indiqué à l'huissier occuper ce logement depuis le 31 juillet 2018 dans le cadre d'un bail écrit non produit, prévoyant une occupation à titre gratuit en contrepartie de travaux de réfection réalisés aux frais du locataire. Etant précisé à nouveau qu'aucune pièce justificative ni d'élément concret n'ont été transmis permettant de justifier cette assertion.

## J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

### Article 108 :

*Le titre I<sup>er</sup> du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :*

*Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.*

### Article L 616 :

*En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.*

M

*Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.*

*En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.*

#### **K – RETRIBUTION DU SEQUESTRE REPARTITEUR**

L'avocat chargé de la distribution du prix ou du paiement de celui-ci tant dans le cadre de la vente amiable que de la vente forcée percevra, au titre de sa mission, par privilège avant tous autres, une rétribution contractuelle équivalente à 4% des sommes en distribution.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

### **CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES**

#### **CHAPITRE I<sup>ER</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

##### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

##### **ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

13

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

#### **ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

#### **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

14

## **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères, d'un montant minimum de 100 €, ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 Euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

15

## **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

## **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

### **CHAPITRE III : VENTE**

#### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

#### **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 1,05% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.



#### **ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 15 - VENTE FORCEE**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

#### **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES**

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

#### **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra

être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

#### **ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

#### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

#### **ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

#### **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

#### **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

## **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation de la vente passé en force de chose jugée.

## **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

## **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1<sup>ER</sup> RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1<sup>er</sup> rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au Juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

#### **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R 331-1 à R 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

#### **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

#### **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

##### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n°94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

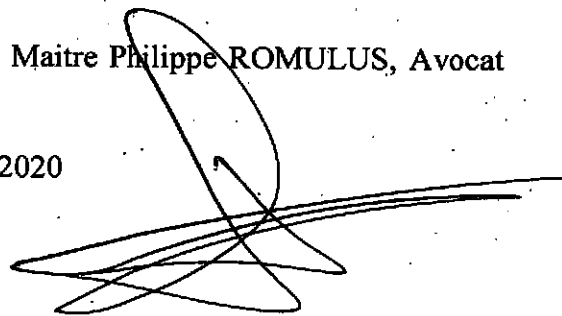
## **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par Maître Philippe ROMULUS, Avocat poursuivant

VIENNE, le 18 février 2020



### Pièces jointes :

- relevé de propriété délivré le 15/10/2019
- assignation à comparaître à l'audience d'orientation du mardi 7/04/2020 délivrée le 13/02/2020 et dénonciation et assignation à créancier délivré le 14/02/2020
- Etat hypothécaire sur formalité délivré par le Service de la Publicité Foncière de VIENNE, le 23/12/2019 et état hors formalité délivré le 20/05/2019
- procès verbal de description dressé par l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, Huissiers de justice à Bourgoin-Jallieu, le 18/01/2020
- dossier de diagnostic technique établi par le CABINET MEHU le 10/02/2020
- Extrait du plan cadastral en date du 23/04/2019

## Annexe 1 CDV

[illegible]

Source: *Financial and Numerical Data Sheet*—1998.



file:///C:/Users/a-serviced/AppData/Local/Microsoft/Windows/Temporary Internet Files/Content.Outlook/777A677E-7B9D-4606-B86F-620... 15/10/2019

25

[illegible]

Annexe 1 CDV



file:///C:/Users/evanuz/AppData/Local/Microsoft/Windows/Temporary Internet Files/Content.I57872019

**SCP MAGUET-RICOTTI  
ASSOCIÉS**  
Société Interbarreaux  
Avocats  
Immeuble GREEN PARK 1  
1, Allée Claude Chappe  
BP 60653  
38 385 - BOURGOIN-JALLIEU Cedex

**SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ**  
Huissiers de Justice Associés  
17, Avenue d'Italie  
38300 BOURGOIN-JALLIEU

Tél 04 74 28 41 01  
Fax 04 74 93 79 82

**AFFAIRE : MUNOZ/KADOCHÉ**  
Dossier : 20180535  
Références : LM/AR  
Tribunal Judiciaire de Vienne  
Saisie Immobilière

**ASSIGNATION A COMPARAITRE A L'AUDIENCE  
D'ORIENTATION SIGNIFIEE AU DEBITEUR  
DEVANT MADAME LE JUGE DE L'EXECUTION PRES  
LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VIENNE STATUANT EN  
MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE**

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE *trois Février***

Nous, SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ, Huissiers de  
Justice associés en la résidence de Bourgoin-Jallieu  
(38300), y demeurant, sis 17, avenue d'Italie, par

**A LA REQUETE DE :**

Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED] de nationalité  
française, et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, née [REDACTED]  
de nationalité française, demeurant ensemble à [REDACTED]

Lesquels faisant élection de domicile et constitution d'Avocat en la personne et au  
cabinet de Me Philippe ROMULUS, Avocat Associé de SCP PYRAMIDE  
AVOCATS, au Barreau de Vienne y demeurant 59 Cours Romestang 38217  
VIENNE CEDEX, où pourront être notifiés les actes d'opposition à commandement,  
les offres réelles, et toutes significations relatives à la saisie dont il s'agit.

Ayant pour avocat plaident Me Laurent MAGUET, Avocat Associé de la SCP  
**MAGUET- RICOTTI & ASSOCIÉS**, au Barreau de BOURGOIN-JALLIEU, y  
démorant Immeuble GREEN PARK 1- 1 Allée Claude Chappe - BP 60653 - 38305  
BOURGOIN-JALLIEU CEDEX.

**AI DONNE ASSIGNATION A :**

1. Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED]  
démorant [REDACTED]  
débitrice saisie (caution réelle), où étant et parlant à :

2. Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né le [REDACTED]  
de nationalité française, demorant [REDACTED]  
(caution réelle), où étant et parlant à :

Pour Madame :

27

Pour Monsieur :

**D'AVOIR A COMPARAITRE LE :**

**MARDI 7 AVRIL 2020 à 9h00**

A l'audience et par-devant Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de Vienne, pôle exécution, statuant en matière de saisie immobilière au lieu ordinaire desdites audiences, siégeant au Palais de Justice, Palais de Justice 16 Place Charles de Gaulle 38200 VIENNE.

**ET PAR MEME ACTE ET PAR MEME REQUETE ET PARLANT DE LA MEME MANIERE, AI FAIT SOMMATION A LA SUS-NOMMEE :**

De prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente qui peut être consulté au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant et/ou au Greffe du Juge de l'Exécution, sis au Palais de Justice de Vienne, où il sera déposé le cinquième jour ouvrable au plus tard après l'assignation.

**TRES IMPORTANT**

Déclarant que cette assignation à comparaître à une « audience d'orientation » est faite en application des articles R 322-4 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution et fait suite au commandement valant saisie immobilière signifié le 7/11/2019 à Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud suivant exploit de la SCP RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de justice à Bourgoin-Jallieu, publié auprès du Service de la Publicité Foncière de VIENNE le 17/12/2019 V° 2019 S n° 44.

En vertu des dispositions précitées, je vous indique :

- 1° Que l'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie ;
- 2° Que si vous n'êtes pas présent ou représenté par un avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les indications fournies par le créancier ;
- 3° Vous précisant que la mise à prix telle que fixée dans le cahier des conditions de vente s'élève à la somme de :

**80.000 €**

**(QUATRE-VINGT MILLE EUROS)**

Du bien situé sur la Commune de HEYRIEUX (38540), 14/15 Place Doumer, cadastré section AK n° 443 pour une contenance de 00 a 70 ca, le lot 5, correspondant à un appartement en duplex d'une superficie d'environ 114,50 m2 et les 481/1.000e de la propriété du sol et des parties communes générales.

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

4° Vous pouvez demander au juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable si vous justifiez qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

5° A PEINE D'IRRECEVABILITE, TOUTE CONTESTATION OU DEMANDE INCIDENTE DOIT ETRE DEPOSEE AU GREFFE DU JUGE DE L'EXECUTION PAR CONCLUSIONS D'AVOCAT CONSTITUE PAR DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION DELEGUE PAR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOURGOIN JALLIEU, AU PLUS TARD LORS DE L'AUDIENCE.

6° Rappel des dispositions des articles R 322-16 et R 322-17 du Code de Procédure Civile d'Exécution:

*"La demande du débiteur tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de sa situation de surendettement est formée dans les conditions prévues par l'article R331-14 du code de la consommation."*

*La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation."*

7° Si vous en faites préalablement la demande, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la Loi 91-647 du 10 Juillet 1991 et du Décret 91-1266 du 19 Décembre 1991.

#### **PLAISE A MADAME LE JUGE DE L'EXECUTION**

En vertu d'un acte de prêt notarié du 8/09/2011 dressé par Me Jean Noël KINTZING, et avenant notarié à l'acte du 8/09/2011, dressé les 27/06/2016, 5/07/2016 et 30/08/2016 par Me Jean Noël KINTZIG.

Les requérants sont créanciers de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud pour la somme de 237.188,81 euros, outre intérêts, suivant décompte au 31/01/2019, montant dû en principal, sauf à parfaire ou diminuer, outre intérêts postérieurs jusqu'à parfait paiement.

Il a été délivré un commandement de payer valant saisie à Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud, le 7/11/2019, suivant exploit de la

SCP RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de justice à Bourgoin-Jallieu, publié auprès du Service de la Publicité Foncière de VIENNE le 17/12/2019 V° 2019 S n° 44.

Conformément à l'article R 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, le créancier poursuivant est bien fondé à délivrer la présente assignation aux fins de comparution du débiteur devant le juge de l'exécution à l'audience d'orientation.

Conformément à l'article R 322-15 du Code des Procédures Civiles d'Exécution : « A l'audience d'orientation, le Juge de l'Exécution, après avoir entendu les parties présentes ou représentées, vérifie que les conditions des articles L 311-2, L 311-4 et L 311-6 sont réunies, statue sur les éventuelles contestations et demandes incidentes et détermine les modalités de poursuite de la procédure, en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

Lorsqu'il autorise la vente amiable, le juge s'assure qu'elle peut être conclue dans des conditions satisfaisantes compte tenu de la situation du bien, des conditions économiques du marché et des diligences éventuelles du débiteur. »

Afin de permettre aux éventuels acquéreurs d'être parfaitement renseignés sur la nature et la consistance des biens et droits immobiliers saisis, il y a lieu de fixer dès à présent la date de visite de ces derniers avec le concours de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de justice à Bourgoin-Jallieu, ou tel autre huissier qu'il plaira à Madame le Juge de l'Exécution de désigner, lequel pourra se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

#### PAR CES MOTIFS

Vu les pièces énumérées selon bordereau annexé aux présentes,

Vu les articles R 322-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Statuer ce que de droit conformément aux articles R 322-5, R 322-15 et R 322-18 Code des Procédures Civiles d'Exécution,

En conséquence, fixer le montant de la créance de Monsieur Manuel MUNOZ et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, à la somme de 237.188,81 euros, outre intérêts, suivant décompte au 31/01/2019, montant dû en principal, sauf à parfaire ou diminuer, outre intérêts postérieurs jusqu'à parfait paiement.

Conformément à l'article R 322-26 Code des Procédures Civiles d'Exécution, voir fixer dès à présent la date d'adjudication et la date de visite des biens et droits immobiliers saisis avec le concours de la SCP RAFALOVICZ DUPRAZ, Huissier de Justice à Bourgoin-Jallieu, ou de tel autre huissier qu'il plaira à Madame le Juge de l'Exécution de désigner, lequel pourra se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

A cette fin, et conformément aux dispositions de l'article R 322-2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, il y a également lieu de valider les différents diagnostics immobiliers qui ont pu être établis sur les biens saisis ou qui seront ultérieurement établis avant le jour de la vente.

Pour le cas où ces rapports seraient utiles ou nécessaires à la vente et n'auraient pas été établis au moment de l'établissement du procès-verbal de description des lieux prévu aux articles R 322-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution, ou s'il était nécessaire de les réactualiser, ledit huissier de justice pourra se faire assister, lors de la visite du bien, d'un professionnel chargé d'établir les différents diagnostics immobiliers prévus par les réglementations en vigueur.

Il y a enfin lieu d'ores et déjà d'ordonner l'expulsion du saisi et de tous occupants de son chef du bien saisi, la décision à intervenir de ce chef devant profiter à l'adjudicataire définitif dès l'accomplissement des formalités prévues au cahier des conditions de vente, notamment le paiement des frais et du prix.

Subsidiairement, dans le cas où une demande de vente amiable de l'immeuble recevable et justifiée serait présentée par les débiteurs :

Voir autoriser le poursuivant à produire aux débats tous éléments d'appréciation concernant le prix minimum de vente, la taxe des frais de poursuite y compris les émoluments découlant du tarif en matière de saisie immobilières et préciser que le débiteur devra rendre compte chaque mois au créancier poursuivant des démarches accomplies en vue de la conclusion de la vente amiable.

Constater qu'en cas de vente amiable ordonnée, l'avocat poursuivant aura droit aux émoluments calculés sur le fondement de l'article 37B du Décret du 2 avril 1960.

Dire et juger qu'après signature de l'acte de vente, et conformément aux prescriptions de l'article troisième du cahier des conditions de vente, le prix de vente sera intégralement versé entre les mains du service séquestre de L'ORDRE DES AVOCATS DESIGNÉ SEQUESTRE du Barreau de Vienne aux fins d'ouverture de la procédure de distribution du prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Condamner, solidairement, Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud à payer à Monsieur Manuel MUNOZ et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, la somme de 1.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Dire que les dépens seront pris en frais privilégiés de vente.

**SOUS TOUTES RESERVES**

**BORDEREAU DES PIECES COMMUNIQUEES**

**AFFAIRE : MUNOZ/KADOCHÉ**  
**Commune HEYRIEUX (38540)**  
**(DOSSIER 20180535)**

1. D'un acte de prêt notarié du 8/09/2011 dressé par Me Jean Noël KINTZIG, et avenant notarié à l'acte du 8/09/2011, dressé les 27/06/2016, 5/07/2016 et 30/08/2016 par Me Jean Noël KINTZIG et hypothèque conventionnelle publiée auprès du Service de la Publicité Foncière de Vienne le 27/09/2011 V°2011 V n° 3804 et renouvellement publié le 12/09/2016 V° 2016 V n° 3440
2. Décompte des sommes dues
3. Matrice
4. Commandement de payer valant saisie

SARL RAFALOVICZ DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38360 BOURGOIN JALLIEU

Tél : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 93 79 82

IBAN CREDIT AGRICOLE SRA  
FR76 13306006438506194626 280

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	53,62
D.E.P.	
AYANNA 15	
VACATION	
TRANSPORT	7,87
J.L.T.	81,28
TVA 200%	12,28
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGL	14,88
FRAIS POSTAUX	1,60
DEBOURS	
T.T.C.	90,04



Références : 190482MC2CP  
du 13.02.2020

## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION AUDIENCE ORIENTATION JEX  
(REMISE A DOMICILE)

L'An DEUX MILLE VINGT le TREIZE FEVRIER

A LA DEMANDE DE :

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénissieux demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorrell n° 59, 03724 MORAIIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Linea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorrell n° 59, 03724 MORAIIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

SIGNIFIE A

Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick Alexandra  
930 Chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :  
confirmation par la personne présente au domicile

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'éverant impossible pour les raisons suivantes :  
absente pour une durée indéterminée

J'ai rencontré : M. KADOCHÉ Jean-Arnaud, son fils ainsi déclaré qui a accepté de recevoir la copie.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 41 feuillets.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGAINVILLE

Tél : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 93 79 82

IBAN CREDIT AGRICOLE SRA  
FR76 13906006438506194828 280

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMBOULEMENT ART. R444-3	5,502
D.E.P.	
ALIMENTS	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
M.T.	61,20
TVA 20,00%	12,26
TAXE FORFAITAIRE	
AC. 300 DS Y CGI	14,89
FRAIS POSTAUX	1,60
DEBOURS	
T.T.C.	99,04



Références : 100482MCI/CP  
ed le 13.02.2020

## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION AUDIENCE ORIENTATION JEX

(REMISE A PERSONNE)

L'An DEUX MILLE VINGT le TREIZE FEVRIER

### A LA DEMANDE DE :

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénissieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Lina (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

### SIGNIFIE A

M. KADOUCHE Jean-Arnaud, Alexandre  
930 Chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire;

J'ai rencontré ce dernier à qui j'ai remis copie de l'acte, PARLANT A SA PERSONNE, ainsi déclaré.

La copie du présent acte comporte 41 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



**SCP MAGUET RICOTTI  
ASSOCIÉS**  
Société Interbarreaux  
Avocats  
Immeuble GREEN PARK I  
1, Allée Claude Chappe  
BP 60653  
38 305 - BOURGOIN-JALLIEU Cedex

SCP MAGUET RICOTTI ASSOCIÉS  
Société Interbarreaux  
Avocats  
Immeuble GREEN PARK I  
1, Allée Claude Chappe  
BP 60653  
38 305 - BOURGOIN-JALLIEU Cedex  
04 78 26 56 65  
conformite@maguet-ricotti.com

☐ ORIGINAL  
☒ PREMIERE EXPEDITION  
☐ EXPEDITION

**AFFAIRE : MUNOZ/KADOCHÉ**  
Dossier : 20180535  
Références : LM/AR  
Tribunal Judiciaire de Vienne  
Saisie immobilière

**DENONCIATION ET ASSIGNATION A COMPARAITRE  
A L'AUDIENCE D'ORIENTATION SIGNIFIEE  
AUX CREANCIERS INSCRITS  
DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION  
PRES DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VIENNE,  
STATUANT EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE QUATORZE FÉVRIER 2025

**A LA REQUETE DE :**

Monsieur Manuel MUNOZ, né [REDACTED] de nationalité  
française, et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, née [REDACTED]  
de nationalité française, demeurant ensemble [REDACTED]

Lesquels faisant élection de domicile et constitution d'Avocat en la personne et au  
cabinet de Me Philippe ROMULUS, Avocat Associé de SCP PYRAMIDE  
AVOCATS, au Barreau de Vienne y demeurant 59 Cours Romestang 38217  
VIENNE CEDEX, où pourront être notifiés les actes d'opposition à commandement,  
les offres réelles, et toutes significations relatives à la saisie dont il s'agit.

Ayant pour avocat plaissant Me Laurent MAGUET, Avocat Associé de la SCP  
MAGUET- RICOTTI & ASSOCIES, au Barreau de BOURGOIN-JALLIEU, y  
demeurant Immeuble GREEN PARK I- 1 Allée Claude Chappe - BP 60653 - 38305  
BOURGOIN-JALLIEU CEDEX.

**J'AI HUISSIER DE JUSTICE SOUSSIGNE**

Nous, Maîtres Robert DALMAS, Avocat VINCENT, Maîtres de Justice associés  
de la SELARL DALMAS HEUZE VINCENT & Associés, Titulaire d'un  
Office d'Huissier de Justice 41, rue Paul Chomazard 69001 LYON ; Maître Antoine  
HESSGEMER, Huissier de Justice retraité au sein dudit office, l'un deux soussigné,

**DONNE ASSIGNATION A :**

1. CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE (créancier hypothécaire de  
Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque  
judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le  
04/01/2018 3804P05 2018 V n° 36 et convertie en définitive le 31/07/2019 D10739 V°  
03023 au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le CABINET

**PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :**

**PAR EXPLOIT SÉPARÉ**

**2. TRESOR PUBLIC ADM SIP L'ISLE D'ABEAU** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque légale publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 26/03/2019 D04171 sous le n° d'archivage provisoire V01204 au domicile élu par elle dans son inscription à savoir au SIP à Villefontaine 38090 situé Place Charles de Gaulle 38097 VILLEFONTAINE CEDEX, où étant et parlant à :

**PAR EXPLOIT SÉPARÉ**

**3. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 18/04/2019 D05447 sous le n° d'archivage provisoire V01521 et convertie en inscription d'hypothèque définitive le 17/12/2019 D17567 sous le n° d'archivage provisoire V05132, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le **CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :**

**PAR EXPLOIT SÉPARÉ**

**4. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 18/04/2019 D05448 sous le n° d'archivage provisoire V01522, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le **CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :**

**PAR EXPLOIT SÉPARÉ**

**5. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 06/06/2019 D07681 sous le n° d'archivage provisoire V02158, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le **CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :**

**PAR EXPLOIT SÉPARÉ**

**6. Mr VIGNATI** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 08/07/2019 D09162 sous le n° d'archivage provisoire V02546, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir la **SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIES, Avocats, 88 Rue Pierre Cornille 69003 Lyon, où étant et parlant à :**

**VOIR PARLER AGEN EN D'ACTE**

7. Mme MERRAN épouse VIGNATI (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 08/07/2019 D09163 sous le n° d'archivage provisoire V02547, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir la SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIES, Avocats, 88 Rue Pierre Corneille 69003 Lyon, où étant et parlant à :

VOIR « PARLANT » EN FIN D'ACTE

#### CREANCIERS INSCRITS

Le créancier partie saisissante en tant que bénéficiaire d'inscriptions d'hypothèque ou de privilège considère que la présente dénonciation et assignation lui a été régulièrement dénoncée.

#### D'AVOIR A COMPARAITRE LE :

MARDI 7 AVRIL 2020 à 9h00

A l'audience et par-devant Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de Vienne, pôle exécution, statuant en matière de saisie immobilière au lieu ordinaire desdites audiences, siégeant au Palais de Justice, Palais de Justice 16 Place Charles de Gaulle 38200 VIENNE.

ET PAR MEME ACTE ET PAR MEME REQUETE ET PARLANT DE LA MEME MANIERE, AI DENONCE ET LAISSE COPIE DU COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE DELIVRE LE 7/11/2019 par l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de Justice à BOURGOIN JALLIEU, aux débiteurs :

1. Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née [REDACTED], demeurant [REDACTED], débitrice saisie (caution réelle)

2. Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED] (caution réelle)

Ainsi que copie de L'ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION DE VIENNE, audience d'orientation délivrée le 13/02/2020, AUX DEBITEURS, ci-dessus désignés.

ET PAR MEME ACTE ET PAR MEME REQUETE ET PARLANT DE LA MEME MANIERE, AI FAIT SOMMATION AUX SUS-NOMMES :

1° De prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente qui peut être consulté au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant et/ou au greffe du Juge de l'Exécution au Palais de Justice de Vienne, situé 16 Place Charles De Gaulle 38200 Vienne, où il sera déposé le cinquième jour ouvrable au plus tard après l'assignation du débiteur à l'audience d'orientation.

2° D'avoir à déclarer les créances inscrites sur le bien saisi, en principal, frais et intérêts échus, avec l'indication du taux des intérêts moratoires, par acte d'avocat déposé au greffe du juge de l'exécution, et accompagné d'une copie du titre de créance et du bordereau d'inscription. et à dénoncer le même jour ou le premier jour ouvrable suivant cette déclaration au créancier poursuivant et au débiteur, dans les mêmes formes ou par signification. (Article R 322-7 du Code des Procédures Civiles d'Exécution)

TRES IMPORTANT

Vous êtes tenu de comparaître par avocat régulièrement constitué inscrit au Barreau de Vienne, à cette audience conformément aux dispositions prévues par le Décret n° 2012-783 du 30 mai 2012.

A défaut de représentation par avocat à cette audience, un jugement sera rendu à votre encontre sur les seules indications fournies par le requérant.

Vous précisant que la mise à prix telle que fixée dans le cahier des conditions de vente s'élève à la somme de : 80.000 € (QUATRE-VINGT MILLE EUROS)

**Rappel des dispositions de l'article R 322-12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « Le délai dans lequel le créancier inscrit, à qui a été dénoncé le commandement de payer valant saisie, déclare sa créance est de deux mois à compter de la dénonciation.

Toutefois, le créancier qui justifie que sa défaillance n'est pas de son fait peut demander à être autorisé à déclarer sa créance postérieurement au délai imparti. Le juge statue par ordonnance sur requête qui est déposée, à peine d'irrecevabilité, quinze jours au plus tard avant la date fixée pour l'audience d'adjudication ou de constatation de la vente amiable. »

**Rappel des dispositions de l'article L 331-2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « Les créanciers sommés de déclarer leur créance et qui ont omis de le

*faire sont déchus du bénéfice de leur sûreté pour la distribution du prix de vente de l'immeuble »*

**Rappel des dispositions de l'article R 121-5 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « *Sauf dispositions contraires, les dispositions communes du livre Ier du code de procédure civile sont applicables, devant le juge de l'exécution, aux procédures civiles d'exécution à l'exclusion des articles 484 à 492-1.* »

**Rappel des dispositions de l'article R 311-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « *A moins qu'il en soit disposé autrement, toute contestation ou demande incidente est formée par le dépôt au greffe de conclusions signées d'un avocat. La communication des conclusions et des pièces entre avocats est faite dans les conditions prévues par l'article 813 du code de procédure civile. La communication des conclusions est faite par signification au débiteur qui n'a pas constitué avocat.*

*Lorsque la contestation ou la demande incidente ne peut être examinée à l'audience d'orientation, le greffe convoque les parties à une audience par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours à compter du dépôt de la contestation ou de la demande.*

*L'examen des contestations et des demandes incidentes ne suspend pas le cours de la procédure. »*

#### **PLAISE A MADAME LE JUGE DE L'EXECUTION**

En vertu d'un acte de prêt notarié du 8/09/2011 dressé par Me Jean Noël KINTZING, et avenant notarié à l'acte du 8/09/2011, dressé les 27/06/2016, 5/07/2016 et 30/08/2016 par Me Jean Noël KINTZIG:

Les requérants sont créanciers de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud pour la somme de 237.188,81 euros, outre intérêts, suivant décompte au 31/01/2019, montant dû en principal, sauf à parfaire ou diminuer, outre intérêts postérieurs jusqu'à parfait paiement.

Il a été délivré un commandement de payer valant saisie signifié le 7/11/2019 à Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud, suivant exploit de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de justice à BOURGOIN-JALLIEU (38) publié auprès du Service de la Publicité Foncière de Vienne le 17/12/2019 V° 2019 S n° 44.

Conformément à l'article R 327-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, le créancier poursuivant est bien fondé à délivrer la présente assignation aux fins de comparution du ou des créanciers inscrits devant le juge de l'exécution à l'audience d'orientation.

### PAR CES MOTIFS

Vu les articles R 322-6 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Statuer ce que de droit conformément aux articles R 322-5, R 322-15 et R 322-18 du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Conformément à l'article R 322-26 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, voir fixer dès à présent la date d'adjudication et la date de visite des biens et droits immobiliers saisis avec le concours de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, Huissier de justice à BOURGOIN JALLIEU, ou de tel autre huissier qu'il plaira à Madame le Juge de l'Exécution de désigner, lequel pourra se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

Dire que les dépenses seront pris en frais privilégiés de vente.

### SOUS TOUTES RESERVES

#### PIECES JOINTES AU PRESENT ACTE :

1. Commandement de payer valant saisie délivré le 7/11/2019
2. Assignation délivrée le 13/02/2020

SELARL

**DALMAIS  
HEUZE  
VINCENT  
& Associés**

Huissiers de Justice  
Associés

41, rue Paul Chenavard  
BP 1211  
69201 LYON Cedex 01

Tél : 04-78-28-58-65  
Fax : 04-78-28-11-32

contact@dhv-associes.com

ACTE  
D'HUISSIER  
DE  
JUSTICE

PREMIERE EXPEDITION

Affaire : MUNOZ  
Manuel / MERRAN  
EPOUSE VIGNAT

Références à  
rappeler :  
N°Ref : MD:104876 -  
ADE

Dossier suivi par :  
Amélie DELVERT

COUT DE L'ACTE	
Emol. Urgence	180,00
SCT	7,67
H.T.	187,67
Iva 20%	37,53
Taxe	14,89
Timbres	4,20
T.T.C	244,29

MD:104876

Acte : 94288

## PROCES VERBAL DE REMISE A DOMICILE ELU

Requérant : Monsieur Manuel MUNOZ, Madame Marie MUNOZ née VALLEJO

Titre de l'acte signifié : une DÉNONCE D'ASSIGNATION ORIENTATION A CREANCIER INSCRIT

Date de signification : 14 février 2020 à 11 Heures 25

Destinataire : Monsieur VIGNATI au domicile élu par lui chez la SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIÉS 88 rue Pierre Cornille 69003 LYON

La copie du présent acte a été signifiée à Monsieur VIGNATI au domicile élu chez SELARL SEIGLE BARRIE ET Associés où étant et parlant à Maître Mehdi SOULAH, avocat, ainsi déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a confirmé l'élection de domicile et reçu l'acte pour le compte du signifié.

La lettre prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile, contenant copie de l'acte, a été adressée dans le délai légal suivant la signification de l'acte au domicile réel et au domicile élu.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale 13 feuillets sur la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

Robin DALMAIS



Acte urgent - Article 844 - 12 du Code de Commerce

Date et heure de la demande du client : le 13/02/2020 à 19h05

Raisons justifiant l'urgence : Demande du client

Date et heure de la signification : le 14/02/2020 à 11h25

41

SELARL  
DALMAIS  
HEUZE  
VINCENT  
& Associés

Huissiers de Justice  
Associés

41, rue Paul-Ghenavard  
BP 1211  
69201 LYON Cedex 01

Tel : 04-78-28-58-65  
Fax : 04-78-29-11-32

contact@dhw-associes.com

ACTE  
D'HUISSIER  
DE  
JUSTICE

PREMIERE EXPEDITION

Affaire : MUNOZ  
Manuel / MERRAN  
EPOUSE VIGNAT

Références à

rappeler :

N/Ref : MD:104876 -  
ADE

Dossier suivi par :  
Amélie DELVERT

COUT DE L'ACTE	
Emol. Urgence	180,00
SCT	7,67
H.T.	187,67
Tva 20%	37,53
Taxe	14,89
Timbres	4,20
T.T.C.	244,29

MD:104876

Acte : 94286

## PROCES VERBAL DE REMISE A DOMICILE ELU

Réquerant : Monsieur Manuel MUNOZ, Madame Marie MUNOZ née VALLEJO

Titre de l'acte signifié : une DENONCE D ASSIGNATION ORIENTATION A CREANCIER INSCRIT

Date de signification : 14 février 2020 à 11 Heures 25

Destinataire : Madame MERRAN EPOUSE VIGNAT demeurant au domicile élu par elle chez la  
SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIES 88 Rue Pierre Cornaille 69003 LYON

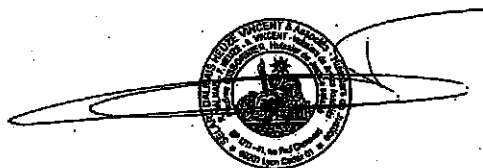
La copie du présent acte a été signifiée à Madame MERRAN EPOUSE VIGNAT au domicile élu chez  
SELARL SEIGLE - BARRIE et Associés où étant et parlant à Maître Mehdi SOUILAN, avocat, ainsi  
déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a confirmé l'élection de domicile et reçu l'acte pour le compte du  
signifié.

La lettre prévue à l'article 656 du Code de Procédure Civile, contenant copie de l'acte, a été adressée  
dans le délai légal suivant la signification de l'acte au domicile réel et au domicile élu.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale 13 feuilles sur la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

Robin DALMAIS



**SCP MAGUET RICOTTI**

**ASSOCIÉS**

Société Interbarreaux

Avocats

Immeuble GREEN PARK 1

1, Allée Claude Chappe

BP 60653

38 305 - BOURGOIN-JALLIEU Cedex

**SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ**

Huissiers de Justice Associés

17, Avenue d'Italie

38300 BOURGOIN-JALLIEU

Tél 04 74 28 41 01

Fax 04 74 93 79 82

AFFAIRE : MUNOZ/KADOCHÉ

Dossier : 20180535

Références : LM/AR

Tribunal Judiciaire de Vienne

Saisie Immobilière

**DENONCIATION ET ASSIGNATION A COMPARAITRE  
A L'AUDIENCE D'ORIENTATION SIGNIFIEE  
AUX CREANCIERS INSCRITS  
DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION  
PRES DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VIENNE,  
STATUANT EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE *quatorze Février*

**A LA REQUETE DE :**

Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED] de nationalité française, et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, née le [REDACTED] de nationalité française, demeurant ensemble [REDACTED]

Lesquels faisant élection de domicile et constitution d'Avocat en la personne et au cabinet de Me Philippe ROMULUS, Avocat Associé de SCP PYRAMIDE AVOCATS, au Barreau de Vienne y demeurant 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où pourront être notifiés les actes d'opposition à commandement, les offres réelles, et toutes significations relatives à la saisie dont il s'agit.

Ayant pour avocat plaident Me Laurent MAGUET, Avocat Associé de la SCP MAGUET- RICOTTI & ASSOCIES, au Barreau de BOURGOIN-JALLIEU, y demeurant Immeuble GREEN PARK 1- 1 Allée Claude Chappe - BP 60653 - 38305 BOURGOIN-JALLIEU CEDEX.

**L'AI HUISSIER DE JUSTICE SOUSSIGNE**

Moi, SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ, Huissiers de Justice associés en la résidence de Bourgoin-Jallieu (38300), y demeurant, sis 17, avenue d'Italie, par l'un d'eux soussigné

**DONNE ASSIGNATION A :**

1. CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 04/01/2018 3804P05 2018 V n° 36 et convertie en définitive le 31/07/2019 D10739 V° 03023 au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le CABINET

NOTICE  
EXPEDITION

63

**PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :**

**2. TRESOR PUBLIC ADM SIP L'ISLE D'ABEAU** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque légale publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 26/03/2019 D04171 sous le n° d'archivage provisoire V01204 au domicile élu par elle dans son inscription à savoir au SIP à Villefontaine 38090 situé Place Charles de Gaulle 38097 VILLEFONTAINE CEDEX, où étant et parlant à :

**3. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 18/04/2019 D05447 sous le n° d'archivage provisoire V01521 et convertie en inscription d'hypothèque définitive le 17/12/2019 D17567 sous le n° d'archivage provisoire V05132, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :

**4. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire provisoire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 18/04/2019 D05448 sous le n° d'archivage provisoire V01522, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :

**5. CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 06/06/2019 D07681 sous le n° d'archivage provisoire V02158, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir le CABINET PYRAMIDE AVOCATS, 59 Cours Romestang 38217 VIENNE CEDEX, où étant et parlant à :

**6. Mr VIGNATI** (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 08/07/2019 D09162 sous le n° d'archivage provisoire V02546, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir la SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIES, Avocats, 88 Rue Pierre Cornille 69003 Lyon, où étant et parlant à :

Par exploit et copie séparés

44

7. Mme MERRAN épouse VIGNATI (créancier hypothécaire de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick), suivant son inscription d'hypothèque judiciaire publiée au Service de la Publicité Foncière de Vienne le 08/07/2019 D09163 sous le n° d'archivage provisoire V02547, au domicile élu par elle dans son inscription à savoir la SELARL SEIGLE BARRIE ET ASSOCIES, Avocats, 88 Rue Pierre Cornelle 69003 Lyon, où étant et parlant à :

Par exploit et copie séparés

#### CREANCIERS INSCRITS

Le créancier partie saisissante en tant que bénéficiaire d'inscriptions d'hypothèque ou de privilège considère que la présente dénonciation et assignation lui a été régulièrement dénoncée.

#### D'AVOIR A COMPARAITRE LE :

MARDI 7 AVRIL 2020 à 9h00

A l'audience et par-devant Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de Vienne, pôle exécution, statuant en matière de saisie immobilière au lieu ordinaire desdites audiences, siégeant au Palais de Justice, Palais de Justice 16 Place Charles de Gaulle 38200 VIENNE.

ET PAR MEME ACTE ET PAR MEME REQUETE ET PARLANT DE LA MEME MANIERE, AI DENONCE ET LAISSE COPIE DU COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE DELIVRE LE 7/11/2019 par l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de Justice à BOURGOIN JALLIEU, aux débiteurs :

1. Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED] débitrice saisie (caution réelle)

2. Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né le [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED] (caution réelle)

Ainsi que copie de L'ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION DE VIENNE, audience d'orientation délivrée le 13/02/2020, AUX DEBITEURS, ci-dessus désignés.

**ET PAR MEME ACTE ET PAR MEME REQUETE ET PARLANT DE LA MEME MANIERE, AI FAIT SOMMATION AUX SUS-NOMMES :**

1° De prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente qui peut être consulté au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant et/ou au greffe du Juge de l'Exécution au Palais de Justice de Vienne, situé 16 Place Charles De Gaulle 38200 Vienne, où il sera déposé le cinquième jour ouvrable au plus tard après l'assignation du débiteur à l'audience d'orientation.

2° D'avoir à déclarer les créances inscrites sur le bien saisi, en principal, frais et intérêts échus, avec l'indication du taux des intérêts moratoires, par acte d'avocat déposé au greffe du juge de l'exécution, et accompagné d'une copie du titre de créance et du bordereau d'inscription, et à dénoncer le même jour ou le premier jour ouvrable suivant cette déclaration au créancier poursuivant et au débiteur, dans les mêmes formes ou par signification. (Article R 322-7 du Code des Procédures Civiles d'Exécution)

**TRES IMPORTANT**

Vous êtes tenu de comparaître par avocat régulièrement constitué inscrit au Barreau de Vienne, à cette audience conformément aux dispositions prévues par le Décret n° 2012-783 du 30 mai 2012.

A défaut de représentation par avocat à cette audience, un jugement sera rendu à votre rencontre sur les seules indications fournies par le requérant.

Vous précisant que la mise à prix telle que fixée dans le cahier des conditions de vente s'élève à la somme de : **80.000 € (QUATRE-VINGT MILLE EUROS)**

**Rappel des dispositions de l'article R 322-12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « Le délai dans lequel le créancier inscrit, à qui a été dénoncé le commandement de payer valant saisie, déclare sa créance est de deux mois à compter de la dénonciation.

Toutefois, le créancier qui justifie que sa défaillance n'est pas de son fait peut demander à être autorisé à déclarer sa créance postérieurement au délai imparti. Le juge statue par ordonnance sur requête qui est déposée, à peine d'irrecevabilité, quinze jours au plus tard avant la date fixée pour l'audience d'adjudication ou de constatation de la vente amiable. »

**Rappel des dispositions de l'article L 331-2 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « Les créanciers sommés de déclarer leur créance et qui ont omis de le

*faire sont déchus du bénéfice de leur sûreté pour la distribution du prix de vente de l'immeuble »*

**Rappel des dispositions de l'article R 121-5 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « *Sauf dispositions contraires, les dispositions communes du livre 1er du code de procédure civile sont applicables, devant le juge de l'exécution, aux procédures civiles d'exécution à l'exclusion des articles 484 à 492-1.* »

*Les parties se défendent elles-mêmes. Elles ont la faculté de se faire assister ou représenter.*

**Rappel des dispositions de l'article R 311-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :** « *A moins qu'il en soit disposé autrement, toute contestation ou demande incidente est formée par le dépôt au greffe de conclusions signées d'un avocat. La communication des conclusions et des pièces entre avocats est faite dans les conditions prévues par l'article 815 du code de procédure civile. La communication des conclusions est faite par signification au débiteur qui n'a pas constitué avocat.*

*Lorsque la contestation ou la demande incidente ne peut être examinée à l'audience d'orientation, le greffe convoque les parties à une audience par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours à compter du dépôt de la contestation ou de la demande.*

*L'examen des contestations et des demandes incidentes ne suspend pas le cours de la procédure. »*

#### **PLAISE A MADAME LE JUGE DE L'EXECUTION**

En vertu d'un acte de prêt notarié du 8/09/2011 dressé par Me Jean Noël KINTZING, et avenant notarié à l'acte du 8/09/2011, dressé les 27/06/2016, 5/07/2016 et 30/08/2016 par Me Jean Noël KINTZIG.

Les requérants sont créanciers de Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud pour la somme de 237.188,81 euros, outre intérêts, suivant décompte au 31/01/2019, montant dû en principal, sauf à parfaire ou diminuer, outre intérêts postérieurs jusqu'à parfait paiement.

Il a été délivré un commandement de payer valant saisie signifié le 7/11/2019 à Mme TRONCHON veuve KADOCHÉ Anick et Mr KADOCHÉ Jean-Arnaud, suivant exploit de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, huissiers de justice à BOURGOIN-JALLIEU (38) publié auprès du Service de la Publicité Foncière de Vienne le 17/12/2019 V° 2019 S n° 44.

Conformément à l'article R 322-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, le créancier poursuivant est bien fondé à délivrer la présente assignation aux fins de comparution du ou des créanciers inscrits devant le juge de l'exécution à l'audience d'orientation.

### **PAR CES MOTIFS**

Vu les articles R 322-6 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Statuer ce que de droit conformément aux articles R 322-5, R 322-15 et R 322-18 du Code des Procédures Civiles d'Exécution,

Conformément à l'article R 322-26 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, voir fixer dès à présent la date d'adjudication et la date de visite des biens et droits immobiliers saisis avec le concours de l'étude RAFALOVICZ DUPRAZ, Huissier de justice à BOURGOIN JALLIEU, ou de tel autre huissier qu'il plaira à Madame le Juge de l'Exécution de désigner, lequel pourra se faire assister si besoin est de deux témoins, d'un serrurier et de la force publique.

Dire que les dépens seront pris en frais privilégiés de vente.

### **SOUS TOUTES RESERVES**

#### **PIECES JOINTES AU PRESENT ACTE :**

1. Commandement de payer valant saisie délivré le 7/11/2019
2. Assignation délivrée le 13/02/2020

SARL RAFALOWICZ DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGOIN JALLIEU

Tél : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 93 79 82

IBAN CREDIT AGRICOLE SRA  
FR76 1306006438506104828 280

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

## COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-5	53,62
D.E.P.	
MAJORATIS	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	61,29
TVA 20,00%	12,26
TAXE FORAITAIRE	
Art. 507 bis 1° C.C.	14,89
FRAIS POSTAUX	8,00
DEBOURS	
T.T.C.	96,44



Références : 190463/MCSCF  
éd. le 14.02.2020

## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

DENONCIATION A CREANCIER INS. VALANT ASSIGNATION  
(REMISE A DOMICILE ELU)

L'An DEUX MILLE VINGT le QUATORZE FEVRIER

### A LA DEMANDE DE :

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénessieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Sorell n° 58, 03724 MORAIRA-TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Maria, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Línea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

### SIGNIFIE A

CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE

Au domicile élu par le destinataire en l'Etude de :

C/o CABINET PYRAMIDE AVOCATS  
59 Cours Romestang  
38200 VIENNE

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

### Où j'ai rencontré :

Mme CHERRU Stéphanie  
secrétaire

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La lettre prévue par l'article 658 alinéa 1 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée au domicile réel le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 17 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGOIN JALLIEU  
Tel : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 93 79 82  
IBAN CREDIT AGRICOLE SRA  
FR76 1306006438506194826 280

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	53,62
I.E.P.	
AGRAM.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,87
I.T.	61,29
TVA 20,00%	12,25
TAXE FORAIRE	14,89
AG. 300 Mo Y CGL	6,40
DEBOURS	
T.T.C.	94,94



Relevé n° : 190452ACT/CP  
du 14/02 2020

## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE DENONCIATION A CREANCIER INS.VALANT ASSIGNATION (REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT le QUATORZE FEVRIER

### A LA DEMANDE DE :

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénissieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Linea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

### SIGNIFIE A

TRESOR PUBLIC ADM SIP L'ISLE D'ABEAU  
c/o Service des Impôts des particuliers Place Charles de Gaulle  
38090 VILLEFONTAINE

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :  
confirmation par la personne présente au domicile  
Nom sur l'enseigne

### Où j'ai rencontré :

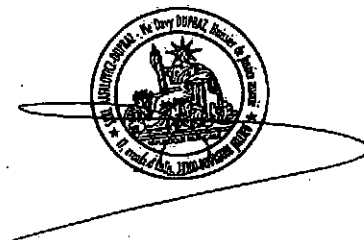
M. AUGUSTAVE Paul  
agent administratif  
qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 17 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



SARL RAFALOMIEZ-DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGOIN JALLIEU

Tel : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 93 79 82

(BAN CREDIT AGRICOLE SPA  
FR76 1306056438506194528 260)

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. 644-3	63,62
D.E.P.	
ALAM. 15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	61,29
TVA 20,00%	12,26
TAXE FORFAITAIRE	
ART. 302 BIS Y.C.G.	14,63
FRAIS POSTAUX	6,00
DEBOURS	
T.T.C.	94,44



Références : 1504524MCC/CP  
daté le 14.02.2020

## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

DENONCIATION A CREANCIER INS. VALANT ASSIGNATION  
(REMISE A DOMICILE ELU)

L'An DEUX MILLE VINGT le QUATORZE FEVRIER

A LA DEMANDE DE :

M. MUÑOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Venissieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Soréll n° 59, 03724 MORAIRA-TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUÑOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Linea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Soréll n° 59, 03724 MORAIRA-TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

SIGNIFIE A

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE

Au domicile élu par le destinataire en l'Etude de :  
C/o CABINET PYRAMIDE AVOCATS  
59 Cours Romestang  
38200 VIENNE

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Où j'ai rencontré :

Mme CHERRO Stéphanie

secrétaire

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La lettre prévue par l'article 658 alinéa 1 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée au domicile réel le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 17 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



51

SARL RAFALOMCZ-DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGOIN JALLIEU

Tél : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 63 79 82

IBAN CREDIT AGRICOLE SRA  
FR76 13906006438505194828 280

# ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R44-3	53,62
D.E.P.	
MARMI 15	
VACATION	
TRANSPORT	7,87
H.T.	61,29
TVA 8,00%	12,26
TAXE D'OFFICIAIRE	14,05
AN. 302 bis Y CCL	8,00
FRAIS POSTAUX	
DEBOURS	
T.T.C.	86,44



## MODALITES DE REMISE DE L'ACTE DENONCIATION A CREANCIER INS.VALANT ASSIGNATION (REMISE A DOMICILE ELU)

L'An DEUX MILLE VINGT le QUATORZE FEVRIER

À LA DEMANDE DE :

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénissieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Linea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorell n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

SIGNIFIE A

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE

Au domicile élu par le destinataire en l'étude de :  
CJ CABINET PYRAMIDE AVOCATS  
69 Cours Romestang  
38200 VIENNE

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Où j'ai rencontré :

Mme CHERRO Stéphanie  
secrétaire

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli. Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La lettre prévue par l'article 658 alinéa 1 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée au domicile réel le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

Le copie du présent acte comporte 17 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



SARL RAFALOVICZ-DUPRAZ  
Huissiers de Justice Associés  
17 Avenue d'Italie  
38300 BOURGORN JALLIEU  
Tél : 04 74 28 41 01  
Fax : 04 74 83 79 82  
IBAN CREDIT AGRICOLE SPA  
FR06 13308008438306194828 280

**ACTE  
D'HUISSIER  
DE  
JUSTICE**

COUT ACTE	
EMBOULEMENT ARI. R444-3	53,62
D.E.P.	
ANALAM 15	
VACATION	
TRANSPORT	7,87
H.T.	61,29
TVA 20,00%	12,25
TAXE FORAINTAIRE	
AM. 302 bis Y CGI	14,69
FRAIS POSTAUX	6,00
DEBOURS	
T.T.C.	96,44



Références : 190482/NOU/CP  
du 14.02.2020

**MODALITES DE REMISE DE L'ACTE**  
**DENONCIATION A CREANCIER INSOLVANT ASSIGNATION**  
(REMISE A DOMICILE ELU)

L'AN DEUX MILLE VINGT le QUATORZE FEVRIER

**A LA DEMANDE DE :**

M. MUNOZ Manuel, de nationalité française né le 15 août 1942 à Vénissieux demeurant Buzon : 65007/ Calle Sorel n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE  
Et de Mme MUNOZ née VALLEJO Marie, de nationalité française née le 6 juillet 1958 à La Linea (Espagne) demeurant Buzon : 65007 / Calle Sorel n° 59, 03724 MORAIRA TEULADA à ALICANTE - ESPAGNE.

**SIGNIFIE A**

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE

Au domicile élu par le destinataire en l'Etude de :  
C/o CABINET PYRAMIDE AVOCATS  
56 Cours Romestang  
38200 VIENNE

Cet acte a été remis par Clero assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Où j'ai rencontré :

Mme CHERRO Stéphanie  
secrétaire

qui a déclaré être habilitée à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

J'ai laissé copie de l'acte sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli. Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le nom de la personne ayant reçu la copie a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La lettre prévue par l'article 658 alinéa 1 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée au domicile réel le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 17 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me Davy DUPRAZ



**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES URGENTS**  
pour la période postérieure au 31 décembre 1995

☐ Hors formalité ☒ Sur formalité

Opération indicée : .....  
 Formule de : .....  
 Référence dossier : ARMOZADOCHE (LIAM 201905)

N° de la demande : F303  
 Date de la demande : 17 DEC 2019  
 Référence : 2819545

DEMANDEUR : .....  
 NOMBRE DE PRELARS COMPLÉMENTAIRES : .....  
 Nombre de personnes (supplémentaires) : .....  
 Nombre d'inscriptions (supplémentaires) : .....  
 Prix de travail : .....  
 Total : .....  
 Règlement : ☒ Caisse d'emploi ☐

Signature : .....  
 Fonction : .....

**SAISON D'INTERVENTION**  
 La Commission des hypothèses est chargée de définir un cadre des formalités en fonction des hypothèses indiquées ci-dessous :  
☒ Interprétation administrative Documents publics ☒ Non acceptés ☒ Documents publics traités en public (demande portant uniquement sur des documents)  
 Les formalités sont traitées en public, les actes et documents sont traités en public (demande portant uniquement sur des documents)

**PERIODE DE PUBLICATION**  
 - Possibilité d'inscription depuis le 01/01/1996 (ou date de création de la commune pour les communes portées uniquement par des communes)  
 - Jusqu'à la date de dépôt de la présente demande (ou date de création de la commune pour les communes)  
 - ou de la formalité demandée (ou date de création de la commune)

**RECAPITULATIF DES INFORMATIONS**

N°	Personne physique	NOM	Prénoms	PROFESION	DATE DE NAISSANCE	DATE DE DÉCÈS
1	POISSONNIER THOMAS	POISSONNIER	THOMAS	PROFESION	15/01/1996 à LYON (69)	
2	KADOCHE	KADOCHE	LEON ALEXANDRE	PROFESION	22/02/1996 à LYON (69)	
3						

**RECAPITULATIF DES INFORMATIONS**

N°	Commune	Informations cadastrales	N° de VILLAGE	N° LOT
1	HEYRIEL (69540) 14 place Paul Charrier	AK 443		5
2	HEYRIEL (69540)	AM 182		
3	HEYRIEL (69540)	AM 23		
4	HEYRIEL (69540)	AM 184		
5	HEYRIEL (69540)	AM 253		

Le demandeur déclare que la présente demande est faite pour l'un des motifs suivants :  
☒ Demande d'inscription en la forme ☐ Demande non urgente ou non double  
☒ Modification de la situation des personnes ☐ Déclaration de propriété ☐ Autre  
☐ Déclaration d'indication de la nature du renseignement demandé

**CERTIFICAT DE CONSTATATION**  
 Dans le cadre de la présente demande, la Commission a vérifié que l'acte est un document :  
☒ authentique ☐ non authentique  
 que les ..... documents indiqués dans l'acte ci-dessus  
 que les ..... documents indiqués dans l'acte ci-dessus

La Commission des hypothèses a vérifié que l'acte est un document :  
 authentique ☒ non authentique ☐  
 que les ..... documents indiqués dans l'acte ci-dessus  
 que les ..... documents indiqués dans l'acte ci-dessus

Date et N° de l'acte	Nature et énonciation de l'acte	Date de l'acte	Objet de l'acte Précisions
17/12/2019 21758	NOTES DE VENTE SUSCITANT L'ACQUISITION DE LA BIENNE sitée à Sfax : 364/001 Vol. 2019 N° 121 ADM. TRIBUNAL DE COMMERCE DE TUNISIE RE SAFALOVICH BOUBOU ALIEN	17/12/2019	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIR TUNISIEN MUNICIPAL TUNIS/ALAOCH
17/12/2019 21759	NOTES DE VENTE SUSCITANT L'ACQUISITION DE LA BIENNE sitée à Sfax : 364/001 Vol. 2019 N° 121 ADM. TRIBUNAL DE COMMERCE DE TUNISIE RE SAFALOVICH BOUBOU ALIEN	17/12/2019	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIR TUNISIEN MUNICIPAL TUNIS/ALAOCH

La présente copie des formules acceptées en vertu de la loi n° 2019-121 du 17 décembre 2019 relative à la réforme de la justice est délivrée en application de l'article 267 de cette loi.

Donnée par le notaire à la demande de renseignements qui compare 9 pages y compris le certificat.

Demande de renseignements n° 2019/121

## 56

00000019	Ministre et Secrétaire de l'Intérieur	Dés de l'Inde	Chambre d'Indemnisation des Officiers	00000019	Ministre et Secrétaire de l'Intérieur	Dés de l'Inde	Chambre d'Indemnisation des Officiers
000111	HYPOTHEQUE LEGALE	25/04/2010	TRÉSOR PUBLIC	000111	HYPOTHEQUE LEGALE	25/04/2010	TRÉSOR PUBLIC
000449	ADJ. ET SE. ETRANGER		TRONCHON	000449	ADJ. ET SE. ETRANGER		TRONCHON
000450	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVENANCE	08/06/2010	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS	000450	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVENANCE	08/06/2010	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS
000448	ADJ. MISE LA DISPOSITION DU TRIBUNAL		TRONCHON	000448	ADJ. MISE LA DISPOSITION DU TRIBUNAL		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVENANCE	31/12/2012	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVENANCE	31/12/2012	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS
000448	NOT. ETUDES		TRONCHON	000448	NOT. ETUDES		TRONCHON
000449	NOT. L'AVANT DE LA MISE		TRONCHON	000449	NOT. L'AVANT DE LA MISE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE	27/03/2010	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE	27/03/2010	CASIER REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIS
000448	MISE PREPARATION AVOCAT		TRONCHON	000448	MISE PREPARATION AVOCAT		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	24/01/2010	TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	24/01/2010	TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON	000449	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE		TRONCHON
000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON	000448	ADJ. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE		TRONCHON
000449</							

# RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIQUES DU 01/01/1989 AU 06/09/2018

Disposition n° 1 de la formalité 3804P03 2018Y26 :

Immatriculation			
Prénoms/Coord. Druis	Couleur	Déclaration adossée	Volume
	HERVÉ/BLIX	AR 443	

Motif Principal : (R000) R0 R0R  
Date caducité d'acte : 04/01/2021

Complément : En vers d'une ordonnance de 1254 du TGI de Vienne du 05/12/2017.

Lot  
283

Demande de renseignements n° 3804P03 2018Y26

57



Disposition n° 1 de la formation 1804PQS 2012P4627 :

Decls	Commons	Designation cadastre	Volumes	Lot
2	NI	HEUREUX AM 12 AM 192 AM 194 AM 33 AE 43		113
3	US	HEUREUX AM 33 AM 192 AM 194 AM 33 AE 43		114

[illegible]

Price / Evaluation : 803.323.00 EUR

Compléments : Dispositif classé le 11/12/2011 ; le lésant sans capteur sur (max 3) détection de 14 en plus proposé et des 34 en moins et 3 modules (n° 2) pour le surplus. Dites  
propre au dispositif.

**N° d'ordre : 4**

Date de dépôt : 12/09/2016

**Référence d'enlèvement : 3804P03 2M16V3440**

**Quelle des Textes: www.spiegel.de**

Nature de l'acte : 2011V3504 - RENOUVELLEMENT HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE de la formalité établie en 27/09/2011  
 Dates : 30/09/2015 Val 2011V 3504  
 Doc 12  
 LIRE des rec : 07/09/2016

Rédacteur : NOT KINTZIG / ST LAURENT DE MURE

For you

Demanda de readjustamento nº 3384/93 20197765



N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 03/07/2005	Références d'enlèvement : 3804PWS 2005F4579	Date de l'acte : 21/06/2005
	Nature de l'acte : VENIZ		
	Rédacteur : ADM BRIGADE D'EVALUATIONS / GRENABLE CEDEX 2		

Département, Département	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
Nom et Prénoms	ETAT Profession, Domicile	
Nom	Métier des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
Ville	RADOCHÉ	8/11/1964
Adresse		
Bâtiment	Coursant	
Tel.	Aff. 30	
Fax	AM 333	

DI: Proda lavitio CO: Construcciones DO: Demositas EM: Empluvio NI: Nue-proyectos en edificio NO: Nue-proyectos OT: Amuebles de decoracion interiores PE: Pieses PI: Individuos en pectos propietarios PR: Pieses bell a edificacion SO: Sol TI: Teyez TP: Teyez propieda TR: Teyez UH: Uraa de moga en edificacion UT: Uraa en edificacion V: Varril

Pts / edificacion: 13.000,00 EUR

Price / evaluation : 13.000,00 EUR

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 27/05/2011	Référence d'enlèvement : 380478 20117384	Date de l'acte : 08/09/2011
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE Réactants : NOT KENZIG / ST LAURENT DE MURE Domicile du : ST LAURENT DE MURE en Vendée			

62

[illegible]

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
VIENNE**



Demande de renseignements n° 3804963 2019703  
déposée le 17/12/2019 par Mlle RIA GUEY-RECOTTI & ASSOCIES

Réf. dossier : COMMANDEMENT EFX MUNOZ

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document (\*) qui contient les éléments suivants :

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à l'EDFJ : du 01/01/1993 au 28/02/2002  
[ x ] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur la base de fiches ci-jointes.
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication entre EDFJ : du 01/03/2002 au 09/09/2018 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe que les 3 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint.
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 10/09/2018 au 17/12/2019 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe que les 5 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A VIENNE, le 20/12/2019  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le contrôleur des finances publiques  
Jean-Pierre OUBOUX

(\*) Le nombre de pages total figure en fin de document

Les dispositions des articles 13 à 16 de la loi n° 79-17 du 13 janvier 1979 modifiées relatives à l'indemnisation des frais et aux libertés d'accès aux documents sont applicables ; elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Administration, la plus grande transparence et le droit de rectification.

MINISTRE DE LA JUSTICE  
ET DES COMPTES PUBLICS

Demande de renseignements n° 3804963 2019703

N° d'ordre : 4	date de dépôt : 12/09/2016	référence d'enregistrement : 3804703 2016V3460	Date de l'acte : 07/09/2016
	nature de l'acte : 2011V3504. RENOUVELLEMENT HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE de la formalité initiale de		
	27/09/2011. Sages : 3804703 Vd 2011 V 3504		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 04/01/2018	référence d'enregistrement : 3804703 2016V35	Date de l'acte : 03/01/2018
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire		

65

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 3804PG 2019706**

Date: 28/03/2019

PERIODES CERTIFICATION: de 01/01/1969 au 31/12/2019

**INDICATEURS PERTINENTS POUR ETABLIR L'ETAT RÉPONSE**

Code	Commentaire	Désignation catégorielle	Volume	Lot
109	REVENUS	AM 13		
		AM 12		
		AM 14		
		AM 20		
		AM 45		
109	REVENUS			5
				60
				60

OU Différence des formules liées à l'angle de la copie/du

**EXEMPLES PUBLIÉS**

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 05/07/2005	références d'habitat : 3804PG 2007470	Date de l'avis : 21/06/2005
	nature de l'avis : VENTE		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 27/09/2011	références d'habitat : 3804PG 20119304	Date de l'avis : 08/09/2011
	nature de l'avis : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 10/07/2012	références d'habitat : 3804PG 20129427	Date de l'avis : 24/06/2012
	nature de l'avis : ATTESTATION APRES DICS		



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
**SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**  
VIANNE  
11, RUE JEAN MOULIN  
33008 VIANNE CEDEX  
TEL. : 04.75.00.01.00 - 04.75.00.01.01

Vous pouvez aussi télécharger gratuitement nos logiciels de gestion de votre entreprise.

- > Le respectif des désignations des instruments et des personnes requises ainsi que celles connues de l'UE pour la délivrance des formalités publiques et notariales.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

MINISTERIO DE LA NACION  
SECRETARIA DE COMPTON PUBLICO

RECEIVED AT: 11:00 AM  
DATE: 10/10/1964  
BY: [illegible]

**CERTIFICAT DE DEPOT DU 18/04/2018 AU 07/03/2019**

Nature et description	Motifs et Bénéficiaire du P-18	Date de P-18	Catégorie d'habitat / Lieu d'habitat / Type d'habitat / Lieu d'habitat / Type d'habitat / Lieu d'habitat	Nature d'habitat / Lieu d'habitat / Type d'habitat / Lieu d'habitat / Type d'habitat / Lieu d'habitat
18/04/2018 D04171	INTERVENIR ISOLES ADM. DE NISIVABAU VILLEFONTAINE	18/04/2018	TRONCHON TRONCHON	TRONCHON TRONCHON
18/04/2018 D0447	INTERVENIR INTERACTIONS PROYONCHON ADM. DE NISIVABAU DE GRANDS DISTANCES	18/04/2018	TRONCHON TRONCHON	TRONCHON TRONCHON
18/04/2018 D0546	INTERVENIR INTERACTIONS PROYONCHON ADM. DE NISIVABAU DE GRANDS DISTANCES	24/12/2018	TRONCHON TRONCHON	TRONCHON TRONCHON

La présente attestation de dépôt est délivrée en vertu de la loi n° 2017-105 du 28 janvier 2017 relative à la transparence de la vie publique et à la lutte contre la corruption, et plus particulièrement de son article 11, paragraphe 1, alinéa 1er.

Décision prise en la séance de la commission de suivi des demandes de renseignements n° 11, par le conseil d'administration.

# RELÈVE DES FORMALITES FOURNIES DU 01/01/1969 AU 10/04/2018

Dispositif n° 1 de la formalité 3804P03 2018V06 :

Cédant			
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
	CHAM DES BAYON	10/01/1971	
Prestitaire immatériel / Cédant			
Numero	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité	
1	DEBENSON	12/07/1951	
Financier			
Prénuméroté	Compteur	Désignation cédant	Lot
	ESTRELLY	AL 40	111

Membre (Prénuméroté) : 10/01/2018

Date entrée en force : 10/01/2018

Complément : En vertu d'une ordonnance du JSE de Valenciennes du 05/12/2017.

Document de renseignements : 3804P03 2018V06

10

69

**RELEVÉ DES FORMAIRES PUBLIÉS DU 01/01/1989 AU 30/04/2018**

<b>N° d'ordre : 3</b>	<b>Date de dépôt : 17/09/2016</b>	<b>Référence d'enregistrement : 380493 201673440</b>	<b>Date de fin : 07/09/2016</b>
<b>Nature de l'acte : 2011V3804 RENOUVELLEMENT ET POTERIQUE CONVENTIONNELLE de la formation initiale du 27/09/2011</b> <b>Référence : NOT CONTINGENT LAURENT DE MIRE CROQUIER POURSUIVANT N°1048</b> <b>Domicile élu : ST LAURENT DE MIRE en France</b>			

**Disposition n° 1 de la formule 3804P03 201673440 : RENOUVELLEMENT ET POTERIQUE CONVENTIONNELLE 2011 V 3804**

Cotisations			
Nature	Indication des personnes	Date de naissance ou N° d'identité	
VIAI 200	MIRIEZ	16/07/1981	
		18/07/1981	
Indication des personnes / Coût			
Nature	Indication des personnes	Date de naissance ou N° d'identité	
2000000		27/09/1981	
2000000		27/09/1981	
Indication des personnes / Coût			
Nature	Indication des personnes	Date de naissance ou N° d'identité	
2000000		27/09/1981	
2000000		27/09/1981	
Indication des personnes / Coût			
Nature	Indication des personnes	Date de naissance ou N° d'identité	
2000000		27/09/1981	
2000000		27/09/1981	

**Nature de l'acte : 2011V3804 RENOUVELLEMENT ET POTERIQUE CONVENTIONNELLE de la formation initiale du 27/09/2011**

**Référence d'enregistrement : 380493 201673440**

**Date de fin : 07/09/2016**

**Disposition n° 1 de la formule 3804P03 201673440 : RENOUVELLEMENT ET POTERIQUE CONVENTIONNELLE 2011 V 3804**

**Nature de l'acte : 2011V3804 RENOUVELLEMENT ET POTERIQUE CONVENTIONNELLE de la formation initiale du 27/09/2011**

**Référence d'enregistrement : 380493 201673440**

**Date de fin : 07/09/2016**



**RELEVÉ DES FORMALITÉS FORESTIÈRES DU 01/01/99 AU 30/06/2013**

<b>N° d'ordre : 1</b>	<b>Date de dépôt : 10/07/2013</b>	<b>Référence d'insaisissement : 3504P05 2013-627</b>	<b>Date de l'acte : 24/06/2013</b>
<b>Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECIS</b>			
<b>Régime : FORÊT DOMANIALE / RÉGIME DE MONTAGNE</b>			

*Disposition n° 1 de la loi n° 2012-607*

Régime de l'acte				
Nature	Indication des personnes			Date de signature ou N° d'attribution
1	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
2	KADICER			21/12/1994
3	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
4	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
5	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
6	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
7	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
8	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
9	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
10	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
11	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
12	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
13	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
14	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
15	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
16	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
17	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
18	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
19	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
20	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
21	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
22	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
23	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
24	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
25	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
26	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
27	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
28	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
29	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
30	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
31	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
32	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
33	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
34	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
35	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
36	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
37	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
38	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
39	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
40	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
41	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
42	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
43	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
44	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
45	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
46	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
47	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
48	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
49	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
50	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
51	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
52	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
53	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
54	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
55	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
56	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
57	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
58	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
59	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
60	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
61	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
62	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
63	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
64	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
65	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
66	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
67	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
68	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
69	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
70	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
71	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
72	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
73	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
74	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
75	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
76	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
77	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
78	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
79	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
80	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
81	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
82	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
83	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
84	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
85	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
86	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
87	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
88	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
89	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
90	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
91	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
92	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
93	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
94	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
95	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
96	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
97	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
98	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
99	KADICER			21/12/1994
Indication des personnes				
100	KADICER			21/12/1994

Demande de renseignements n° 3504P05 2013-627



74

[illegible]

Detachable for Postscript printing: 2. 2404P05 26219H1.0002







## CONCLUSIONS

### **References**

**--- INSTRUCTIONS, per numero MAGNET-BLOCOTTI 1550**

**4000-86967 : DE REC REBIBUX AK 4431345**

**WATERBURY**

22. ¿Se vive en la siguiente vivienda certificada por el personal documentado(a) que contiene los elementos siguientes?

- Les copies des fiches hypothécaires pour le régime de financement **PRD1** du 01/01/1969 au 28/02/2002.
  - **Les 31** états des fonds immobilisés que les notaires immobiliers figurent au 31 de chaque copie de l'état de fin de semaine.
  - Le relevé des formalités publiées au 1<sup>er</sup> période de publication sous **PRD1** du 01/01/2003 au 31/03/2003.
  - **Les 31** états des fonds de formalités immobilières dans les réponses **PRD1**.
- Le contenu des **adéquations** pour le période comprises entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
- du 01/04/2013 au 31/03/2014 (état de démantèlement)
  - **Les 31** états des fonds de formalités immobilières en regard des décrets concernant les immeubles inscrits.

A VIENTRE, le 20/06/2019

· Pour le Service de la Police Provinciale,  
Le Comptable des Finances publiques,  
Jean-Pierre OURLOUX

[illegible]

Les observations des élections de 1984 ont été publiées le 6 janvier 1978 sous le titre "1978-84: les élections fédérales, une révolution ou une continuité?" Le rapport de la Commission électorale fédérale, qui a été publié le 6 janvier 1978, est intitulé "1978-84: les élections fédérales, une révolution ou une continuité?" Le rapport de la Commission électorale fédérale, qui a été publié le 6 janvier 1978, est intitulé "1978-84: les élections fédérales, une révolution ou une continuité?"

MINISTERIO DE LA CIUDAD  
Y DEL COMPLEJO PUBLICO.

Licença de funcionamento nº 3504PUS 2915H10009

N° d'ordre : 2	date de dépôt : 16/01/2013	références d'enregistrement : 3504P05 2013V79	Date de l'acte : 21/12/2012
	nature de l'acte : ACTE NOTARIQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 12/09/2016	références d'enregistrement : 3504P05 2016V3440	Date de l'acte : 07/09/2016
	nature de l'acte : 2011V3804 - RENOUVELLEMENT ACTE NOTARIQUE CONVENTIONNELLE de la formalité initiale du 27/09/2011 Sirep : 3504P05 VA 2011V 3804		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 04/01/2018	références d'enregistrement : 3504P05 2018V745	Date de l'acte : 04/01/2018
	nature de l'acte : ACTE NOTARIQUE JUDICIAIRE PROVISoire		

59

Date : 2005/2019

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 3804P05 2019E10009**

PERSONNES PRESENTES EN COMPTE POUR LA RECHERCHE FID

Nom	Prénoms	Dates de naissance	Lieu de naissance
TRONCHON		23/07/1962	
KADOCHE		22/06/1965	

**PERSONNES RETENUES POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE**

Nom	Prénoms	Dates de naissance	Lieu de naissance
TRONCHON	ALEXANDRE	23/07/1962	LYON
KADOCHE	JEAN-ARNAUD	22/06/1965	LYON

**FORMALITES RELEVES POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE**

Code	Documents	Désignation nationale	Volume	Let
18	RELEVES	AM 23		
		AM 19		
		AM 14		
		AM 13		
18	RELEVES	AM 43		
			24.5	ON
				ON

(A) Délivrance des formalités liées à l'état de la personne

**FORMALITES PUBLIQUES**

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 10/07/2012	décret d'admission : 3804P05 2019E10009	Date de l'acte : 25/06/2012
nature de l'acte : ATTESTATION APRES RECHERCHE			

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
 SERVICE DES CONTRIBUTIONS  
 12, rue de Valenciennes  
 59133 LILLE Cedex  
 Tél. : 03 20 50 40 00 - Fax : 03 20 50 40 01



Monsieur MAURICE-ROBERT BASSOCHES  
 1, rue de Valenciennes  
 59133 LILLE Cedex  
 Tél. : 03 20 50 40 00 - Fax : 03 20 50 40 01

Vous trouverez dans la présente notification :  
 > La récapitulation des indications des contribuables et des personnes impliquées dans les affaires des contribuables, ainsi que des données des familles publiques et privées.  
 > La réponse à votre demande de renseignements.

Direction des Finances Publiques  
 12, rue de Valenciennes  
 59133 LILLE Cedex  
 Tél. : 03 20 50 40 00 - Fax : 03 20 50 40 01

**Michel RAFALOVICZ**  
Huissier de Justice

**SARL RAFALOVICZ - DUPRAZ**  
17 Avenue d'Italie  
Immeuble le Transalpin  
38300 BOURGOIN-JALLIEU

**PROCES-VERBAL  
DESCRIPTIF**

**COPIE**

**Détail du détail descriptif :**

Remplacement HT	220,04
Déplacement	3,67
TVA à 20,00%	43,32
Taxes Perçues	14,07
Abscissionnement	
Total TTC en euros	281,10

Tel : 04.74.28.41.01  
Fax : 04.74.93.79.82

E-mail : [michel.rafalovicz@huissier-justice.fr](mailto:michel.rafalovicz@huissier-justice.fr)



## **PROCES VERBAL DESCRIPTIF**

**L'AN : DEUX MILLE VINGT  
ET LE : DIX HUIT JANVIER**

### **A LA DEMANDE DE :**

**Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED] de  
nationalité française, et Madame Marie VALERO épouse MUNOZ, née le [REDACTED]  
de nationalité [REDACTED]**

**COPIE**

Faisant fonction de domicile et constitution d'Avocat en la personne et au cabinet de Maître Philippe ROMULUS, Avocat Associé de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, au barreau de Vienne (38), y demeurant, 59 Courte Romestang (38217 VIENNE CEDEX), ou pourront être notifiés les actes d'opposition à commandement, les offres réelles, et toutes significations relatives à la saisie dont il s'agit.

Ayant pour avocat plaçant : Maître Laurent MAGUET Avocat Associé de la : SCP MAGUET - RICOTTI et ASSOCIES, Associés au Barreau de Bourgoin Jallieu, y demeurant : Immeuble GREEN PARK I, 1 Allée Claude Chappe - BP 653 - 38315 BOURGOIN JALLIEU CEDEX.

### **LEQUEL M'A MANDE ET EXPOSE :**

#### **En vertu :**

De la copie exécutoire d'un acte de prêt notarié en date du 08.09.2011 dressé par Maître Jean-Noël KINTZIG, et avenant notarié à l'acte du 08.09.2011, dressé les 27.06.2016, 05.07.2016, et 30.08.2016 par Maître Jean-Noël KINTZIG.

D'un commandement de payer valant saisie dressé par acte de mon ministère en date du 7 novembre 2019.

Sur les personnes et à l'encontre de :

- 1) Madame Annick Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED]
- 2) Monsieur Jean Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ, né le [REDACTED]

Sur un immeuble situé :

Sur la commune de : HEYRIEUX ( 38540), 14/15 Place Daumer  
Référencé au cadastre de ladite commune :  
SECTION AK numéro 443, pour une contenance de 00 a et 70 ca.

Lot numéro 5

Ce lot correspond à un appartement en duplex, d'une superficie  
d'environ : 114,50 m<sup>2</sup> ; et les 481/1000 ème de la propriété du sol  
et des parties communes générales.

Ces biens et droits immobiliers appartiennent à :

- Madame Annick Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, à concurrence de un quart en pleine propriété ( 1/4) ; et des trois-quarts ( 3/4) en usufruit.
- Monsieur KADOCHÉ Jean Arnaud , à concurrence de trois quarts ( 3/4) en pleine propriété.

État descriptif de division et règlement de copropriété suivant acte  
de Maître KINTZIG, notaire à Saint-Laurent de Mure (69), du  
10 mars 1992, et publié auprès du service de la Publicité Foncière  
de Vienne le 10 avril 1992, volume 92 P numéro 2127.

Il m'a été demandé de : dresser un Procès-Verbal de Description détaillé, permettant la mise en œuvre d'une procédure de saisie immobilière, à l'encontre des requils susnommés.

Sur un bien immobilier leur appartenant le tout tel que préalablement indiqué plus haut au présent Procès-Verbal :

Lequel se présente à ce jour sur place de la manière suivante :

Le lot numéro 5, de cette copropriété laisse apparaître à ce jour, un appartement initial en duplex qui a été divisé et aménagé afin de former désormais un ensemble de : trois logements individuels distincts formés de deux studios au premier étage de l'immeuble, et encore d'un appartement de plus vastes dimensions situé au deuxième étage.

Ces trois lots dont la description détaillée va suivre, sont trouvés à ce jour occupés comme il sera dit plus après au Constat

**DEFERANT A CETTE REQUISITION :**

Je soussigné, MICHEL RAFALOVICZ, Huissier de Justice Associé, au sein de la SARL RAFALOVICZ - DUPRAZ à la résidence de BOURGOIN JALLIEU (38300), y demeurant, 17, Avenue d'Italie (BP 60554)

Certifié m'être transporté ce jour : en date du Samedi 18 Janvier 2020, aux alentours de : 09 heures 30, sur la commune de :

HEYRIEUX ( 38540), 14/15 Place Donner

Référence au cadastre de ladite commune :

SECTION AK numéro 443, pour une contenance de 00 a et 70 ca.

Lot numéro 5

Ce lot numéro 5, correspond à un appartement en duplex, d'une superficie d'environ : 114.50 m<sup>2</sup> ; et les 481/1000 ème de la propriété du sol et des parties communes générales : à ce jour trouvé distribué en trois logements autonomes distincts ( deux studios au niveau du premier étage de l'immeuble ; et encore un appartement en duplex situé au deuxième étage de l'immeuble.

*Précisant encore, que l'Huissier de justice soussigné compte tenu de l'organisation mise en place ce jour, a mandaté sur place le cabinet MEHU, dans le cadre de la réalisation des diagnostics obligatoires préalables à la vente qui seront adressés par documents spécifiques séparés à l'avocat poursuivant, permettant ainsi de compléter le cahier des charges des documents obligatoires.*

*Ont également été requis dans le cadre de la rédaction du présent procès-verbal*

- Monsieur [REDACTED] en qualité de serrurier
- Monsieur [REDACTED] en qualité de témoin
- Monsieur [REDACTED] en qualité de témoin

Sur place, j'ai valablement pu effectuer les constatations suivantes :

### CONSTATATIONS :

Préalablement aux constatations qui vous suivent,  
il conviendra de consigner les éléments suivants :

Le bien dont il s'agit, est situé au centre de la commune lequel donne sur la  
place Doumer ; le lot numéro 5, est trouvé distribué à ce jour en trois  
appartements distincts et autonomes tous accessibles depuis un natier situé  
au premier étage de l'immeuble comme il sera vu plus après.

L'immeuble accueillant le lot numéro 5, voir clichés photographiques 1,2 et  
3, est constituée par un immeuble en pierre, laissant apparaître au niveau  
du rez-de-chaussée une pharmacie, surmonté de deux étages avec un  
ensemble de cinq fenêtres par étage s'ouvrant côté place Doumer, le tout  
surmonté par une toiture permettant de desservir un espace sous toiture et  
ce notamment pour l'appartement en duplex comme il sera vu plus après  
au présent procès-verbal avec donc un aménagement au 3<sup>ème</sup> étage.

Il sera également important d'observer que l'accès au lot numéro cinq, se  
réalise depuis une porte latérale (cliché cinq) cette porte étant située  
dans le prolongement de la pharmacie et référencée numéro 15 de la place.

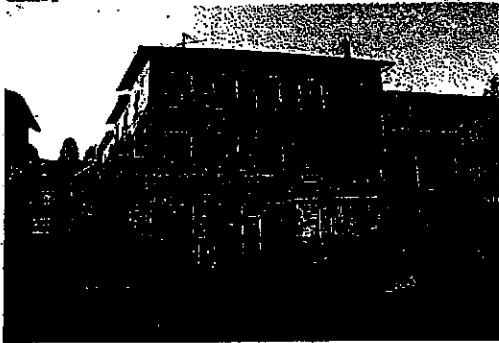
En ce qui concerne la copropriété de l'immeuble : apparemment les seuls  
sont également propriétaires des locaux exploités dans le cadre d'une  
pharmacie

De toute évidence il n'existe pas à la connaissance des occupants la présence  
d'un syndic professionnel ni apparemment d'un syndic bénévole ; aucun  
affichage n'est à ce titre apparent au niveau de la montée d'escalier  
desservant le lot numéro cinq ; la montée d'escalier présentant elle-même la  
particularité d'être insérée dans l'immeuble voisin (voir cliché d'entrée de  
la propriété numéro 15 en l'occurrence clichés 3 et 5.

Comme indiqué préalablement, l'accès au lot objet des poursuites se réalise  
depuis une porte elle-même distribuant un autre immeuble de plus petite  
dimension trouvé accolé à l'immeuble en pierre desservant le lot objet des  
poursuites.



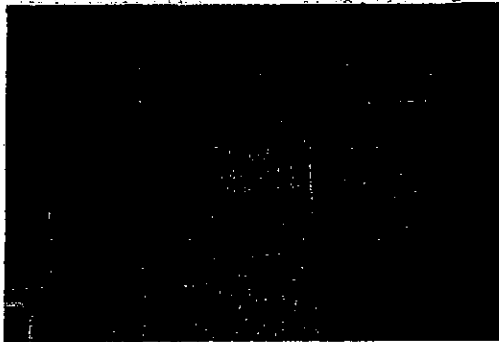
Cliché 1



Cliché 2



Cliché 3



Cliché 4



Cliché 5

Présentation du présent procès-verbal descriptif compte tenu des particularités du lot numéro 5, à ce jour trouvé distribué en trois logements individuels en l'occurrence de deux studios situés au niveau du premier étage et encore d'une porte d'accès à ce même premier étage permettant d'accéder à un appartement en duplex de plus grandes dimensions situé lui-même au deuxième étage et occupant un aménagement sous toiture formant donc un troisième étage.

Four chacun de ces trois logements autonomes trouvés occupés, un croquis sera préalablement inséré outre de nombreuses photographies permettant ainsi de mieux comprendre la situation apparente sur place ce jour.

**Montée d'escalier permettant d'accéder au lot numéro 5 :**

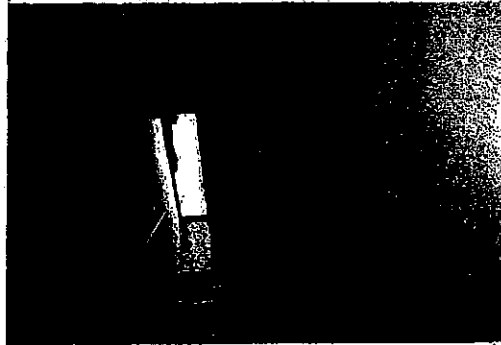
Comme indiqué préalablement, le lot numéro 5, est accessible depuis une porte donnant sur la place Paul DOUMER, référencée au niveau de la voirie, numéro 15.

Cette montée d'escalier permet donc de desservir simultanément l'immeuble contenant le lot objet des poursuites mais également un autre immeuble et donc d'autres logements parfaitement étrangers à la présente procédure.

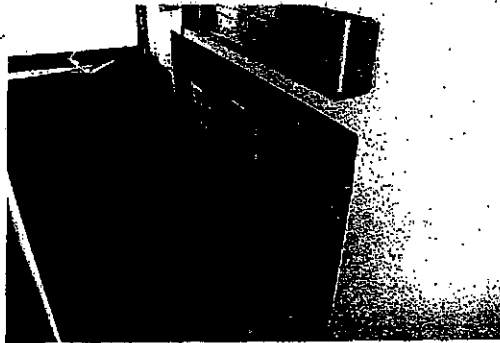
A toutes fins utiles, les clichés photographiques 6 à 11, laissent apparaître la montée d'escalier et encore l'escalier en bois permettant d'accéder au palier du premier étage de cet immeuble, et d'apercevoir la porte d'entrée du lot numéro 5 desservant elle-même les trois appartements autonomes décrits ci-après.

Que très concrètement, chacun des trois occupants du lot numéro 5, objet des présentes poursuites, devra donc utiliser cette porte commune, qui desservira depuis le premier étage un palier de distribution permettant lui-même d'accéder aux trois logements individuels apparents ce jour.

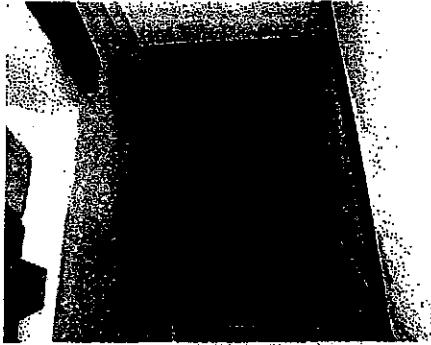
**Les clichés photographiques référencés 6 à 11, permettront d'observer l'intérieur du couloir des communs de l'immeuble référencé : 15, Place Paul DOUMER, qui permet de desservir au niveau du premier étage, le lot référencé numéro 5, objet du présent procès-verbal descriptif.**



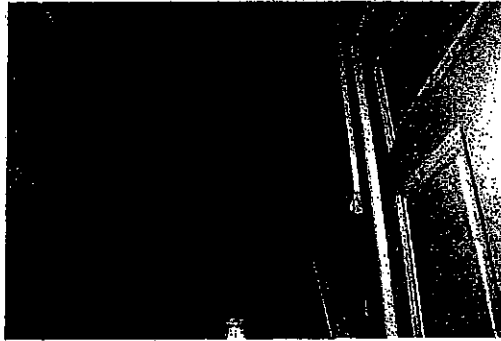
Cliché 6



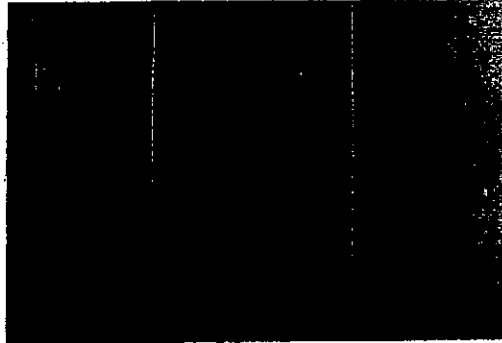
Cliché 7



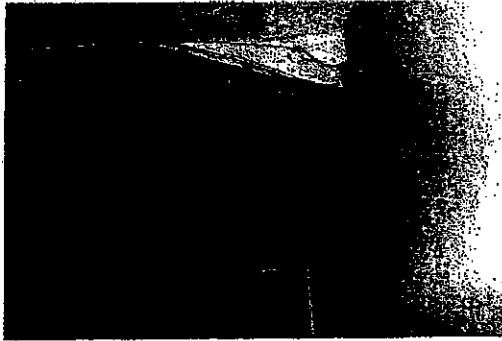
Click 8



Click 9



Cliché 10



Cliché 11

Préalablement aux constatations qui vont suivre, et comme indiqué préalablement, le lot numéro 5 à usage d'appartement avec duplex, a été aménagé en trois lots distincts tous accessibles depuis le palier de distribution situé au niveau du premier étage dudit lot ; trois portes d'entrées d'appartements sont donc apparentes.

Chacun de ces trois appartements, sera agrémenté d'un croquis et encore de nombreuses photographies permettant ainsi de parfaitement apprécier la situation sur place ; rappelant également que ces trois appartements sont parfaitement indépendants et qu'ils sont tous ce jour trouvés occupés.

**COULOIR DE DISTRIBUTION : ( distribuant les entrées des trois appartements constituant désormais le lot référencé 5, objet des poursuites) Clichés 12 à 17**

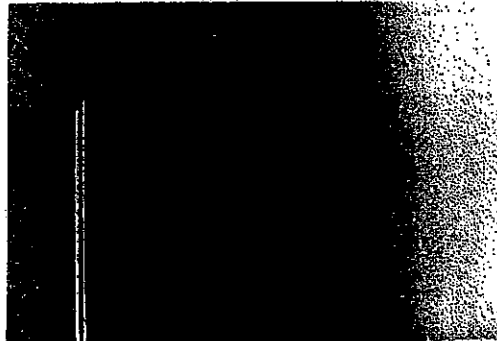
Depuis la montée d'escalier, situés au niveau du premier étage, sur le côté gauche de l'escalier dans le sens de ladite montée, présence d'une porte d'accès commune desservant un couloir de distribution permettant la distribution des trois logements.

Deux logements en l'occurrence deux studios indépendants seront desservis directement au niveau du premier étage avec des fenêtres s'ouvrant côté place Doumer.

Un appartement de plus grandes dimensions également accessible depuis le premier niveau, laissera apparaître un escalier intérieur à l'appartement permettant de desservir le second niveau, s'ouvrant également par un ensemble de fenêtres situées côté place DOUMER ; cet appartement possédant également un aménagement constituant un troisième niveau situé sous toiture.



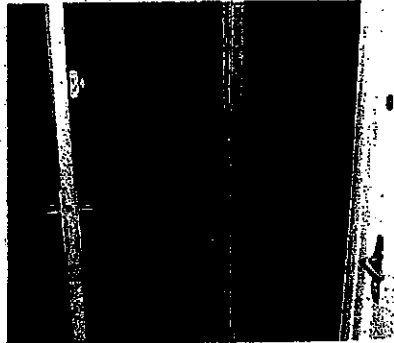
15



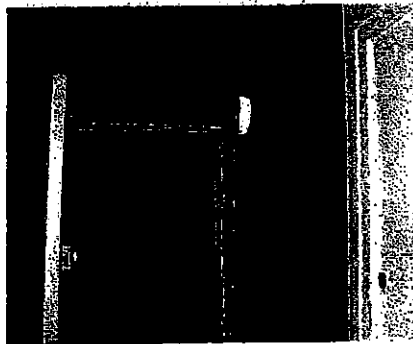
Cliché 14

Le cliché 15, laissera apparaître l'entrée commune depuis le couloir d'entrée commun à l'immeuble (sur la partie droite du cliché) et encore la montée d'escalier desservant l'appartement en duplex situé au deuxième et troisième étage ; ainsi que la porte de l'un des deux studios desservi par le couloir de distribution

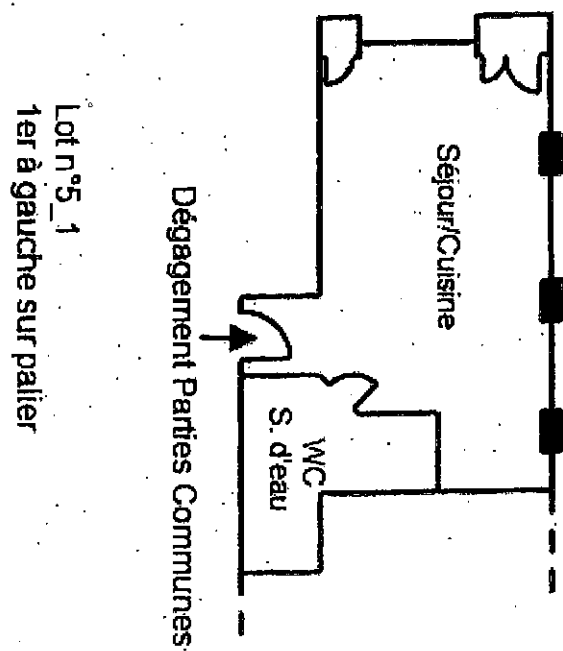
Les clichés 13 et 14 laissant apparaître depuis la porte commune d'accès au paller du premier étage, la desserte des deux studios aménagés au niveau dudit premier étage

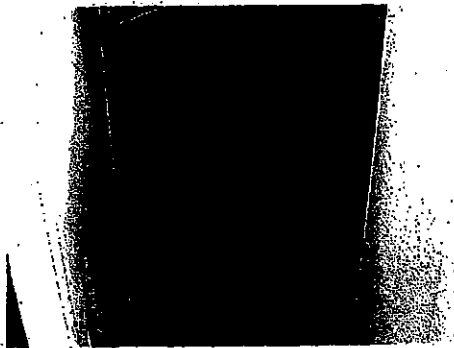


Cliché 15



Cliché 16





Cliché 17

**STUDIO OCCUPE PAR MADAME TRONCHON**

Jacqueline (premier étage à gauche sur le palier)  
voir croquis ci-après annexé

Sur place ce studio est ce jour trouvé occupé par Madame **TRONCHON** Jacqueline, mère de la requise Madame **KADOCHÉ** Anick.

Madame **TRONCHON** Jacqueline, expose être sur place hébergée à titre gratuit et occuper par intermittence les lieux.

En ce qui concerne le studio à proprement parler, (un croquis de celui-ci étant annexé aux présentes), il est trouvé en bon État général d'usage et d'entretien il présente la particularité de s'ouvrir par des fenêtres donnant côté place Paul **DOUMER**.

Joo

Visuellement, l'ensemble des huisseries de même que le second œuvre en général sont en bon état d'usage et d'entretien ; le chauffage est assuré par des convecteurs électriques ; présence également d'un cumulus électrique.

Les clichés photographiques, référencés 18 à 30, laissent apparaître la partie séjour - cuisine formant le studio ainsi que les trois fenêtres éclairant cet ensemble côté place Paul DOUMER.

Outre le bon État des lieux il sera important de constater la présence de placards muraux, d'une cheminée décorative, et encore d'un équipement de cuisine de type kitchenette.

Le sol laisse apparaître un revêtement de type « parquet avec lames en bois »



Cliché 18

امل

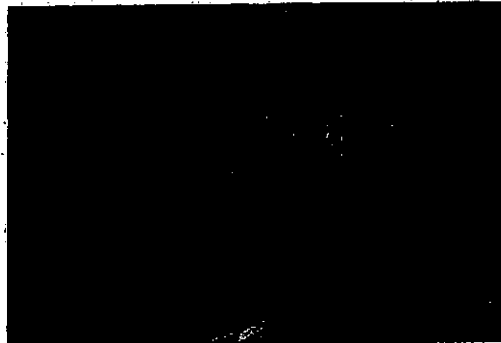


Cliché 19

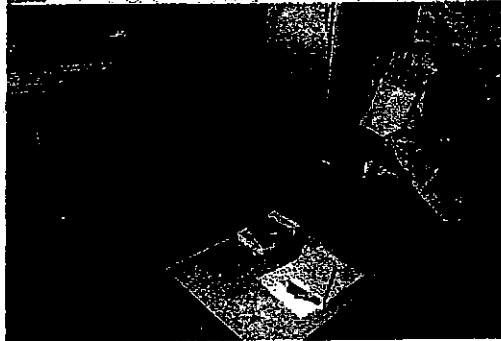


Cliché 20

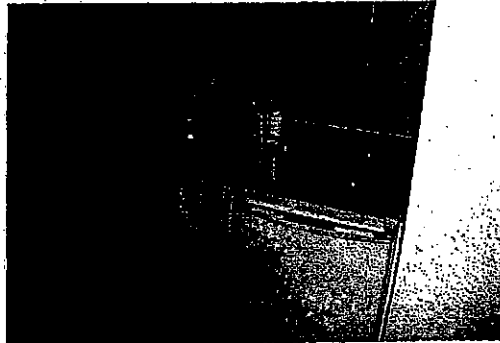
Joe

**Cliché 21**

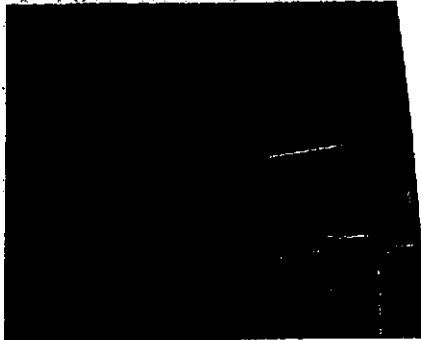
le cliché 21 laisse notamment apparaître outre la cheminée décorative deux placards muraux, ainsi que le bon état général des revêtements trouvés sur place.

**Cliché 22**

J03

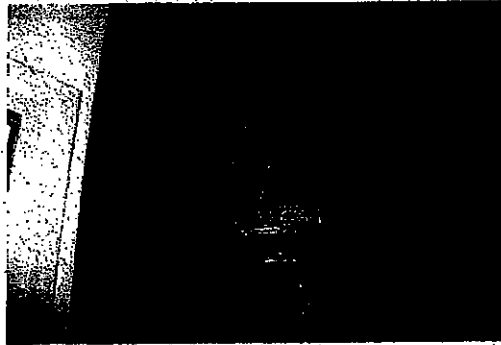


Cliché 23  
le cliché 23 laisse apparaître la kitchenette de la cuisine.

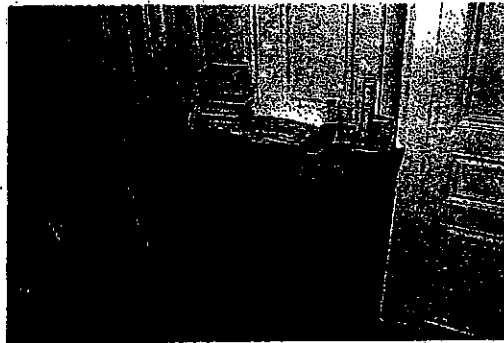


Cliché 24

204



Cliché 25



Cliché 26

los

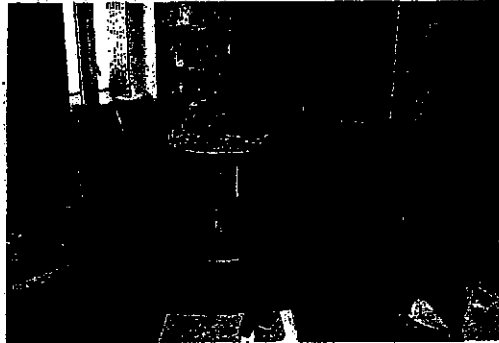


Cliché 27

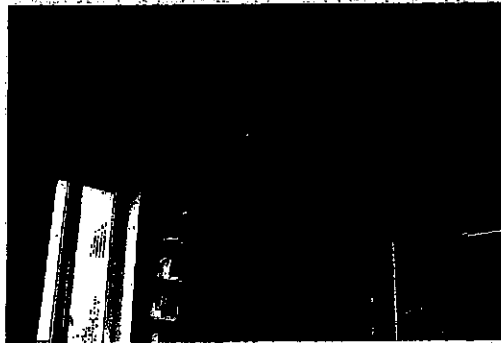


Cliché 28

JOS



Citeh6 29



Citeh6 30

Jof

**Salle de bains - WC : clichés 31 à 36.**

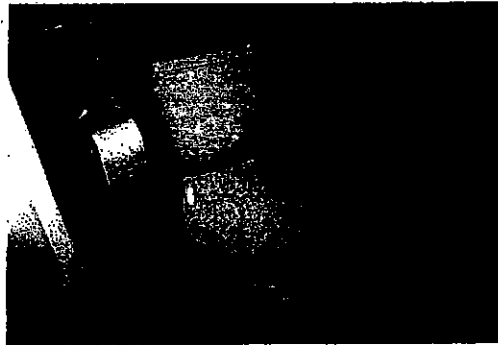
Les clichés 31 à 36, laissent apparaître de nombreux clichés de cet ensemble WC - salle de bains ; et notamment le bon état des revêtements et encore des accessoires comprenant notamment un bac à douche, une cuvette anglaise et encore un lavabo avec son meuble en dessous.

Le tout comme indiqué préalablement trouvé en bon État d'usage et d'entretien. (Voir clichés insérés)

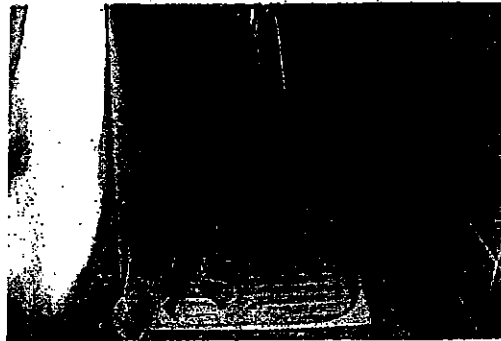


Cliché 31

108



Cliché 32

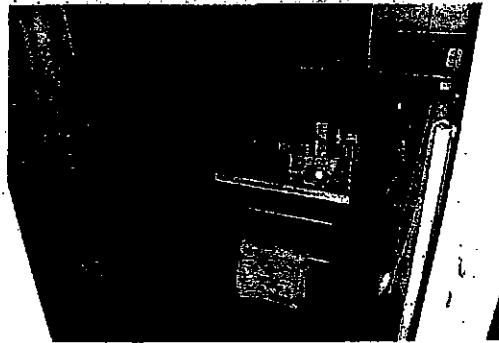


Cliché 33

109

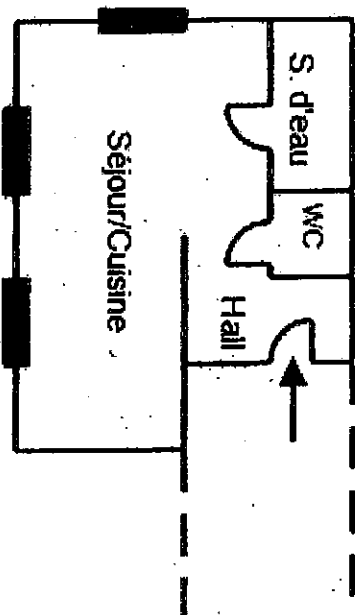


Cliech 34



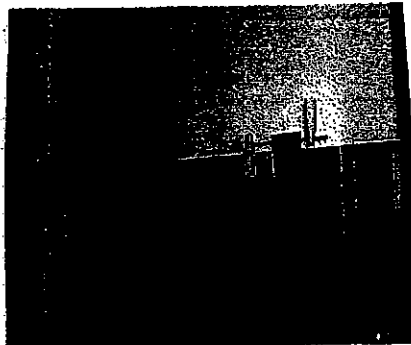
Cliech 35

*mo*



Lot n°5\_2  
1er - Au fond du couloir

rr



Cliché 36

STUDIO situé au fond du couloir occupé par Monsieur Emmanuel ROUSSILLON.

( voir croquis du studio inséré au présent Procès-Verbal)

Sur place, le second studio du premier étage situé au fond du couloir trouvé notamment éclairé par un ensemble de deux fenêtres donnant côté place Doumer, est trouvé ce jour occupé par Monsieur Emmanuel ROUSSILLON, en vertu d'un bail écrit signé initialement en date du 24 avril 2003, pour une durée de trois ans à compter du 4 mai 2003 pour se terminer le 4 mai 2006 et s'étant dans l'intervalle renouvelé par tacite reconduction.

112

Que le loyer mensuel d'un montant de 371,20 €, payé par le locataire, fait actuellement l'objet d'un avis à tiers détenteur mis en place par le trésor public compte tenu des dettes fiscales dues par la requise Madame Anick KADOCHÉ.

En ce qui concerne ce second studio à proprement parler, et contrairement au premier studio trouvé en bon état et occupé par la mère de la requise, celui occupé par Monsieur Roussillon est trouvé au niveau des revêtements ainsi que du matériel en mauvais état général d'usage et d'entretien.

Il sera notamment à observer une usure importante des matériels installés et encore des traces d'infiltrations d'eau avec des dégradations générées au niveau des revêtements consécutives notamment aux infiltrations évoquées. ( voir clichés ci-après insérés

Contrairement au premier studio, ainsi qu'il apparaît clairement sur le croquis, le second studio laisse apparaître un petit hall d'entrée, avec un WC séparé par rapport à la salle d'eau) et en revanche le même aménagement séjour cuisine

Comme indiqué préalablement, le mauvais état des revêtements et des équipements ainsi que les traces d'infiltrations d'eau et encore des moisissures au niveau des équipements sanitaires seront particulièrement visibles sur les clichés photographiques insérés ci-après

43

Salon - séjour : clichés 37 à 46

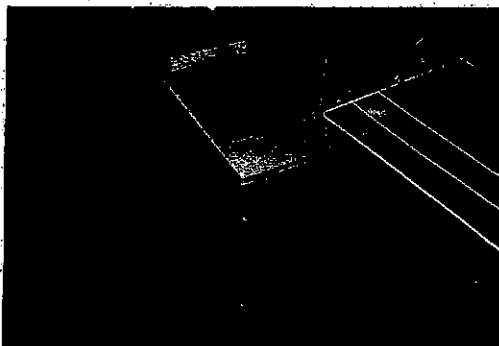


Cliché 37

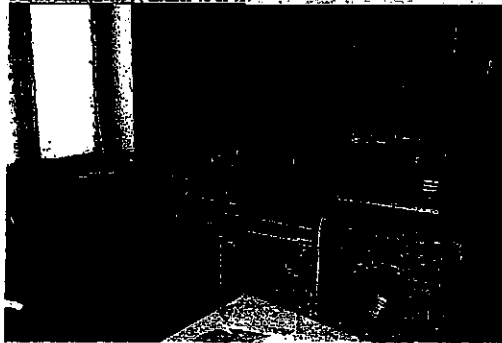


Cliché 38

14

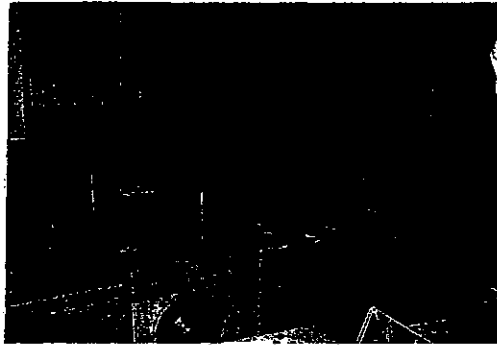


Cliché 39  
Partie kitchenette : (clichés 40 et 41.

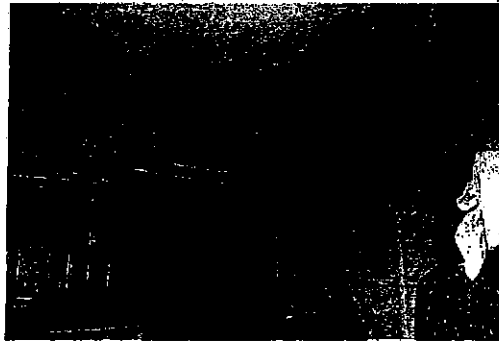


Cliché 40

us



Clutch 41



Clutch 42

M6



Cliché 43

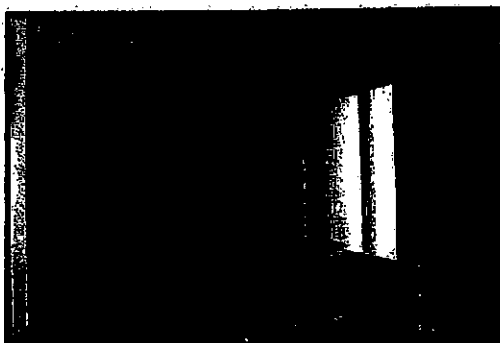


Cliché 44

47



Cliché 45



Cliché 46

u8

Salle de bains : clichés 47 à 53

Cliché 47

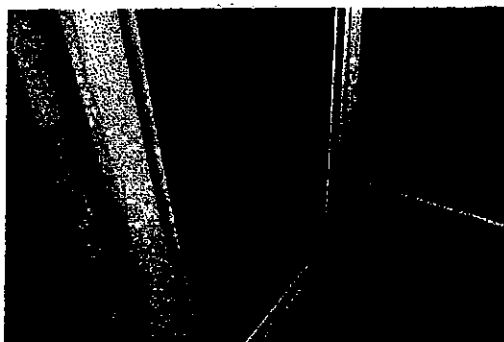


Cliché 48

119



Cliché 49



Cliché 50

120

**Mauvais État des équipements, traces d'infiltrations d'eau  
et de moisissures : clichés 51 à 53**

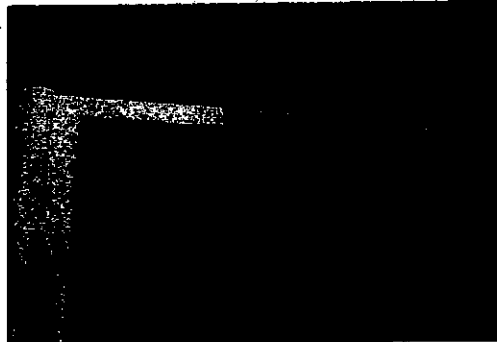


**Cliché 51**



**Cliché 52**

121



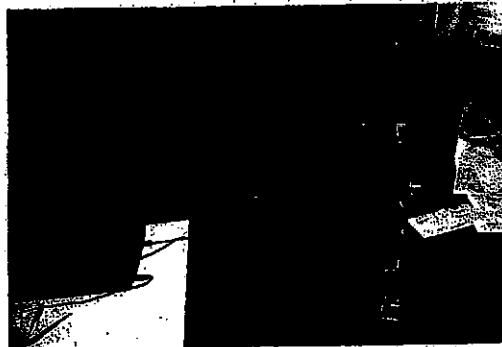
Cliché 53

Revenant à la partie salon séjour, les clichés 54 à 56 laissent apparaître également des traces de menisures tant au niveau du plafond que des murs

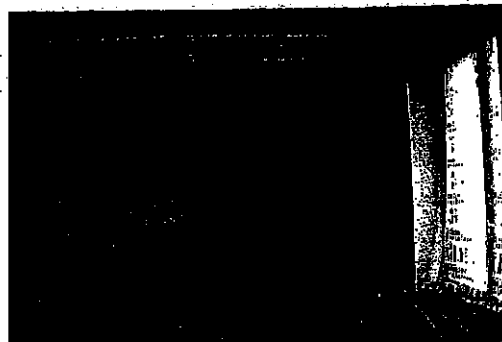


Cliché 54

*lee*



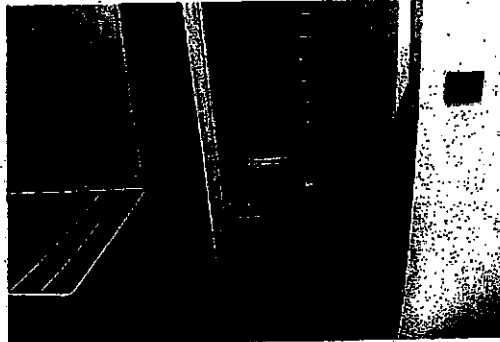
Cliché 55



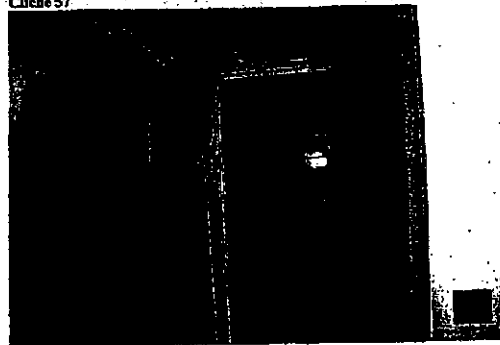
Cliché 56

123

WC indépendant (voir croquis) clichés : 57 à 60, avec à l'intérieur des WC, la présence du chauffe-eau électrique

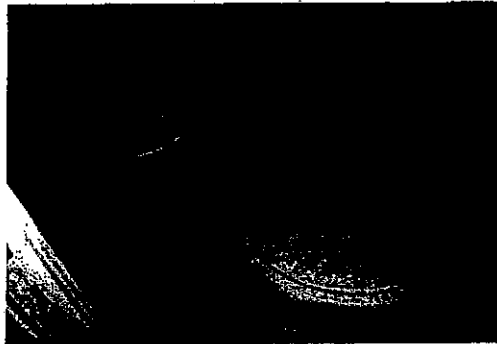


Cliché 57

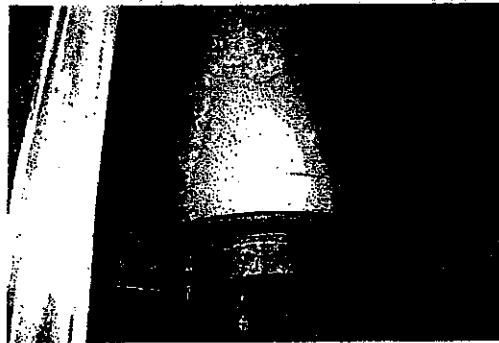


Cliché 58

124

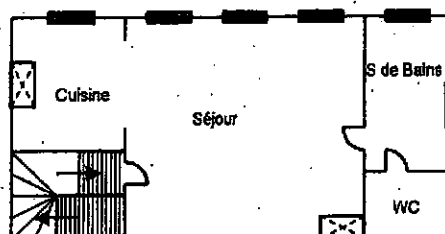
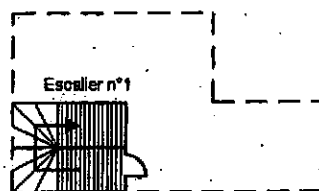


Cliché 59

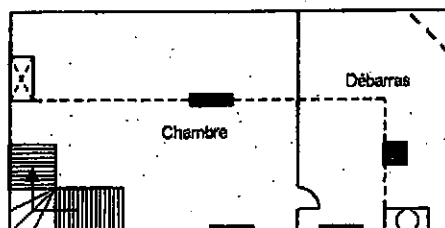


Cliché 60

125



2ème ÉTAGE



3ème ÉTAGE

Lot n°5\_3  
Duplex 2ème-3ème

126

Depuis le couloir premier étage, accès à un escalier permettant de desservir au second étage l'appartement occupé ce jour par Monsieur Pascal PUGLIA (Voir croquis inséré ci-après)

Le croquis laissant apparaître :

- L'escalier d'accès en direction du second étage
- l'appartement du second étage à proprement parler avec ses cinq fenêtres s'ouvrant côté place Paul Doumer, avec l'escalier desservant le troisième étage
- le troisième étage formant le duplex avec le second étage

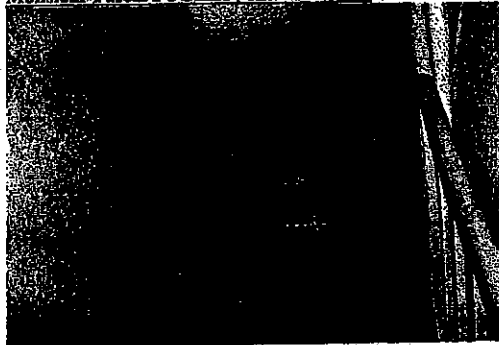
Sur place, Monsieur Pascal PUGLIA me demande de consigner :

« Que celui-ci est rentré dans les lieux depuis le 31 juillet 2018, dans le cadre d'un bail écrit qu'il ne peut à ce jour produire étant apparemment mal rangé ; que néanmoins ce bail stipulait clairement une occupation gratuite des lieux en contrepartie de travaux de réfection réalisés aux frais du locataire : (travaux de peinture, de réfection de joints et embellissements divers) que ces travaux ont été très largement réalisés, laissant l'appartement à ce jour en bon État d'usage et d'entretien »

Effectivement, et ainsi qu'il apparaîtra clairement sur l'ensemble des clichés photographiques ci-après insérés, l'appartement occupé ce jour par Monsieur Pascal PUGLIA est trouvé en bon État général d'usage et d'entretien sur l'ensemble des deux niveaux (second et troisième étage)

127

Montée d'escalier depuis le palier du premier étage  
désservant au second étage l'appartement occupé par  
Monsieur Pascal PUGLIA (clichés 61 à 63).

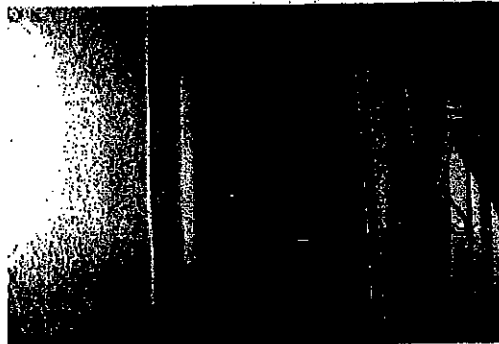


Cliché 61



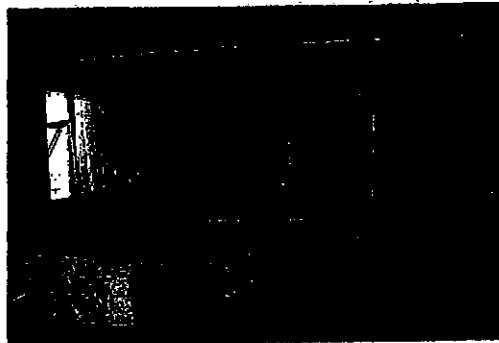
Cliché 62

128

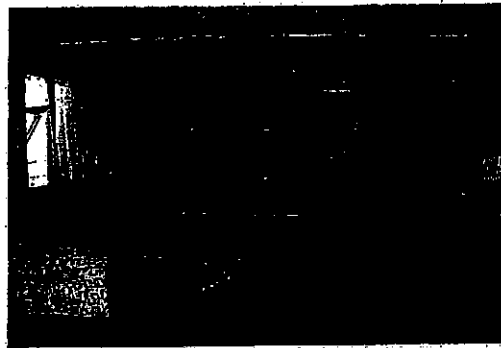


Cliché 63

Second étage : appartement de Monsieur Pascal PUGLIA  
(séjour - cuisine) avec quatre fenêtres ouvrant sur la place



Cliché 64

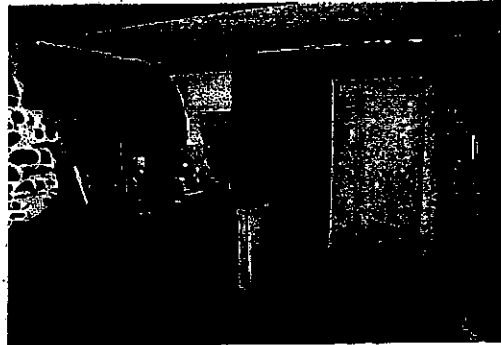


Cliché 65



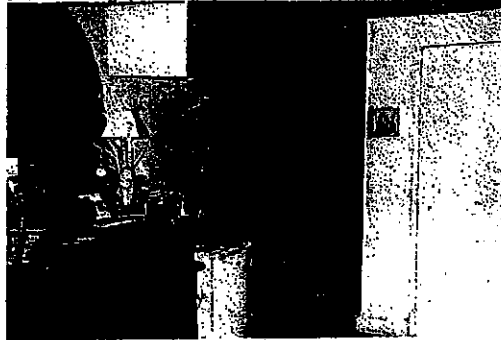
Cliché 66

130



Cliché 67

Le cliché 68, laisse apparaître un escalier intérieur permettant de desservir le troisième étage ( voir croquis)



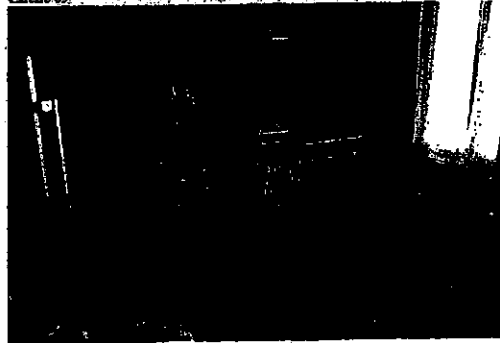
Cliché 68

131

les clichés 69 et 70 permettent d'observer plus particulièrement la partie  
cuisine



Cliché 69



Cliché 70

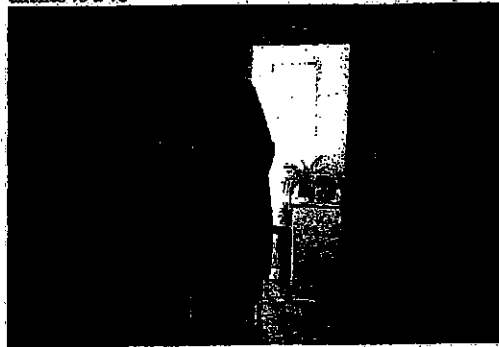


Cliché 71



Cliché 72

**Salle de bains (accessible dans le prolongement du séjour)  
clichés 73 à 78**



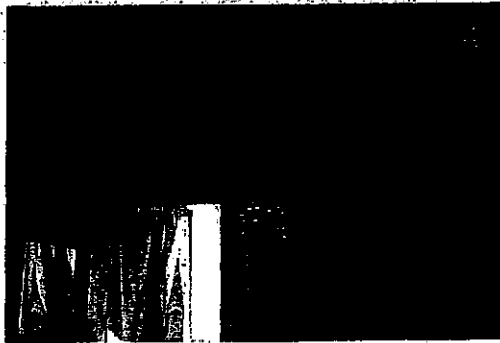
**Cliché 73**



**Cliché 74**



Cliché 75



Cliché 76

135



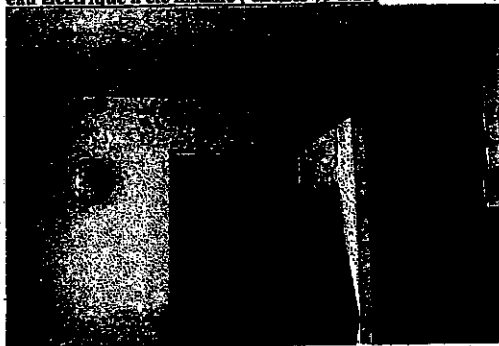
Cliché 77



Cliché 78

136

Depuis la salle de bains, une porte de communication permet d'accéder aux WC à l'intérieur duquel le chauffe-eau électrique a été installé (clichés 79 à 81)



Cliché 79



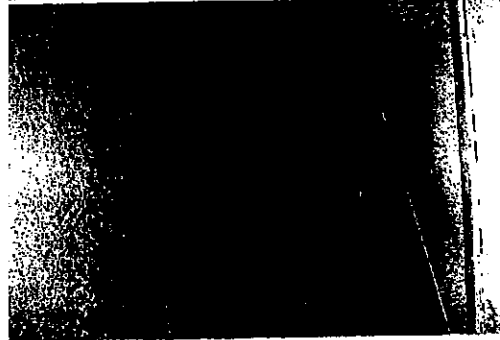
Cliché 80

137



Cliché 81

PARTIE DUPLEX / TROISIEME ETAGE (voir croquis)

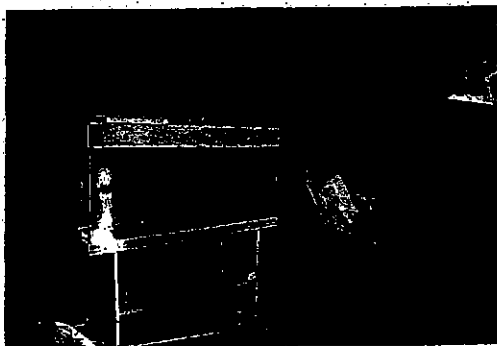


Cliché 82

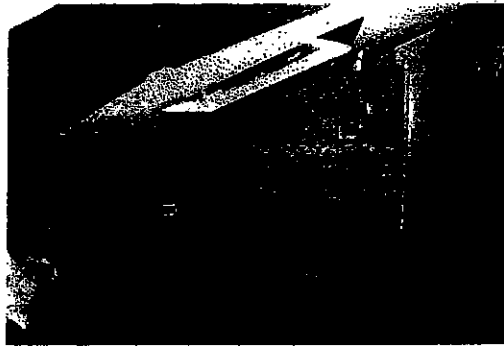
Le troisième étage situé sous toiture laisse apparaître des revêtements, plafond murs et sol restant à réaliser : les encore les clichés photographiques seront révélateurs de la situation décrite.

Clichés 83 à 93

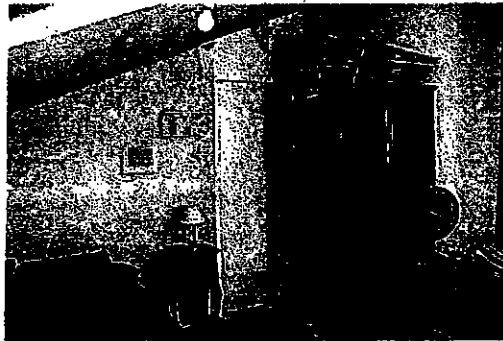
Il sera à observer également, depuis un aménagement en chambre à coucher occupant dans le prolongement de l'escalier d'accès le troisième niveau, un prolongement à usage de débarras ( voir croquis ) clichés 90 à 93



Cliché 83

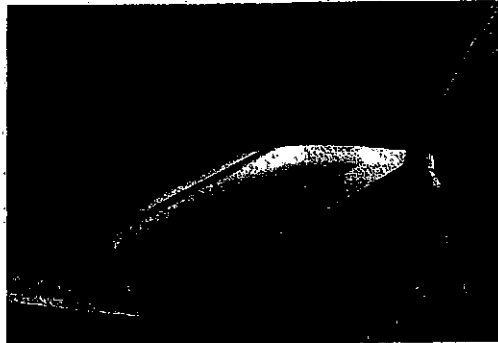


Cliché 84



Cliché 85

140



Cliché 86



Cliché 87

141

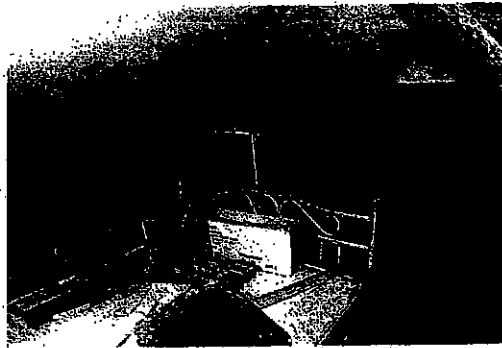


Cliché 88



Cliché 89

142

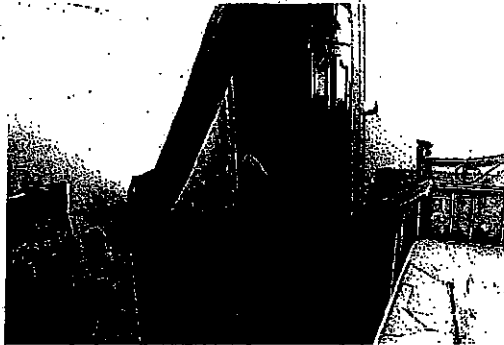


Cliché 90



Cliché 91

143



Click 92



Click 93

146

Mes constatations étant alors achevées ce jour aux alentours de :  
11 heures 45, pour avoir débutées aux alentours de 09 heures 30,  
je me suis alors retiré et de tout ce qui précède ai dressé le présent  
procès-verbal descriptif pour servir et valoir à la société  
requérante ce que de droit.

Quatre vingt treize clichés photographiques sont insérés au  
présent Procès-Verbal de Constat.

Croquis des trois niveaux sont également insérés.

SOUS TOUTES RESERVES UTILES.  
DONT ACTE.

MICHEL RAFALOVICZ



145

Annex 5 - CDV



**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Particulier / Particulier / Entreprenar  
Attestation d'habitat, Mise au Conformité, Thermographie

## DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : KADOCHÉ 5440 18.01.20

Le 10/02/2020



Bien : Appartement  
Adresse : 14 place Paul Doumer  
38540 HEYRIEUX  
Numéro de lot : 5\_3  
Référence Cadastre : AK - 443

### PROPRIÉTAIRE

Mme KADOCHÉ Anick  
830 chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

### DEMANDEUR

Monsieur MUNOZ Manuel  
59 Calle Suredi Buron  
75007 03724 MORAIRA TEULADA

Date de visite : 18/01/2020  
Opérateur de l'opération : RAYNAUD Franck  
et MEHU Vincent

Rapport KADOCHÉ 5440 18.01.20

Cabinet MEHU - contact@cabinet-mehu.fr - www.cabinet-mehu.fr  
Sageo Immobilier - 15 rue des Branches - 13008 13008 LAUSANNE - Tel: 04 74 10 70 50  
Secteurs d'activité : Immobilier - Mécanisme - Climatiseur  
RCS Vervins 495 573470 00012 au capital de 5.000 Euros

Paga de gaur

146



**RAPPORT N° KADOCHE 5440 18.01.20**

**Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique**

## INFORMATIONS GENERALES

Type de bien : Appartement	Lot N° : 83
Etage : 1er/2ème/2ème	Réf. Cadastre : AK - 443
Adresse : 14 place Paul Doumer 38540 HEYRIEUX	Sol : Oul
Propriétaire : Madame KADOUCHE Anick	Date de permis de construire : < 01 janvier 1949 Date de construction : < 01 janvier 1949

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

### Consommations énergétiques

Les données sont présentées par secteur d'activité et se rapportent à l'ensemble des émissions liées à la production d'électricité et de chaleur.

**Consommation conventionnelle: kWh/m²/an**

### Emissions de gaz à effet de serre (GES)

Les données sont présentées par secteur d'activité et se rapportent à l'ensemble des émissions liées à la production d'électricité et de chaleur.

**Estimation des émissions: t/m²/an**

### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Superficie totale : 82,300 m<sup>2</sup>

## CONSTAT AMIANTE

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante**

## DIAGNOSTIC ELECTRICITY

**L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).**

## EXPOSITION AU PLOMB

**Absence de revêtements contenant du plomb.**

147



## Cabinet MEHU

Diagnostics Immobiliers Particuliers - Particuliers - Entreprises  
Accessibilité Handicapée - Mise en Conformité - Thermographie

### DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGÉTIQUE - Logement (6.2)

Décret n° 2006-1114 du 6 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2013 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

#### A INFORMATIONS GÉNÉRALES

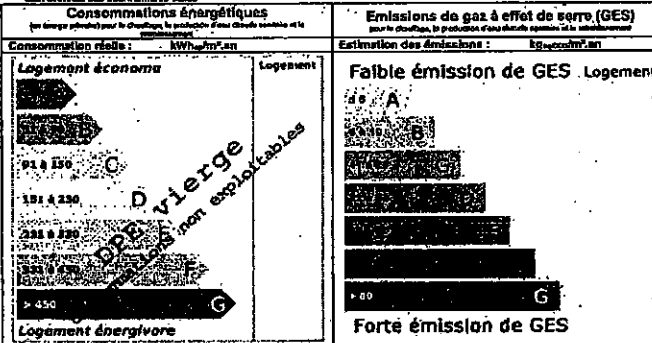
N° de rapport : KADOCHÉ 5440 18.01.20 Valable jusqu'à : 09/02/2030 Type de bâtiment : Immeuble Collectif Nature : Appartement Année de construction : 1900 Surface habitable : 62,3 m²	Date du rapport : 18/02/2020 Diagnostiqueur : MEHU Vincent Signature :
Adresse : 14 place Paul Doumer 38540 HEYRIEUX INSEE : 38169 Etage : 1er/2ème/3ème N° de Lot : 5.2	Référence ADEME : 2038V1001259P
Propriétaire : Nom : Madame KADOCHÉ Anick Adresse : 630 chemin de Lavignon 33540 HEYRIEUX	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu): Nom : Adresse :

#### B CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ÉNERGIE

Observés au moyen des factures d'énergie du logement des années, prix des énergies indiqués au 15/09/2015

Moyenne annuelle des consommations (calcul par énergie dans l'unité d'énergie)	Consommation en énergie finale (calcul par énergie dans l'unité d'énergie)	Consommation en énergie primaire (calcul par énergie dans l'unité d'énergie)	Frais annuels d'énergie (€ TTC)
Consommations d'énergie pour les usages domestiques			

(\*) coût éventuel des abonnements inclus



Rapport KADOCHÉ 5440 18.01.20 DP

1/6

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Franches - 48000 L'ÉLÉ-D'ARAU - Tél. 04 74 18 70 50  
Secteurs : Bourgogne - Rhône-Alpes - Auvergne - Champagne  
RCS Vienne 490 475470 (001) au capital de 4.000 Euros

Diagnostic de performance énergétique - Logement (6.2)

168

# C. DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS

## C.1 DESCRIPTIF DU LOGEMENT

### TYPE(S) DE MUR(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Epaisseur (cm)	Isolation
Mur 1 ext.	Pierre de taille modérée constituée d'un seul matériau lisse.		Extérieur	45	Non isolé
Mur 2 int.	Briques creuses		Croûton	Inconnue	Non isolé

### TYPE(S) DE TOITURE(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Isolation
Plafond 1	Croûtes aménagées sous rampants		Extérieur	Inconnue

### TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS : AUCUN PLANCHER BAS DEPENDANT

### TYPE(S) DE MENUISERIE(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Présence de fermeture	Remplissage en argon ou krypton
Porte 1	Bois opaque plein		Croûton		
Fenêtre 2	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - double vitrage vertical (e = 12 mm)		Extérieur	Non	Non
Fenêtre 1	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - double vitrage vertical (e = 6 mm)		Extérieur	Oui	Non

## C.2 DESCRIPTIF DU SYSTEME DE CHAUFFAGE ET DE REFROIDISSEMENT

### TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE CHAUFFAGE

Type de système	Type d'énergie	Plancher chauffant	Radiateur	Ventilateur	Tout ou partie	Appareil d'appoint	Individuel / Collectif
Convecteur électrique NFC	Electrique	no	no	NA	no	Non équipé	Individuel

Diagnostic de performance énergétique - Logement (D.2)

149

<b>Types d'émetteurs liés aux systèmes de chauffage</b>							
Convector électrique NFC (surface émissive : 82,9 m²)							
<b>TYPE(S) DE SYSTÈME(S) DE RÉFROIDISSEMENT : AUCUN</b>							
<b>C.3 DESCRIPTIF DU SYSTÈME D'EAU CHAUDE SANITAIRE</b>							
<b>TYPE(S) DE SYSTÈME(S) D'EAU CHAUDE SANITAIRE</b>							
Type de système	Type d'énergie	Alimentation renouvelable	Alimentation éolienne	Véhicule	Date de réalisation	Rapport d'inspection	Indicateur collectif
Chauffe-eau vertical	Électrique	no	no	NA	no	Non requis	Individuel
<b>C.4 DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE VENTILATION</b>							
<b>TYPE DE SYSTÈME DE VENTILATION</b>							
Type de système						Mécanisée sans Inert	Cheminée sans Inert
Ventilation mécanique auto réglable après 1982						Non	Non
<b>C.5 DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS UTILISANT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES : AUCUN</b>							
Quantité d'énergie d'origine renouvelable apportée au bâtiment :				Néant			

<b>D. NOTICE D'INFORMATION</b>	
<p><b>Pourquoi un diagnostic ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour informer le futur locataire ou acheteur ;</li> <li>• Pour comparer différents logements entre eux ;</li> <li>• Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.</li> </ul> <p><b>Usages concernés</b></p> <p>Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.</p> <p>Certains consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou agricoles (casse, biométhane, etc...) ne sont pas comptabilisés dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.</p> <p><b>Constitution de l'étiquette énergie</b></p> <p>La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.</p>	<p><b>Énergie finale et énergie primaire</b></p> <p>L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fuel domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.</p> <p>L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.</p> <p><b>Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul</b></p> <p>Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de validité en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.</p> <p>Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.</p> <p><b>Énergies renouvelables</b></p> <p>Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont admises les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.</p>

Diagnostic de performance énergétique - logement (DPE)

150

### Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

#### Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs, ...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19 °C, qu'il soit à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'absence des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 5°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éloignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

#### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'occupation (départs en congé, ...) pour limiter les pertes inutiles.
- Privilégiez les mélangeurs thermostatiques aux mélangeurs.

#### Aération

- Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :
- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.

- Ne boucher pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

#### Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

#### Autres usages

##### Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (plafond, vasques, ...). ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

##### Brunautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes, ...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

##### Électroménager (cuisson, réfrigération, ...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++, ...).

151

# **E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE**

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Projet	Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Simulation 1	Mur en béton ou en briques non isolé avec dessin ou parement extérieur : isolation par l'intérieur. (Pour bénéficier du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale dans le cas d'un mur de façade ou en pignon, choisir un R ≥ 3,7 m².K/W, dans la limite d'un plafond de dépenses fixé à 100 € par mètre carré de parois isolées par l'intérieur.)		15 % *
Simulation 2	Installation d'une VMC hygrorégulable type B		
Simulation 3	Maintenir et entretenir les volets existants. Un volet c'est moins de consommations de chauffage en hiver, plus de confort en été et plus de sécurité.		
Simulation 4	Il faut fermer les volets en hiver la nuit afin de limiter les déperditions de chaleur et en été la journée afin de limiter les apports solaires.		

\* Taux à 15 % pouvant être majorés à 23 % dans la limite d'un taux de 42 % pour un même matériel, équipement ou appareil et les conditions du SIRA de l'article 200 quater A du code général des impôts sont respectées.

## **Commentaires :**

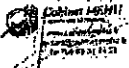
Le locataire n'a pas pu nous fournir un relevé avec une année entière de consommations énergétiques. De plus, il utilise régulièrement un poêle à pétrole, ce qui rend une analyse des consommations incomplète, d'où un résultat DPE vague.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, à espérer des points Info-Energie : <http://www.ademe.fr/maison/energie/le-dpe>  
Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !  
[www.limpots.gouv.fr](http://www.limpots.gouv.fr)

Pour plus d'informations : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr) ou [www.logement.gouv.fr](http://www.logement.gouv.fr)

## **F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR**

<b>Signature</b>  <b>Cabinet MENU</b> 10 rue des Braches - 91000 LISLE-D'AREAU Tél : 01 39 24 11 21	<b>Etablissement du rapport :</b> Fait à LISLE-D'AREAU le 10/07/2020 Cabinet : CABINET MENU Nom du responsable : MENU Vincent Dénomination de la compagnie d'assurance : AXA France IARD N° de police : 10592030004 Date de validité : 31/12/2020
Date de validité : 22/01/2020 Le présent rapport est établi par MENU Vincent dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS <b>CERTIFICATION</b> 60 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX N° de certificat de qualification : 6018833 Date d'obtention : 04/02/2018 Version du logiciel utilisé : AnalyseDPE-SCI-2012 version 2.1.1	

Dépende de performances énergétiques - logement (L.12)

152



**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Particuliers / Territoires / Entreprises  
Accrédité Habitat 608, MRC en Copropriété, Thermographie

### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 86-1107 du 10 décembre 1986 et décret n° 97-432 du 23 mai 1997.

A. DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment :	Appartement
Nombre de pièces :	1er/2ème/3ème
Etage :	6, 3
Numéro de loi :	AK-443
Référence Cadastre :	AK-443
Adresse :	14 place Paul Doumer 38540 HEYRIEUX
Bâtiment :	Escalier :
Porte :	Propriété de :
Madame KADOCHÉ Anick 930 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX	
Mission effectuée le : 20/01/2020	
Date de l'ordre de mission : 20/01/2020	
N° Dossier : KADOCHÉ 5440 16.D1.20 C	

Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné,  
concerné par la loi 86-1107 du 10/12/86 est égale à :

**Total : 82,30 m²**  
(Quatre-vingt-deux mètres carrés trente)

B. DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL			
Pièce ou Local	Etage	Surface Loi Carrez	Surface Hors Carrez
Séjour	2ème	37,730 m²	0,000 m²
Cuisine	2ème	6,540 m²	0,000 m²
Salle d'eau	2ème	6,930 m²	0,000 m²
Escalier n°1	1er	0,000 m²	0,000 m²
WC	2ème	2,050 m²	0,000 m²
Escalier n°2	2ème	0,000 m²	0,000 m²
Chambre	3ème	24,180 m²	10,710 m²
Chambre	3ème	3,830 m²	13,010 m²
Total		82,300 m²	23,710 m²

La présente mission rend compte de l'état des surfaces des lots étudiés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué qu'à titre indicatif.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

**Cabinet MEHU**  
www.cabinet-mehu.fr  
Le Technicien :  
Vincen 06 50 79 65 31 79 23

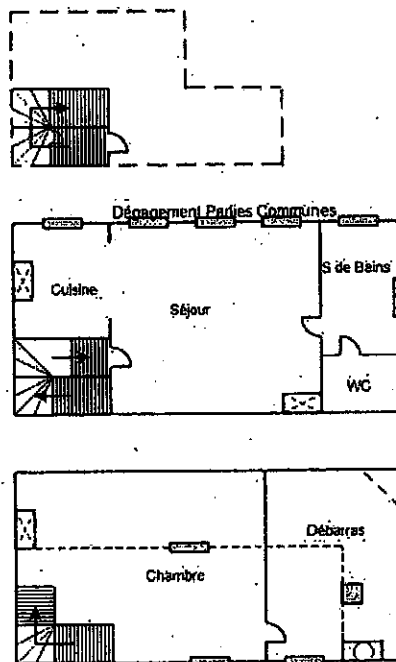
à L'ISLE-D'ABEAU, le 10/02/2020

Nom du responsable :  
MEHU Vincen

153

DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



Lot n°5/3  
Duplex 2ème-3ème

154



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Terrains / Entreprises  
Acoustique / Thermographie, Air et Copropriété, Thermographie

### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Articles R.1334-26-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-628 du 3 juin 2011) ; Arrêté du 12 décembre 2012 ;

<b>A. INFORMATIONS GENERALES</b>	
<b>A.1 DESIGNATION DU BATIMENT</b>	
Nature du bâtiment : Appartement Cat. du bâtiment : Habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) Nombre de Locaux : 1er/2ème étage Etage : 5.3 Niveau de Loi : 5.3 Référence Cadastre : AK - 443 Date du Permis de Construire : < 01 janvier 1949 Adresse : 14 place Paul Doumer 35540 HEYREUX	Escalier : Bâtiment : Porte : Propriété de : Madame KADOCHÉ Anick 930 chemin de Lavignon 38640 HEYREUX
<b>A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
Nom : Monsieur MUNOZ Manuel Adresse : 59 Calle Beretli Buzon 76007 05724 MORAIJA TEULADA Qualité :	Documents joints : Néant Moyens mis à disposition : Néant
<b>A.3 EXECUTION DE LA MISSION</b>	
Rapport N° : KADOCHÉ 5440 16.01.20 A Le repérage a été réalisé le : 20/01/2020 Par : MEHU Vincent N° certificat de qualification : 8022853 Date d'obtention : 23/03/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX Date de commande : 20/01/2020	Date d'émission du rapport : 10/02/2020 Accompagnateur : PHILIPPE Laboratoire d'Analyses : Eurofins Analyse pour le Bâtiment Sud-Est Adresse laboratoire : CS 40285 2 rue Chancelier Polon 42000 SAINT-ETIENNE Numéro d'accréditation : 1-1591 Organisme d'assurance professionnelle : AXA Frahoes IARD Adresse assurance : 313 Terrasses de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10592956894 Date de validité : 31/12/2020
<b>B. CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR</b>	
Signature et Cachet du Diagnostiqueur 	Date d'établissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'EAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MEHU Nom du responsable : MEHU Vincent Nom du diagnostiqueur : MEHU Vincent

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

De rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.  
Rapport KADOCHÉ 5440 16.01.20 A

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Sage conseil : 13 rue des Bruchers - 38000 L'ISLE-D'EAU - Tél: 04 74 16 70 50  
Société à responsabilité limitée - 315 avenue - Chambéry  
RCS Vienne 429 673470 00012 au capital de 6.000 Euros

1/10

Annexe

155

<b>C</b>	<b>SOMMAIRE</b>	
INFORMATIONS GENERALES.....	1	
DESIGNATION DU BATIMENT.....	1	
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1	
EXECUTION DE LA MISSION.....	1	
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1	
SOMMAIRE.....	2	
CONCLUSION(S).....	3	
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION.....	3	
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....	3	
PROGRAMME DE REPERAGE.....	3	
LISTE A DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	3	
LISTE B DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	3	
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	4	
RAPPORTS PRECEDENTS.....	4	
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	4	
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION.....	4	
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE.....	5	
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	5	
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE.....	5	
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5	
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	5	
COMMENTAIRES.....	6	
ELEMENTS D'INFORMATION.....	6	
ANNEXE 1 - CROQUIS.....	7	
ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE.....	8	

Annexe

156

<b>D CONCLUSION(S)</b>
Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des locaux non visités et justification
Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification
Aucun

**E PROGRAMME DE RÉPÉRAGE**

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-B du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-B du code de la santé publique (Art R.1334-26)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Plafonds
Cabotages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire devra mettre au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-B du code de la santé publique (Art R.1334-31)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits peints, revêtements durs (plaques menuisier, ardoise-ciment) et entourages de poteaux (ciment, ardoise-ciment, matériau sandwich, carton « plâtre », collage perdu). Enduits peints, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits peints, panneaux collés ou vissés. Osses du sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-leu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joint (lisses, bandes). Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Tolures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment). Bardages bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en ardoise-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

157

**F. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE**

Date du repérage : 20/01/2020

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon le liste ci-dessous au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs d'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédure de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

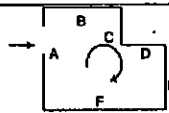
Pour chaque prélèvement, des outils propres et peu générés à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de constat en annexe.

Sans du repérage pour évaluer un local :



**G. RAPPORTS PRECEDENTS**

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

**H. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE**

LISTE DES PIÈCES VISITÉES/NON VISITÉES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etag	Visité	Justification
1	Séjour	2ème	OUI	
2	Cuisine	2ème	OUI	
3	Salle d'eau	2ème	OUI	
4	Escalier n°1	1er	OUI	
5	WC	2ème	OUI	
6	Escalier n°2	2ème	OUI	
7	Chambre	3ème	OUI	
8	Débarde	3ème	OUI	

DESCRIPTION DES REVÊTEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE					
N° Local	Local / Partie d'immeuble	Étage	Élément	Zone	Revêtement
1	Séjour	2ème	Mur	Murs	Céramique, carreau bois
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Carréage
2	Cuisine	2ème	Mur	Murs	Ciment peint, émail, carreau bois
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Carréage
			Conduit de fûtes	Murs	PVC, cuivre
3	Salle d'eau	2ème	Conduit de fûtes	Murs	PVC, cuivre
			Mur	Murs	Ciment peint, émail
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Carréage
4	Escalier n°1	1er	Mur	Murs	Ciment peint, émail
			Plafond	Plafond	Céramique
			Pancher	Sol	Bois peint
			Conduit de fûtes n°1	Murs	PVC, cuivre
5	WC	2ème	Mur	Murs	Ciment peint
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Laqueuse rouge
			Plafond	Plafond	Placoquin, papier peint
6	Escalier n°2	2ème	Pancher	Sol	Béton peint
			Mur	Murs	Ciment peint
			Mur	Murs	Ciment peint, placoquin, papier peint
			Plafond	Plafond	Placoquin, papier peint
7	Chambre	3ème	Pancher	Sol	Déjà béton
			Mur	Murs	Ciment peint, émail, papier-peint, plâtre
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Déjà béton
8	Débaras	3ème	Mur	Murs	Ciment peint, émail, papier-peint, plâtre
			Plafond	Plafond	Placoquin
			Pancher	Sol	Déjà béton

LA LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR							
(Néant)							
LA LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRÈS ANALYSE							
(Néant)							
LA LISTE DES MATÉRIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS							
N° Local	Local / partie d'immeuble	Étage	Élément	Zone	Matériau / Produit	Liste	Ordre(s) ayant permis de conclure
5	WC	2ème	Isolation	Murs	Catélogage mousses grise	A	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante

RÉSULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visités par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/8 du code de la santé publique)							
(Néant)							

LÉGENDE			
Présence	A : Amiante	N : Non Amiante	NT : Probabilité de présence d'amiante
État de dégradation des matériaux	P, C, EP	BE : Bon état	DI : Dégradation locale   BE : Mauvais état
Autres matériaux	MND : Matériau(s) non dégradé(s)	MD : Matériau(s) dégradé(s)	
Obligation matériaux de type Placage, catélogage ou tous-placage (résultat de la grille d'évaluation)			
1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation			
2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement			
3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement			
EP : Évaluation périodique			
Recommandations des autres matériaux et produits (résultat de la grille d'évaluation)			
AC1 : Action corrective de premier niveau			
AC2 : Action corrective de second niveau			

COMMENTAIRES			
--------------	--	--	--

Néant

#### ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésotéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (dyspnée, pleurésie, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la détection et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présente temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données adhésives gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.adese.org](http://www.adese.org)

Annexe

Rapport N° 2009/01140 16.01.2010

Cabinet 310101 contact@310101-mech.fr www.310101-mech.fr  
Séjour social : 15 rue des Bouillottes - 31050 LESTEREAU - Tél. 05 74 18 75 50

B10

160

ANNEXE Y - CROQUIS			
N° Baie : KADOCHE 5440 16.01.20		Adresse de l'immeuble : 14 place Paul Chamer 33540 MEYRIEUX	
N° planche : 292	Version : 0	Type : Croquis	
Origine du plan : Cabinet de diagnostics		Bâtiment - Niveau : Croquis N°1	

Lot n°5\_3.  
Duplex 2ème-3ème

Annexe

161

## ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

• Les recommandations pédiatriques de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

[illegible]

## 1. Informations générales

**e) Dangeosthê da Ferriante**

Les maladies liées à l'amiante sont perçues par l'attribution des cancers. Toutes les variétés d'amiante ont des chaînes cristallines caractéristiques, se différenciant par leur chimie. Elles sont à l'origine de fibres qui peuvent atteindre soit la plèvre ou encore les poumons (mésothéliomatoses), soit le tissu conjonctif (asbestose). Elles sont également responsables de l'amiante mésothéliome, le cancer du mésothélium.

Les maladies liées à l'amiante sont perçues par l'attribution des cancers. Toutes les variétés d'amiante ont des chaînes cristallines caractéristiques, se différenciant par leur chimie. Elles sont à l'origine de fibres qui peuvent atteindre soit la plèvre ou encore les poumons (mésothéliomatoses), soit le tissu conjonctif (asbestose). Elles sont également responsables de l'amiante mésothéliome, le cancer du mésothélium.

Les maladies liées à l'amiante sont perçues par l'attribution des cancers. Toutes les variétés d'amiante ont des chaînes cristallines caractéristiques, se différenciant par leur chimie. Elles sont à l'origine de fibres qui peuvent atteindre soit la plèvre ou encore les poumons (mésothéliomatoses), soit le tissu conjonctif (asbestose). Elles sont également responsables de l'amiante mésothéliome, le cancer du mésothélium.

b) Présence d'armilles dans des matériaux et produits en bon état de conservation

[illegible]

2. intervention de professionnels sautés aux dispositifs du code de travail

Il est recommandé que personnel d'atelier dans la mesure du possible tienne intervention directe sur des machines et produits contenant de l'amiante et de bien appeler à des professionnels compétents dans ce domaine. Les entreprises réalisant des opérations sur machines et produits contenant de l'amiante sont encouragées à consulter les articles R. 4412-34 à R. 4412-38 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de machines et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les domaines prévus à l'article R. 4412-73. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les entreprises de plus de 50 salariés. Les services de prévention des entreprises doivent être sensibilisés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de moins de 50 salariés. Les données de l'information et des conseils pratiques pour prévenir des risques sont disponibles sur le site Travaux-amiante (<http://www.travaux-amiante.org>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- [illegible]

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'arsénite

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A cet égard, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont résumées ci-dessous, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un démantèlement de tout ou partie de l'installation, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, au régime général des professionnels, ont la responsabilité de la bonne position des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (implémentation de coffrages, enduits, câbles, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières, ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-465 du 28 mai 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 651-1, R. 651-3 et R. 651-13 relatifs aux déchets dangereux. Les déchets d'amiante sont déposés dans des installations agréées de traitement des déchets dangereux. Les déchets d'amiante, soumis par disposition du code de travail déchetés prioritairement à l'équipement des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, afin que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante B1 à des matériaux bruts ayant conservé leur intégrité provenant de rénovations, votes d'entretien. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. À partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c. Filiales d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffons...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs modes d'élimination peuvent être envisagés. Les déchets contenant de l'amiante B1 à des matériaux bruts ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être valorisé. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être valorisés.

#### d. Informations sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante B1 et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction départementale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Île-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;

- ou sur le base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : [www.admoe.org](http://www.admoe.org).

#### e. Trappes B1

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BDDA, CERFA no 11001). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recouvre l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprises de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de valorisation). Dans tous les cas, le producteur des déchets doit avoir préalablement obtenu un accord d'acceptation préalable lui garantissant l'efficacité d'une bonne élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante B1 à des matériaux bruts ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi des déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.


163

**CERTIFICAT DE QUALIFICATION**

**BUREAU VERITAS**  
Certification

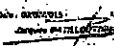
**Certificat**  
Attestant  
**Monsieur Vincent MEHU**

Précisons que la qualification est une reconnaissance de la compétence technique et professionnelle d'un individu dans un domaine spécifique, obtenue après avoir satisfait à des exigences strictes de qualification.



**EXIGENCES TECHNIQUES**

Exigence	Compétence	Attestation
1. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
2. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
3. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
4. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
5. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
6. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
7. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
8. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
9. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation
10. Maîtrise des outils de qualification	Maîtrise des outils de qualification	Attestation

Date : 01/01/2015  
Signature :   
Date de validité : 01/01/2015 à 31/12/2015

**cofrac**  
Certification  
Attestation

\* Non autorisé de reproduire ou de diffuser ce document sans la permission écrite de Bureau Veritas Certification. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de Bureau Veritas Certification est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de Bureau Veritas Certification est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de Bureau Veritas Certification est formellement interdite.

166



## Cabinet MEHU

Diagnostic des Installations Particulières - Travaux  
Accessibilité, Hygiène, Sécurité, Énergie, Environnement

### DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 25 septembre 2017 définit le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Articles L. 134-7 et R. 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF C15-800 de juillet 2017.

<b>1. DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES</b>	
• Localisation du ou des immeubles bâti(s) Département : ISERE Commune : HEYRIEUX (38640) Adresse : 14 place Paul Doumer Lieu-dit / Immeuble : Réf. Cadastre : AK - 443 • Désignation et situation du lot de (co)propriété : Etage : 1er/2ème/3ème N° de Lot : 5_3	Type d'immeuble : Appartement Date de construction : < 01 janvier 1949 Année de l'installation : > à 15 ans Distributeur d'électricité : Enedis Rapport n° : KADOCHE 5440 10.01.20 ELEC La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 2

<b>2. IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
• Identité du donneur d'ordre Nom / Prénom : MUNOZ Manuel Tél : Email : Adresse : 59 Calle Sorell Buzon 75007 03724 MORAIRA TEULADA • Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : <input type="checkbox"/> Autre le cas échéant (préciser) : <input checked="" type="checkbox"/> • Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances : Madame KADOCHE Anick 930 chemin de Lavignon 38640 HEYRIEUX	

<b>3. IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT</b>	
• Identité de l'opérateur : Nom : MEHU Prénom : Vincent Nom et raison sociale de l'entreprise : CABINET MEHU Adresse : 18 rue des Branches 38080 L'ISLE-D'ABEAU N° Siret : 49987347800012 Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD N° de police : 1069186604 date de validité : 31/12/2020 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION, le 21/11/2018, jusqu'au 20/11/2023 N° de certification : 8028863	

Etat de l'installation intérieure d'électricité

Rapport KADOCHE 5440 10.01.20 ELEC

19

Cabinet MEHU - contact@mehu.fr - www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 18 rue des Branches - 38080 L'ISLE-D'ABEAU - Tél. 04 78 18 78 50  
Sociétés liées - Rhodans - Mécomat - Chambéry  
RCS Vienne 495 873473 00012 au capital de 6,000 Euro

J65

4

**RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE**  

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation situés en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centra d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, accessibles, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une déformation pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- l'adéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

5

**CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES**  

Anomalies évitées selon les domaines suivants :

- L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

Néant

- Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (2)	N° article (3)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (4)	Observation
B.3.3.5 a)	La valeur mesurée de la résistance de continuité du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, entre la borne ou barrette principale de terre et son point de CONNEXION au niveau de la barrette de terre du TABLEAU DE REPARTITION est > 2 ohms.				
B.3.3.6 a2)	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.		B.3.3.6.1	<p>Au vu que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre :</p> <p>- protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation</p>	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

Etat de l'installation intérieure d'électricité

166

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (*)	N° article (2)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (3)	Observation
				Électrique par ou mettre un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.	
B.3.3.6 a3)	Au moins un CIRCUIT (n'alimentant pas des soles de prise de courant) n'est pas relié à la terre.		B.3.3.6.1	Alors que des soles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), le MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par ou mettre un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.	(Anomalie compensée par la point de contrôle B.3.3.6.1)

3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

Néant

4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (*)
B.5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.	

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs.

Néant

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (*)
B.6.3 a)	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.	
B.6.3 a)	Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une gaine, une poutre ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à en pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.	

Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

Sans objet

(1) Référence des anomalies selon le norme NF C15-101.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C15-603.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de

167

résumé ne permet d'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et la libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'ensemble concerné.

(7) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

#### Informations complémentaires :

N° article (1)	Libellé des informations
B.11 a1)	L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.
B.11 b1)	L'ensemble des sockets de prise de courant est de type à obturateur.
B.11 c1)	L'ensemble des sockets de prise de courant possède un puits de 16mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C15-600

#### C AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon la norme NF C15-600 - Annexe C	Motifs (2)
B.3.3.1 e)	Alors qu'une étiquette mentionne l'absence de PRISE DE TERRE dans l'ensemble concerné, l'ensemble de l'installation est protégé par au moins un dispositif différentiel 30 mA et il existe une LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire en cuisine.	
B.3.3.4 a)	CONNEXION assurée des ELEMENTS CONDUCTEURS de la structure porteuse et des CANALISATIONS métalliques à la LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale (résistance de continuité $\leq 2$ ohms).	
B.3.3.4 d)	Qualité satisfaisante des CONNEXIONS visibles du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale sur ELEMENTS CONDUCTEURS.	
B.3.3.5 a2)	En immeuble collectif, présence d'une DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE au répartiteur de terre du TABLEAU DE REPARTITION en partie privative.	
B.3.3.5 b2)	En immeuble collectif, section satisfaisante de la DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE visible en partie privative.	
B.3.3.6 c)	Éléments constituant le CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION appropriés.	
B.3.3.6 b)	Éléments constituant les CONDUCTEURS DE PROTECTION appropriés.	
B.3.3.6 c)	Section satisfaisante des CONDUCTEURS DE PROTECTION.	
B.4.3 a1)	Présence d'une PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS à l'origine de chaque CIRCUIT.	
B.4.3 c)	CONDUCTEURS de phase regroupés sous la même PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS en présence de CONDUCTEURS NEUTRE commun à plusieurs CIRCUITS.	

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électrique qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'est pas alimentée, par un OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Etat de l'installation électrique d'habitat

168

- (1) Références des numéros d'article selon la norme NF C15-600 - Annexe C
- (2) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :
- « Le tableau électrique est manifestement ancien ; son ENVELOPPE (coque), n'est démontée, risque de ne pouvoir être remonté sans dommages » ;
  - « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent DIAGNOSTIC ; de ce fait, le section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être vérifiés » ;
  - « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'ont pas été vérifiées le jour de la visite » ;
  - « La(s) cause(s) d'emploi du (des) CIRCUIT(s) protégé(s) par le(s) INTERRUPTEUR(s) différentiel(s) ne peuvent pas être établies » ;
  - « L'installation est alimentée par un poste à haute tension près duquel est exclu de domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dans lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier » ;
  - « La nature TST de la source n'a pas pu être vérifiée » ;
  - « Le nombre et/ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS est > 63 A pour un DISJONCTEUR ou 32 A pour un fusible » ;
  - « La courbe de réglage du DISJONCTEUR de branchement est > 80 A en monophasé ou > 60 A en triphasé » ;
  - « La méthode dite « avant-avant » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'essai de fonctionnement » ;
  - « Les bornes ou du déjoncteur de branchement situ la consultation d'insatuation du ou des tableaux électriques comportant plusieurs conducteurs en parallèle » ;
  - Toute autre mention, adossée à l'installation, déchargeant le ou les responsables de procéder aux(s) contrôle(s) concerné(s).

## 7 CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme NF C15-600 :

Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

- INSTALLATION DE MISE A LA TERRE située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (PRISE DE TERRE, CONDUCTEUR DE TERRE, borne ou bornelle principale de terre, LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION et/ou les dérivations) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) existence et caractéristiques;

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

- La valeur mesurée de la résistance de la PRISE DE TERRE depuis la partie privative n'est pas en adéquation avec la sensibilité du (ou des) dispositifs différentiels; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.

Etat de l'installation électrique d'habitation

169

## 8 EXPLICATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

<p><b>Appareil général de commande et de protection :</b></p> <p>Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.</p> <p>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadéquat ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.</p>
<p><b>Dépassité de protection différentiel à l'origine de l'installation :</b></p> <p>Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.</p> <p>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Prise de terre et limitation du risque à la terre :</b></p> <p>Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.</p> <p>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Dispositif de protection contre les surintensités :</b></p> <p>Les disjoncteurs différentiels ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts circuits.</p> <p>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p>
<p><b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</b></p> <p>Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.</p> <p>Son absence partielle, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche :</b></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Matériel électrique présentant des risques de contact direct :</b></p> <p>Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériel électrique ancien, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Matériel électrique vétuste ou inadéquat à l'usage :</b></p> <p>Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Appareils d'éclairage situés dans des zones communes et alimentés depuis les parties privatives :</b></p> <p>Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Piscine, spa ou bassin de loisirs :</b></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de loisirs permettent de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>

Etat de l'installation électrique d'habitat

170


Informations complémentaires :

<p><b>Dispositif différentiel à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique :</b>          L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériaux, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique, ...) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Règles de prise de courant de type A sécurisées :</b>          L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une arête d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p>
<p><b>Règles de prise de courant de type A non sécurisées (16mm minimum) :</b>          La présence de puits ou niveau d'un socle de prise de courant d'avis le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non traitées d'un carton d'alimentation.</p>

<p><b>9 IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :</b></p>
<p>Néant</p>

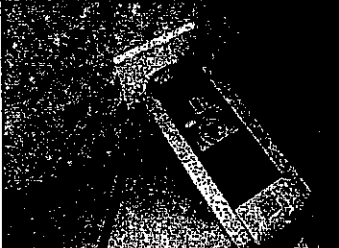

<p><b>DATE, SIGNATURE ET CACHET</b></p>
<p>Dates de visite et d'établissement de l'état</p>
<p>Visite effectuée le 10/01/2020          Date de fin de validité : 09/02/2023          Etat rédigé à L'ISLE-D'ABEAU Le 10/02/2020          Nom : MEHU Prénom : Vincent</p>

**Cabinet MEHU**  
 Electricien  
 15 rue des Branches - 58000 L'ISLE-D'ABEAU  
 Tél : 04 74 78 78 30

<p><b>ANNEXE 1 - PHOTO(S) DES ANOMALIES</b></p>	
<p>Point de contrôle N° 8.3.5.5 d)</p>	
	
<p><b>Description :</b></p>	<p>La valeur mesurée de la résistance de continuité du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, entre la borne ou barrette principale de terre et son point de CONNEXION au niveau de la barrette de terre du TABLEAU DE REPARTITION est &gt; 2 ohms.</p>
<p><b>Observation(s) :</b></p>	

Etat de l'installation électrique d'habitat

171

Point de contrôle N° B.3.3.6 a2)	
	
<b>Description :</b>	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.
<b>Observations :</b>	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)
Point de contrôle N° B.3.3.6 a3)	
	
<b>Description :</b>	Au moins un CIRCUIT (relativement pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.
<b>Observations :</b>	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

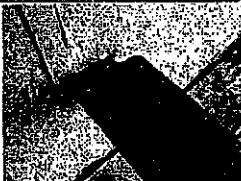


Etat de l'installation électrique d'habitat

Rapport N° 2012/01/20 10.01.20 11.01.20

Cabinet ADETH - Centre d'habitat et de sécurité - www.adeth.fr  
 Siège social : 15 rue des Boudiers - 38000 LES-CLUSES - Tél. 04 74 78 70 50

2012

172

Point de contrôle N° 8.5.3 a)	
	
Description:	Locaux contenant une baignoire ou une douche : il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.
Observation(s)	
Point de contrôle N° 8.5.3 b)	
	
Description:	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.
Observation(s)	
Point de contrôle N° 8.5.3 c)	
	
Description:	Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une gouttière, une rainure ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.
Observation(s)	

Etat de l'installation intérieure d'électricité

173



**Diagnostique Immobilier Particuliers / Tertiaires / Entreprises**  
**Accessibilité Handicapés, Mise en Copropriété, Thermographie**

Décret 2300-414 du 25 août 1930 – article 6 du 19 août 1911 relatif au contrôle du régime d'irrigation au profit  
L'annuaire des canaux publics et l'identification des équipements comprennent les données des bornes des stations canalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 selon  
cette

Décret 2300-414 du 25 août 1930 – article 6 du 19 août 1911 relatif au contrôle du régime d'irrigation au profit  
L'annuaire des canaux publics et l'identification des équipements comprennent les données des bornes des stations canalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 selon  
cette

[illegible]

N° de dossier:  
2020-8951KADOCHE-HEYBIEUX-DUPLEX - 5440

Data de vizită : 18/01/2020  
Data cu număr : 18/01/2020

Renseignements relatifs au bien		
Propriétaire	Photo générale (si cas échéant)	Commanditaire
Mme KADOUCHE Anick Lieu d'intervention : 14 Place Paul Doumer 38540 HEYRIEUX		Cebbet MEHU 15 Rue des Minimes 38090 L'ISLE D'ABEAU

Concorde		Nature de la mutation	
<input type="checkbox"/> B	Parties privatives	<input type="checkbox"/> B	Avant vente
<input type="checkbox"/> C	Parties communes	<input type="checkbox"/> C	Avant location
		<input type="checkbox"/> D	Avant travaux

Annuaires utilisés							
Appareil à ultrasons & données	Date limite d'utilisation de la sonde	Niveau du fabricant	Activité à la date de changement	N° série	Date de changement de la sonde individuelle	ANON n°	Nom de la personne compétente PCR
HYOTEC	18/03/2021	Cobuh 57	44+NBQ	2600	15/03-2019	TYB054-2007/19 n°189/202	F.RAYNAUD

## Conclusion

Lors de la présente mission, 108 unités de diagnostics ont été contrôlées. Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb ou du mercure au-dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic I. Diagnostic associé	100/100%	11/10,3%	95/98,7%	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%

« Il existe un grand lien entre la culture et la santé. Le constat est en évidence la présence de nombreuses personnes souffrant de problèmes de santé liés à des comportements addictifs ou à des troubles mentaux. Les chiffres 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 83

« 6°) existe au sein d'un lot de classe 3 l'un des phases suivantes : - La corrélation est en défiance la présence de sédiments de provenance détritiques continentale de phase 1

del concorsuale impedisce o aggrava un'azione difensiva per effetto del L. 1334/74 e del L. 1334/80 del Codice di Procedura Penale.

An application de l'article L. 1334-0 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce contrat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également faire intervenir un spécialiste du contrôle des plombes, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à leur perspective d'arrêter à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. »

Designation du signataire		
Nom - Prénom : RAYNAUD Frank N° certificat : B2C-0081 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Compétence Certification B2C16 rue Eugène	Assurance : AXA FRANCE IARD SA N° : 10592554604 Adresse : 313 Terrasses de la Arnsch CP - Ville : 62000NANTERRE	Signature de l'auteur du certificat RAYNAUD Frank

**Cabinet MEHU** [contact@cabinet-mehu.fr](mailto:contact@cabinet-mehu.fr) [www.cabinet-mehu.fr](http://www.cabinet-mehu.fr)  
Siège social : 15 rue des Branches - 38080 L'Isle d'Abeau - Tel: 04 74 18 70 50  
Secteurs traités - Rhodanie - Adonnats & Chaurières  
RCS Vienne 499 873479 00012 au capital de 8.000 Euros

174

## Sommaire

1. Synthèse des résultats	3
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	3
b. Situations de risque de saturnisme infantile	3
c. Facteurs de dégradation du bâti	3
2. Mission	3
a. Objectif de la prestation	3
b. Références réglementaires	3
3. Description du ou des bâtiments	4
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	4
5. Tableau récapitulatif des relevés	6
6. Commentaires sur les informations indiquées	10
a. Classement des unités de diagnostic	10
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	10
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	10
7. Signatures et informations diverses	11
8. Schémas	12
9. Notice d'information	13
10. Certificat de compétence	14
11. Attestation d'assurance	15

175

## 1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

### a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	108/100%	11/10.3%	96/89.7%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%

### b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

### c. Facteurs de dégradation du bâti

Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en lard ou partie effondré		Non
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité		Non

## 2. Mission

### a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.

Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à évaluer leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.

**Note :** Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

### b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 59-483 du 9 juin 1959 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.32-1 à L.32-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2008-1114 du 5 septembre 2008 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334- 12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 18 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peints,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 6 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X48-030 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

Page 3 sur 15

176

### 3. Description de ou des bâtiments

DESCRIPTION DU SITE	
Habitation (parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) sur 3 niveaux comprenant : - 1er niveau : escaliers - 2ème niveau : séjour cuisine, salle de bains, toilettes - 3ème niveau : Chambre, débarras	
PROPRIETAIRE DU OU DES BATIMENTS	
Nom ou raison sociale	: Mme KADOCHE Anick
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code Postal	: 38540
Ville	: MEYRIEUX
PERIMETRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: ISERE
Commune	: MEYRIEUX
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code postal	: 38540
Information complémentaire d'habitation	: Appartement T2
Référence cadastrale	: Non communiquée
Lote de copropriété	: NC
LOCAUX VISITES	
Escaliers	
Séjour	
Cuisine	
Salle d'eau	
Toilettes	
Escaliers 2	
Chambre 1	
Débaras	
Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite	
Mme KADOCHE Anick	
Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Aucun	
Commentaires	
Aucun	
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	
Laboratoire	
Nom du laboratoire (nom du contact, adresse...):	

177

6. Tableau récapitulatif des relevés

N°	Projet	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Système	Réactant apparent	Etat de conservation	Moyens (mg/m²)	Moyens (mg/m²)	Moyens (mg/m²)	Nombre d'unités en classe 3	Chasse-moustique	Facteur de dégradation du lit	Obs.
1	Escalier -	A	Mur	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
2	Escalier -	B	Mur	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
3	Escalier -	C	Mur	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
4	Escalier -	D	Mur	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
5	Escalier -	E	Mur	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
6	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
7	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
8	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
9	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
10	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
11	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
12	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
13	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
14	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
15	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
16	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
17	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
18	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
19	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
20	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
21	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
22	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
23	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
24	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
25	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
26	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
27	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
28	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
29	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
30	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
31	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
32	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
33	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
34	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
35	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
36	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		
37	Escalier -	A/B	Pont	Enduit	Peinture	Enduit	0,0	0,0	0,0		0		

Page 8 sur 9

Cabinet MEHU contact@cadmechu.fr  
Sigt sociét. 15 rue des Branches - 18000 L'Isle d'Abbaye - Tél. 04 74 74 70 50

178

N°	Intéloc	Zone	Unité de diagnostic ou Mécanisme	Quotient	Remplacement apparent	Etat de conservation	Minima (mètres)	Maxima (mètres)	Nombre de débris	Classe	Facteur de réajustement du MLI	Obs.
38	Solier	B. étage	Fenêtre vitrée	Bois	Peinture	Bois	0,0	0,0		0		
39	Solier	C	Enduit	Enduit	Peinture	Bois	0,0	0,0		0		
40	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
41	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
42	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
43	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
44	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
45	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
46	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
47	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
48	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
49	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
50	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
51	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
52	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
53	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
54	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
55	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
56	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
57	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
58	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
59	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
60	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
61	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
62	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
63	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
64	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
65	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
66	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
67	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
68	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
69	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
70	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
71	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
72	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		
73	Solier	B. étage	Fenêtre tabouret	Chêne	Bois	Bois	NM	NM		0		

179

N°	Noms	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Etat de conservation	Musée 1 (mg/m²)	Musée 2 (mg/m²)	Nombre de la classe 3	Classe moyen	Facteur de pondération	Obs.
74	Salle d'eau	B	Faïence grise	Mica	Peinture		0,0	0,0		0		
75	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
76	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
77	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
78	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
79	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
80	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
81	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
82	Salle d'eau	C	Faïence émaillée	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
83	Nombre de d'unités de diagnostic						22		Nombre d'unités de classe 3	0	% de classe 3 0,0%	
84	Tolérance -											
85	Tolérance -	A	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
86	Tolérance -	B	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
87	Tolérance -	C	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
88	Tolérance -	D	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
89	Tolérance -	E	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
90	Tolérance -	F	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
91	Tolérance -	G	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
92	Tolérance -	H	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
93	Nombre de d'unités de diagnostic						5		Nombre d'unités de classe 3	0	% de classe 3 0,0%	
94	Escaliers 2 -											
95	Escaliers 2 -	A	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
96	Escaliers 2 -	B	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
97	Escaliers 2 -	C	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
98	Escaliers 2 -	D	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
99	Escaliers 2 -	E	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
100	Escaliers 2 -	F	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
101	Escaliers 2 -	G	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
102	Escaliers 2 -	H	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
103	Nombre de d'unités de diagnostic						6		Nombre d'unités de classe 3	0	% de classe 3 0,0%	
104	Chambres 1 -											
105	Chambres 1 -	A	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
106	Chambres 1 -	B	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
107	Chambres 1 -	C	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
108	Chambres 1 -	D	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
109	Chambres 1 -	E	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
110	Chambres 1 -	F	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
111	Chambres 1 -	G	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		
112	Chambres 1 -	H	Mur	Enduit	Peinture		0,0	0,0		0		

180

N°	Places	Zone	Unité de dépense ou élément	Solaires	Revêtement apparent	Etat de conservation	Mesure 1 (m²)	Mesure 2 (m²)	Mesure 3 (m²)	Nombre de la dégradation	Chasse-mouche	Valeur de dégradation du bâtiment	Obs.
111	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Bois	Verre		0,0	0,0			0		
112	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Bois	Verre		0,0	0,0			0		
113	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Bois	Verre		0,0	0,0			0		
114	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
115	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
116	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
117	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
118	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
119	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
120	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
121	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
122	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
123	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
124	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
125	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
126	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
127	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
128	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
129	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
130	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
131	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
132	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
133	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
134	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
135	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
136	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
137	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
138	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
139	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
140	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
141	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
142	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
143	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
144	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
145	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
146	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
147	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
148	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
149	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
150	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
151	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
152	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
153	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
154	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
155	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
156	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
157	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
158	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
159	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
160	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
161	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
162	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
163	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
164	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
165	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
166	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
167	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
168	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
169	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
170	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
171	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
172	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
173	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
174	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
175	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
176	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
177	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
178	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
179	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
180	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
181	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
182	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
183	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
184	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
185	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
186	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
187	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
188	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
189	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
190	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
191	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
192	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
193	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
194	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
195	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
196	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
197	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
198	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
199	Chambre 1	E	Faïence extérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		
200	Chambre 1	E	Faïence intérieure	Ciment	Verre		0,0	0,0			0		

1 : Le plancher ou le plafond n'est pas de ciment ou en bois ou en pierre.  
2 : Les murs ou les plafonds sont en ciment ou en bois ou en pierre.  
3 : Les bases de machines ou de pompes sont en ciment ou en bois ou en pierre.

Tableau de classement des pièces du bâti

Pièce	UD Classe 0	UD Classe 1	UD Classe 2	UD Classe 3	Non Mesuré
Escalier	9/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%
Garage	2/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	4/13.0%
Couloir	9/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	1/3.0%
Salle à eau	20/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	2/6.1%
Toilettes	9/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%
Escalier 2	9/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%
Chambre 1	12/62.1%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	1/7.7%
Chambre	1/6.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%	3/30.0%

## 6. Commentaires sur les informations indiquées

### a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
	Non dégradé ou non visible	1
> SEUILS	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

#### Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.
- 3 - Le propriétaire doit :
  - Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants ;
  - Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

### b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- Non visible : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- Non dégradé
- Etat d'usage, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par frottement, traces de chocs, micro fissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- Dégradé, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pouvanceuse, écaillage, cloquage, fissures, fuitage, traces de grattage, lézardes).

### c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de condensation ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses tâches d'humidité	5

Page 10 sur 15

7. Signatures et Informations diverses

Je soussigné, RAYNAUD Frank, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par Bureau Contrôle Certification B2C pour la spécialité : CREP PLOMB.  
Cette information est vérifiable auprès de : Bureau Contrôle Certification B2C

Intervenant : RAYNAUD Frank  
Fait à : VALENCIN  
Le : 22/01/2020

Signature :



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Validité du rapport

Date de validité : Pas de durée de validité

Conformément à l'article R 271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, la validité du présent rapport est limitée à moins de 1 an (sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L 271-5) par rapport à la date de promesse de vente ou à la date de l'acte authentique de vente de tout ou partie de l'immeuble bâti objet du présent rapport ; la date d'établissement du rapport étant prise en référence.

Pièces jointes :

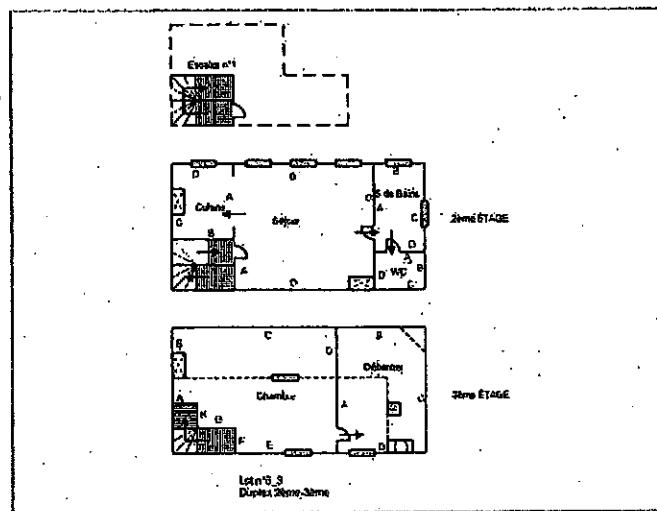
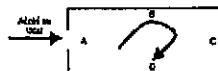
- Néant

Page 11 sur 15

Cabinet MERU contact@cabinet-meru.fr  
Siège social: 15 rue des Branches - 38080 L'Isle d'Abeau - Tél: 04 74 18 70 50

184

5. Schémas



185

## B. Notice d'information

Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb  
Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informant :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (denses) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Luttez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) : lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.

PAGE 11 SUR 12

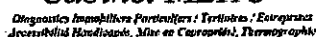
186

## 10. Certificat de compétence

[illegible]

187





**SYNTHESE DES ATTESTATIONS**  
**RAPPORT N° KADOCHE 5440 18.01.20**

Attestation d'assurance RC Pro 2020



အကျဉ်းချုပ်အားဖြင့် ကျန်းမာရေးအခြေအနေအထား  
ပြောင်းလဲမှုများကို စောင့်ကြည့်နိုင်ရန် လေ့လာမှုများ

[illegible]

**ZARINEN MENN**  
IS AUS DES BRANCHES  
SIND 17 JAH STABEAU  
GEHTEN GUT

A solicitação por intermédio da ESM Jansen OCS, à Rua São Paulo 75-621 Fone Celular 09, 47 0787  
e referência Responsabilidade Civil Rodovia Opolete nº 2942 ZP64604.

On mesure les conséquences pérennes de la Responsabilité Sociale d'Entreprise par la société du Diagnostic Technique au moyen d'échelles et-critères dans le cadre des activités liées et après, comme évaluer quelles actions réalisées par des personnes impliquées des entreprises les touchent en ce qui concerne les sujets par la responsabilité et des entreprises de formation, d'accréditation, d'évaluation et de suivi continué.

**DATA ON FILE** is available in microfilm format from the National Health Survey Committee.

- [illegible]

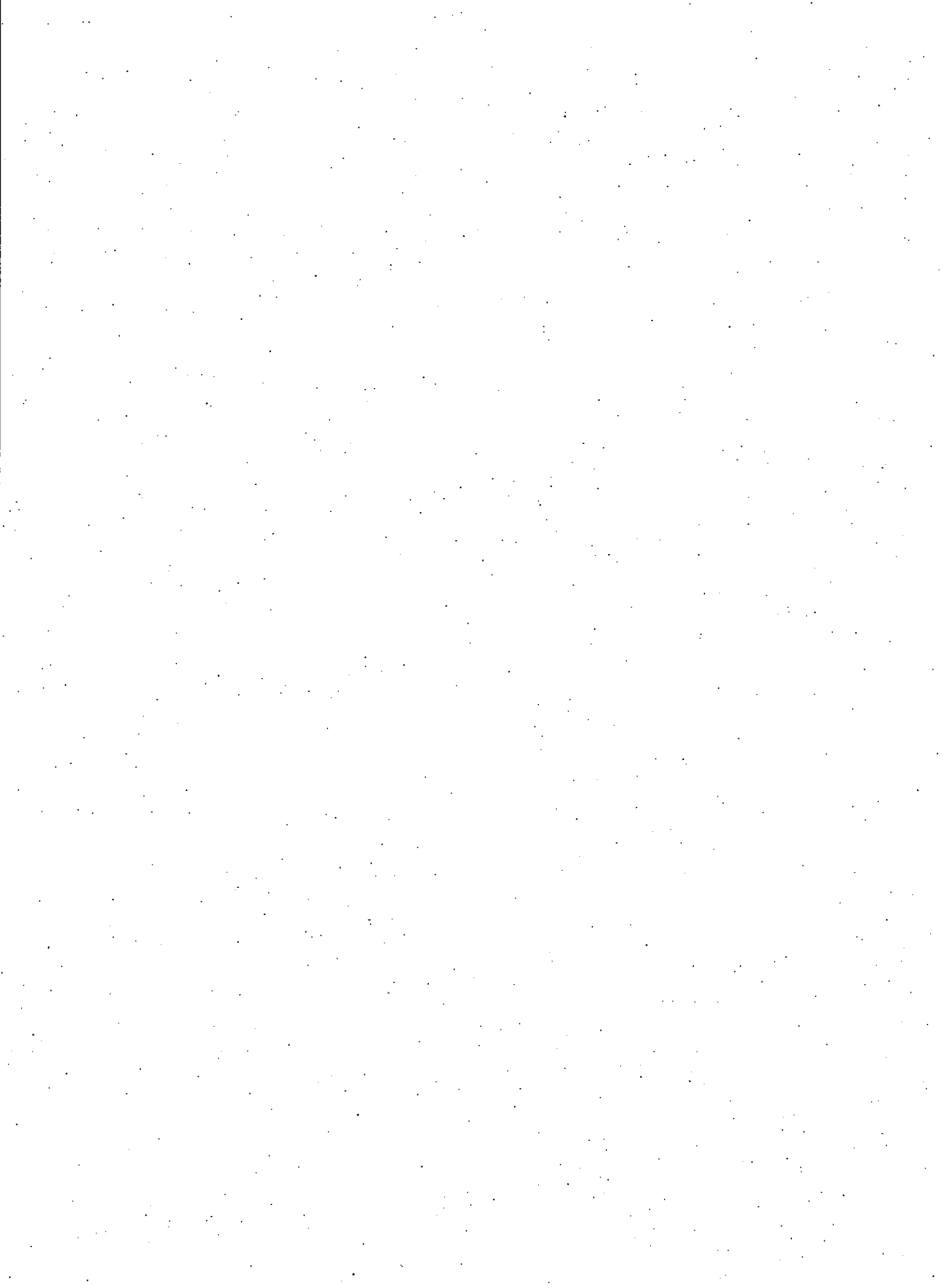
189

- 6402712.com 2013. All rights reserved. All rights reserved.

- [illegible]

- AXA FORTIS IARD SA**  
 Cour de Commerce International 105, 106, 107, 108, 109  
 1200 Lausanne, Suisse  
 Téléphone: 021 31 11 11 11  
 Telex: 240000 AXA S A  
 Fax: 021 31 11 11 11

190



- [illegible]

**Attestation de compétence sous section 4**

OPTIMISE FORMATION

**ATTESTATION DE COMPÉTENCE ACQUISE**

Je soussigné, **Jean-Luc VIDAL**, Directeur de T.R. (OPTIMISE Formation) atteste que

**M. M. Viscari**

Nom de la personne	Prénoms de la personne
Titre	Date
Compétence acquise	Personnel d'Entretien Technique et Opérateur
Personne responsable de la formation	Date de la formation
Personne responsable de la formation	Date

A été jugé apte à la formation et a satisfait au test d'évaluation des compétences.

**Remarque :**  
 Le présent diplôme est délivré aux personnes ayant satisfait aux compétences requises, conformément aux exigences de la norme NF X 60-013. Le titulaire de ce diplôme est autorisé à exercer les activités de maintenance des équipements de transport ferroviaire, conformément aux exigences de la norme NF X 60-013. Le titulaire de ce diplôme est autorisé à exercer les activités de maintenance des équipements de transport ferroviaire, conformément aux exigences de la norme NF X 60-013. Le titulaire de ce diplôme est autorisé à exercer les activités de maintenance des équipements de transport ferroviaire, conformément aux exigences de la norme NF X 60-013.

Fait à Paris le 20 octobre 2017

Le Directeur  
Jean-Luc VIDAL

18 personnes  
Certificat de formation

Fait à Paris le 20 octobre 2017

Le Directeur  
Jean-Luc VIDAL


18 personnes  
Certificat de formation

Fait à Paris le 20 octobre 2017

Le Directeur  
Jean-Luc VIDAL

18 personnes  
Certificat de formation

192



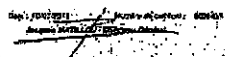
**Certificat**  
Partiel 2

**Monsieur Vincent MEHU**

Le Bureau Veritas Certification a effectué une vérification de la conformité de la documentation de Monsieur Vincent MEHU, en vertu de la norme NF EN ISO 9001:2015, conformément aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015, et a constaté que la documentation est conforme aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015.

Informations des parties	Informations du certificateur
Nom des parties	Nom du certificateur
Adresse des parties	Adresse du certificateur
Activité des parties	Activité du certificateur
Norme appliquée	Norme appliquée
Année de certification	Année de certification
Validité de la certification	Validité de la certification
Adresse du certificateur	Adresse du certificateur
Site web du certificateur	Site web du certificateur
Numéro de certification	Numéro de certification
Année de certification	Année de certification
Validité de la certification	Validité de la certification

Le Bureau Veritas Certification a effectué une vérification de la conformité de la documentation de Monsieur Vincent MEHU, en vertu de la norme NF EN ISO 9001:2015, conformément aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015, et a constaté que la documentation est conforme aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015.

Signature du certificateur :  **Auguste MEYER**, Directeur Général

Le Bureau Veritas Certification a effectué une vérification de la conformité de la documentation de Monsieur Vincent MEHU, en vertu de la norme NF EN ISO 9001:2015, conformément aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015, et a constaté que la documentation est conforme aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015.

Site web du certificateur : [www.bureau-veritas.com](http://www.bureau-veritas.com)

193

Annex 5 - CDU

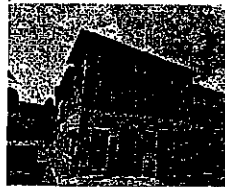


**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Particuliers / Tertiaires / Entreprises  
Arsonologie / Hydrologie, Météo en Copropriété, Thermographie

## DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : KADOCHÉ 5439 18.01.20

Le 18/01/2020



**Bien :** Appartement  
**Adresse :** 14 place Paul Doumer  
38540 HEYRIEUX  
**Numéro de lot :** 52  
**Référence Cadastre :** AK - 443

### PROPRIÉTAIRE

Madame KADOCHÉ Anick  
830 chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

### DEMANDEUR

Monsieur MUNOZ Manuel  
59 Calle Sorell Buzon  
75007 05724 MORIRA TEULADA

**Date de visite :** 18/01/2020  
**Opérateurs de l'opération :** RAYNAUD Franck  
et MEHU Vincent

Rapport KADOCHÉ 5439 18.01.20

1/1

Cabinet MEHU contact@mehu-estudios.com www.mehu-estudios.com  
Séjour social : 11 rue des Brancas - 38010 LES EYZIES - Tél : 04 78 18 79 50  
Siret : 498 873479 00012 au capital de 8.000 Euros

Page 10 sur 10

136



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particulier : Terrains : Entreprises  
Accessibilité Handicapée, Muc en Copropriété, Thermographie

### NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

Rapport N° KADOCHÉ 5439 18.01.20

Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique

INFORMATIONS GÉNÉRALES	
Type de bien : Appartement Nombre de pièces : 1 Étage : 1er Adresse : 14 place Paul Doumer 38840 MEYRIEUX Partis : Au fond du couloir Propriétaire : Madame KADOCHÉ Anick	Lot N° : 6_2 Réf. Cadastre : AK - 443 Bât : Oui Date du permis de construire : < 01 janvier 1949 Date de construction : < 01 janvier 1949

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE	
<b>Consommations énergétiques</b> (en kWh/m²/an) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et la climatisation, les autres usages de la production d'énergie à domicile Consommation conventionnelle : kWh/m²/an Évaluation des consommations : kWh/m²/an	<b>Émissions de gaz à effet de serre (GES)</b> (en kg équivalent CO <sub>2</sub> /m²/an) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et la climatisation Estimation des émissions : kg équivalent CO <sub>2</sub> /m²/an Faible émission de GES : kg équivalent CO <sub>2</sub> /m²/an Forte émission de GES : kg équivalent CO <sub>2</sub> /m²/an

CERTIFICAT DE SUPERFICIE
Superficie totale : 17,610 m²

CONSTAT AMIANTE
Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

DIAGNOSTIC ÉLECTRICITÉ
L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

EXPOSITION AU PLOMB
Absence de revêtements contenant du plomb.

Table de Synthèse

Rapport N° KADOCHÉ 5439 18.01.20

1/1

Cabinet MEHU contact@mehu.fr www.mehu.fr  
Siège social : 13 rue des Brancas - 38000 GLE D'AREN - Tél 04 74 18 70 50  
Bureau 14 rue - 38000 GLE D'AREN - Tél 04 74 18 70 50  
RCS Vienne 435 873478 00012 au capital de 8.000 Euros

195



**Cabinet MEHU**

Diagnostics Immobiliers Parachuting, Taphiro, Entreprenariat  
Accompagnement Habitat, Sites de Copropriété, Thermographie

**DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGÉTIQUE - Logement (6.2)**

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 9 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

<b>A. INFORMATIONS GÉNÉRALES</b>	
N° de rapport : 3140CDE 6439 18.01.20 Valable jusqu'au : 03/02/2030 Type de bâtiment : Immeuble Collectif Nature : Appartement Année de construction : 1990 Surface habitable : 17,51 m²	Date du rapport : 18/02/2020 Diagnostic : MEHU Vincent Signature :
Adresse : 14 place Paul Deunay 38540 HEYRIEUX INSEE : 38180 Étage : 1er N° de Lot : 52	Référence ADEME : 2038V1001284K
Propriétaire : Nom : Madame KADOCHE Aicha Adresse : 930 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu): Nom : Adresse :

**B. CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ÉNERGIE**

Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années : prix des énergies indexés au 15/08/2015

Moyenne annuelle des consommations (calcul sur données des factures d'énergie)	Consommation en énergie finale (calcul sur données des factures d'énergie)	Consommation en énergie primaire (calcul sur données des factures d'énergie)	Prix annuels d'énergie (€/kWh)
Consommations d'énergie pour les usages courants			

**C. ÉVALUATION DES ÉMISSIONS DE CO2**

<b>Consommations énergétiques</b> (en kWh par m²/an pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et la climatisation)		<b>Emissions de gaz à effet de serre (GES)</b> (en kg équivalent CO2 par m²/an pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et la climatisation)
Consommation réelle : kWh/m²/an	Logement	Estimation des émissions : kg équivalent CO2/m²/an
Logement économe		Faible émission de GES
Logement énergivore		Forte émission de GES

Diagnostic de performance énergétique - Logement (6.2)

Document n° 10000000000000000000

1/3

Cabinet MEHU contact@mehu.fr www.mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branches - 44000 LAULIE-D'AREAU - Tél : 01 74 24 20 50  
Secteurs : Nantes - Bordeaux - Lille - Paris - Charente  
RCS Nantes 499 873479 00012 en capital de 1.000 Euros

196

# C. DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES ÉQUIPEMENTS

## C.1 DESCRIPTIF DU LOGEMENT

### TYPE(S) DE MUR(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Épaisseur (cm)	Isolation
Mur 1 ext.	Pierre de taille maçonnée couronnée d'un enduit lisse / Inconnu		Extérieur	45	Non isolé
Mur 2 int.	Briques creuses		Intérieur	Inconnue	Non isolé

### TYPE(S) DE TOITURE(S) - AUCUNE TOITURE DÉPENDANTE

### TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS - AUCUN PLANCHER BAS DÉPENDANT

### TYPE(S) DE MENUISERIE(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Présence de structure	Remplissage en argon ou krypton
Porte 1	Bois - Opacque pleine		Extérieur		
Fenêtre 1	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou mixte Bois/Métal - double vitrage vertical (e = 6 mm)		Extérieur	Oui	Non

## C.2 DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE ET DE REFRIGÉRATION

### TYPE(S) DE SYSTÈME(S) DE CHAUFFAGE

Type de système	Type d'énergie	Présence de radiateurs	Présence de pompes à chaleur	Vecteur	Date de l'installation	Rapport d'installation	Individuel / Collectif
Convecteur électrique NFC	Électrique	nc	nc	NA	nc	Non requis	Individuel

Types d'émission liés aux systèmes de chauffage

Convecteur électrique NFC (surface chauffée : 17,51 m²)

### TYPE(S) DE SYSTÈME(S) DE REFRIGÉRATION - AUCUN

Chaque fois que performance énergétique - argument (C.2)

197

C.3   DESCRIPTIF DU SYSTÈME D'EAU CHAUDE SANITAIRE							
TYPE(S) DE SYSTÈME(S) D'EAU CHAUDE SANITAIRE							
Type de système	Type d'énergie	Puissance nominale	Régulation	Vitesse	Date de fabrication	Rapport d'efficacité	Label énergie
Chauffe-eau vertical	Électrique	no	no	NA	no	Non requis	Indéfini

C.4   DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE VENTILATION		
TYPE DE SYSTÈME DE VENTILATION		
Type de système	Moteur/actuateur sans joint	Cheminée sans trappe
Ventilation mécanique auto réglable après 1982	Non	Non

C.5   DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS UTILISANT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES : AUCUN	
Quantité d'énergie d'origine renouvelable apportée au bâtiment :	Néant

D   NOTICE D'INFORMATION	
<p><b>Pourquoi un diagnostic</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour informer le futur locataire ou acheteur ;</li> <li>Pour comparer différents logements entre eux ;</li> <li>Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.</li> </ul> <p><b>Usages recensés</b></p> <p>Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.</p> <p>Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (piscine, informatique, etc...) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.</p> <p><b>Constitution de l'étiquette énergie</b></p> <p>La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.</p>	<p><b>Énergie finale et énergie primaire</b></p> <p>L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fuel domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.</p> <p>L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.</p> <p><b>Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul</b></p> <p>Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.</p> <p>Elle résume les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.</p> <p><b>Énergies renouvelables</b></p> <p>Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements traités à domicile.</p>

Diagnostic de performance énergétique - Logement (DPE)

198

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

- **Faites les joints étouffez les réseaux dans chaque pièce**  
 (rendent la maison étanche).
- **Mettez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur**  
 (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- **Si possible, réglez le programme :** La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez le à 19 °C ; quand à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On peut ainsi programmer la température de consigne durant l'occupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont faibles. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on règle la température de consigne à 16 ou 17 degrés au-dessous de 19°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- **Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.**
- **Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.**

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mélangeurs thermostatiques aux mélangeurs.

El otro logramiento concierne a variables artísticas:

- Une bonne isolation permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bois par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.

- Ne bouchiez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Agir périodiquement le logement.

- Utilisez les aires et les volets pour limiter les efforts solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

**Eclairage :**

**Eclairage :**

- Optez pour des lampes basse consommation (éconocompactes ou surexcellentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) : poussières, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

- Éloignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (réfrigérateurs, magnétoscopes, ...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

**Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :**

- \* Optez pour les appareils de classe A ou supérieurs (A+, A++, ...).

# **E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE**

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Projet	Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Simulation 1	Mur en béton ou en briques non isolé avec dessin ou parement extérieur : isolation par l'intérieur. (Pour bénéficier du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale dans le cas d'un mur de façade ou en pignon, chapeau ou R <sub>si</sub> ≥ 3,7 m <sup>2</sup> .K/W, dans la limite d'un plafond de dépenses fixé à 100 € par mètre carré de parois isolées par l'intérieur)		15 % *
Simulation 2	Installation d'une VMC hygroréglable type B		
Simulation 3	Il faut fermer les volets en hiver la nuit afin de limiter les déperditions de chaleur et en été la journée afin de limiter les apports solaires.		

\* Taux à 15 % pouvant être majorés à 23 % dans la limite d'un taux de 42 % pour un même matériau, équipement ou appareil si les conditions du Gâs de l'article 200 quater A du code général des impôts sont respectées.

## **Commentaires :**

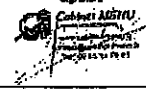
Le locataire actuel nous informe qu'il n'occupe pas régulièrement le logement. Il n'a pas de factures de consommations énergétiques à nous fournir, d'où un résultat DPE vierge.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : [http://www.ademe.fr/particuliers/PE/Info\\_Ele.asp](http://www.ademe.fr/particuliers/PE/Info_Ele.asp). Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! [www.impots.parc.fr](http://www.impots.parc.fr)

Pour plus d'informations : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr) ou [www.logement.parc.fr](http://www.logement.parc.fr).

## **F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR**

Signature  Cabinet MENU 60 avenue du Général de Gaulle 62800 PUTEAUX N° de certificat de qualification : 8028653 Date d'obtention : 04/02/2018 Version du logiciel utilisé : Ansys/mmq DPE-3CL2013 version 2.1.1	Etablissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'ABEAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MENU Nom du responsable : MENU Vincent Désignation de la campagne d'assurance : AXA France IARD N° de police : 1059205004 Date de validité : 31/12/2020
---	--

Le présent rapport est établi par MENU Vincent dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION  
 60 avenue du Général de Gaulle 62800 PUTEAUX  
 N° de certificat de qualification : 8028653  
 Date d'obtention : 04/02/2018  
 Version du logiciel utilisé : Ansys/mmq DPE-3CL2013 version 2.1.1

Diagnostic de performance énergétique - logement (DPE)

Rapport N°1400246 14/01/2020 DP

Cabinet MENU [contact@studio-energie.fr](mailto:contact@studio-energie.fr) [www.studio-energie.fr](http://www.studio-energie.fr)  
 Siège social : 19 rue des Bouchers - 34080 L'ISLE-D'ABEAU - Tél 04 74 18 70 50

23

200



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particulier / Tertiaire / Entreprise  
Aérophotogrammétrie, Sûreté en Copropriété, Thermographie

### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 86-1107 du 18 décembre 1986 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997.

A DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment :	Appartement
Nombre de Pièces :	1
Etage :	1er
Numéro de lot :	5
Référence Cadastre :	AK - 443
Adresse :	14 place Paul Doumer 38540 MEYRIEUX
Bâtiment :	
Escalier :	
Porte :	Au fond du couloir
Propriété du :	Madame KADOCHÉ Amik 820 chemin de Lavignon 38540 MEYRIEUX
Mission effectuée le :	20/01/2020
Date du forde de mission :	20/01/2020
N° Dossier :	KADOCHÉ 5439 18.01.20 C

Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, concerné par la loi 86-1107 du 18/12/86 est égale à :

**Total : 17,51 m<sup>2</sup>**  
(Dix-sept mètres carrés cinquante et un)

B DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL			
Pièce ou Local	Etage	Surface Loi Carrez	Surface Hors Carrez
Hall	1er	1,750 m <sup>2</sup>	0,000 m <sup>2</sup>
Séjour/Cuisine	1er	12,620 m <sup>2</sup>	0,000 m <sup>2</sup>
Belle d'eau	1er	1,860 m <sup>2</sup>	0,000 m <sup>2</sup>
WC	1er	1,280 m <sup>2</sup>	0,000 m <sup>2</sup>
Total		17,510 m <sup>2</sup>	0,000 m <sup>2</sup>

La présente mission rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété s'effectue dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par CABINET MEHU qu'à titre indicatif.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Cabinet MEHU  
www.cabinet-mehu.fr  
14 place Paul Doumer  
38540 MEYRIEUX  
Tél : 04 78 51 78 23  
Le Technicien :  
Vincent MEHU

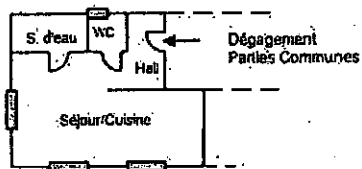
À L'ISLE-D'ABEAU, le 10/02/2020

Nom du responsable :  
MEHU Vincent

201

DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



Lot n°5\_2  
1er - Au fond du couloir.

202



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particulier / Tertiaire / Entreprise  
Accessibilité Handicapée, Site en Copropriété, Thermographie

### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Articles R.1334-26-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-828 du 3 juin 2011) ; Arrêtés du 12 décembre 2012 ;

<b>A INFORMATIONS GENERALES</b>	
<b>A.1 DESIGNATION DU BATIMENT</b>	
Nature du bâtiment : Appartement Cat. du bâtiment : Habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) Nombre de Locaux : 1 Etage : 1er Nombre de Lot : 5, 9 Référence Cadastre : AX - 443 Celle du Plan de Construction : 01 Janvier 1949 Adresse : 14 place Paul Boumer 38540 MEYRIEUX	Escalier : Bâtiment : Porte : Au fond du couloir Propriété de : Madame KADOCHE Anick 930 chemin de Lavignon 38540 MEYRIEUX
<b>A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
Nom : Monsieur MUNOZ Manuel Adresse : 39 Calle Sorrell Buzon 75007 03724 MORARIA TEULADA Qualité :	Documents fournis : Néant Moyens mis à disposition : Néant
<b>A.3 EXECUTION DE LA MISSION</b>	
Rapport N° : KADOCHE 5439 18.01.20 A Le repérage a été réalisé le : 20/01/2020 Par : MEHU Vincent N° certificat de qualification : 8028863 Date d'obtention : 23/03/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION 80 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX Date de commande : 20/01/2020	Date d'émission du rapport : 10/02/2020 Accompagnateur : l'huissier Laboratoire d'Analyses : Eurofins Analyse pour le Bâtiment Sud-Est Adresse laboratoire : CS 40255 2 rue Chancelier Platon 42000 SAINT-ETIENNE Numéro d'accréditation : 1-1591 Organisme d'assurance professionnelle : AXA France IARD Adresse assurance : 313 Terrasses de l'Arche 92727 MANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10552956804 Date de validité : 31/12/2020
<b>B CACHE DU DIAGNOSTIQUEUR</b>	
Signature et Cachet du Responsable 	Date d'établissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'ABEAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MEHU Nom du responsable : MEHU Vincent Nom du diagnostiqueur : MEHU Vincent

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour attester sur engagemens du repérage avant démolition ou avant travaux.  
Rapport MEADOCHE 5439 18.01.20 A

Cabinet MEHU / contact@cabinet-mehu.fr / www.bv-cert.com  
Siège social : 15 rue des Écoles - 38060 L'ISLE-D'ABEAU - Tél. 04 74 38 79 50  
Secteurs : Isère - Rhône-Alpes - Auvergne - Bourgogne  
RCS Vienne 439 873478 00012 au capital de 6.000 Euros

203

## C SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	1
DÉSIGNATION DU BATIMENT.....	1
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXÉCUTION DE LA MISSION.....	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1
SOMMAIRE.....	2
CONCLUSION(S).....	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITÉS ET JUSTIFICATION.....	3
LISTE DES ÉLÉMENTS NON INSPECTÉS ET JUSTIFICATION.....	3
PROGRAMME DE REPERAGE.....	3
LISTE A DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	3
LISTE B DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	3
CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPERAGE.....	4
RAPPORTS PRÉCÉDENTS.....	4
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPERAGE.....	4
LISTE DES PIÈCES VISITÉES/NON VISITÉES ET JUSTIFICATION.....	4
DESCRIPTION DES REVÊTEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE.....	5
LA LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DÉCISION DE L'OPÉRATEUR.....	5
LA LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRÈS ANALYSE.....	5
LA LISTE DES MATÉRIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5
RÉSULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATÉRIAUX NON VISÉS PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-B DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE).....	5
COMMENTAIRES.....	5
ÉLÉMENTS D'INFORMATION.....	6
ANNEXE 1 – CROQUIS.....	6
ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	7

204

<b>D CONCLUSION(S)</b>
Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

<b>E PROGRAMME DE REPERAGE</b>
--------------------------------

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Colorisages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, la propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-18)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, ardoise-ciment) et enduits de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), collage pur ou.
Cloisons (gypse et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Cadres de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de câblages.
Clapets/volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Jointes (trusses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Tellures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment).
Bardages et façades rigides.	Bardages d'éléments.
Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Annexe

205

**F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE**

Date du repérage : 20/01/2020

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste ci-dessous au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Tous prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est isolé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions édictées au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans le fiche d'identification et de cotation en annexe.

Sans du repérage pour évaluer un local :

**G RAPPORTS PRECEDENTS**

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

**H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE**

LISTE DES PIECES VISITEES/MON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visité	Justification
1	Hall	1er	OUI	
2	Séjour/Cuisine	1er	OUI	
3	Salle d'eau	1er	OUI	
4	WC	1er	OUI	

206

DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE					
N° Local	Local / Partie d'immeuble	Étage	Élément	Zone	Revetement
1	Hall	1er	Mur	Murs	Plâtres, plâtre, enduit-à-peint
			Plafond	Plafond	Autre enduit-à-peint
			Plancher	Sol	La plâtrerie
2	Séjour/Cuisine	1er	Mur	Murs	Plâtres, plâtre, enduit-à-peint
			Plafond	Plafond	Autre enduit-à-peint
			Plancher	Sol	La plâtrerie
			Conduits de fûds	Sol	Cuivre, PVC
			Mur	Murs	Plâtre, toile de verre peint, faïence
3	Salle d'eau	1er	Plafond	Plafond	Plâtre, toile de verre peint
			Conduits de fûds	Sol	Cuivre, PVC
			Plancher	Sol	Ceramique
4	WC	1er	Mur	Murs	Plâtres, plâtre, enduit-à-peint
			Plafond	Plafond	Autre enduit-à-peint
			Conduits de fûds	Sol	Cuivre, PVC
			Plancher	Sol	Ceramique
			Plancher	Sol	Ceramique

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR  
Néant

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE  
Néant

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.  
Néant

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13B du code de la santé publique)  
Néant

LEGENDE			
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a7 : Probabilité de présence d'amiante
Etat de dégradation des matériaux	F, G, FP	DE : Bon état	DI : Dégradation locale / ME : Matériau émis
Autres matériaux	MND : Matériau(s) non dégradés	MD : Matériau(s) dégradé(s)	
Obligations particulières de type (Projet, entretien, travaux, etc.)	1. Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation 2. Faire réaliser une surveillance du niveau d'exposition 3. Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
Recommandations des autres matériaux et produits (résultat de la grille d'évaluation)	EP : Evaluation périodique AC1 : Action corrective de premier niveau AC2 : Action corrective de second niveau		
COMMENTAIRES			

207

Néant

# ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présente temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il convient de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données actualisée gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## ANNEXE 1 - CROQUIS

N° dossier : RADDOCHE 5438 18.01.20				Adresse de l'immeuble : 14 place Paul Doumer 38540 MEYRIEUX	
N° planche : 1H	Version : 0	Type : Croquis			
Origine du plan : Cabinet de diagnostics			Bâtiment - Niveau : Escalier N°1		

Lot n°5\_2  
1er - Au fond du couloir

André

208

## ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des occupants et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées intervenant sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche descriptive que le propriétaire consulte et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-25-5 du code de la santé publique. Le site à jour régulier et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

a) **Dangerosité de l'amiante**  
Les matières liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes graves pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent survenir soit le plexus qui entraîne les poumons (mésothéliome), soit les bronches et les poumons (carcinome broncho-pulmonaire). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après la date de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre l'exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit essentiellement d'asbestose pleurale (rigidité dans le plexus) qui peuvent être réversibles ou de plaques pleurales (qui déforment le plexus). Dans le cas d'emphysème important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une asbestose (fibrose) qui réduit la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du plexus peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) **Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**  
L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été réduits progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur composition, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions effectuées en cas de détérioration du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, bris...). Ces situations peuvent être conduites à des expositions importantes si des mesures de protection adéquates ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-0 du code de la santé publique font l'objet d'une interdiction de l'état de conservation dans les modalités strictement définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations définies par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits répertoriés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure ou de détérioration de ces derniers.

c) **Intervention de professionnels qualifiés**  
Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-04 à R. 4412-14 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de travail ou de confortement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-123. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site [www.travaux-amiante.fr](http://www.travaux-amiante.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 2. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- parage d'un mur pour accéder à un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux de nettoyage et peinture d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtes électriques, sur des gaines ou des câbles situés sous un toit ou dans une armoire, de remplacement d'une vitre sur une combustion calorifique à l'amiante. L'absence de poussière peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique situé en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à basse tension. Le port d'équipements adaptés de protection (respirateur ou masque, etc.) est recommandé. Le port d'un équipement jetable permet d'éviter la contamination des vêtements et du corps. Les équipements de protection sont disponibles sur le site Internet officiel de l'INRS à l'adresse suivante : [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humidifié de nettoyage.

### 3. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. À ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont résumées ci-dessous, encadrent leur traitement. Lors de travaux conduisant à un démantèlement de tout ou partie de l'immeuble, le propriétaire pour lequel les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en charge générale des opérations, est la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets ou ceux du code de l'environnement. Les déchets des usages professionnels d'un chantier (équipement de protection, matériel, fibres, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont conditionnés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec application de l'étiquetage prévu par le décret n° 85-660 du 20 avril 1985 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de traitement, stockage ou de chargement de matières dangereuses. Les professionnels soumettent aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

209

#### **h. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'embarcations à des conditions strictes ayant conservé leur intégrité provenant de refuges, voire d'ateliers. Tout autre déchet provenant de l'activité est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emplacements et l'équipement appropriés aux déchets d'embarcations.

#### **i. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux constituant de l'embarcation ainsi que les équipements de propulsion (moteurs, réservoirs, pompe, etc.) et les déchets issus du nettoyage (huile, etc.) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets constituant de l'embarcation à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet embarqué doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être valorisé. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du moteur, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'antigel, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être valorisés.

#### **j. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'embarcations**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'embarcations et aux installations d'élimination des déchets d'embarcations peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Poitou-Charentes) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.rhone.org](http://www.rhone.org).

#### **k. Responsabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'embarcations (BSEDA CERFA n° 11051). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recouvre l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (antenne de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de valorisation). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'efficacité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'embarcations n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'embarcations à des conditions strictes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi des déchets d'embarcations, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



211



## Cabinet MEHU

Diagnostics Immobiliers Particuliers / Termites / Énergie  
Accessibilité Handicapés, Mises en Conformité, Thermographie

### DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 25 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF C15-600 de juillet 2017.

#### 1. DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES

• Localisation du ou des immeubles bâti(s) : Type d'immeuble : Appartement  
Département : ISERE Date de construction : < 01 Janvier 1949  
Commune : HEYRIEUX (38540) Année de l'installation : > à 15 ans  
Adresse : 14 place Paul Doumer Distributeur d'électricité : Enedis  
Lieu-dit / Immeuble : Rapport n° : KADOCHE 5439 16.01.20 ELEC  
Réf. Cadastre : AK - 443  
• Désignation et situation du lot de (co)propriété : La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 9  
Etage : 1er  
Porte : Au fond du couloir  
N° de Lot : 6\_2

#### 2. IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

• Identité du donneur d'ordre  
Nom / Prénom : MUNOZ Manuel  
Tél : Ene3  
Adresse : 69 Calle Sorel Buzon 75007 03724 MORAIIRA TEULADA  
• Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : ☐  
Autre le cas échéant (préciser) : ☒  
• Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :  
Madame KADOCHE Anick 930 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX

#### 3. IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR AYANT RÉALISÉ L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT

• Identité de l'opérateur :  
Nom : MEHU  
Prénom : Vincent  
Nom et raison sociale de l'entreprise : CABINET MEHU  
Adresse : 16 rue des Branches  
38080 L'YSLÉ-D'ABEAU  
N° Siret : 49387347900012  
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD  
N° de police : 10592956904 date de validité : 31/12/2020  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS  
CERTIFICATION, le 21/11/2018, jusqu'au 20/11/2025  
N° de certification : 8023853

Rapport KADOCHE 5439 16.01.20 ELEC

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Sageo snc : 15 rue des Branches - 38080 L'YSLÉ-D'ABEAU - Tél: 04 74 18 78 50  
Siret : 49387347900012 - RCS Merval 493 873479 00012 au capital de 8.000 Euros

Etat de l'habitation intérieur d'électricité

212

#### 4 RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de contrôle d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, accessibles, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou la second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une déformation pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, poulies, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- l'adéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

#### 5 CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

Néant

2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (2)	N° article (3)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (4)	Observation
B.3.3.6 a2)	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.		B.3.3.6.1	Atteint que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité à 30 mA.	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)
B.3.3.6 a3)	Au moins un CIRCUIT (notamment pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.		B.3.3.6.1	Atteint que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité à 30 mA.	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

3. Dispositif de protection contre les surintensités adopté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

Rapport N° 24-DOCKE 1419 14.01.10 ELAC

Cabinet JCEUV contact@jceuv-mba.fr www.jceuv-mba.fr  
Siège social : 15 rue des Branciers - 38000 L'ISLE-D'AREAU - Tél : 04 74 34 70 30

27

213

Néant

4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(1)
B.5.3 a)	Locaux contenant une baignoire ou une douche : Il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.	

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(1)
B.7.3 a)	L'installation électrique comporte au moins une CONNEXION avec une partie active nue sous tension accessible.	

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Néant

Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

Sans objet

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C15-600.  
 (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C15-600.  
 (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.  
 (4) Avant l'entretien, la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet aveu ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

Informations complémentaires :

N° article (1)	Libellé des informations
B.11 a)	L'ensemble de l'installation électrique est protégée par un ruban ou dispositif différentiel à haute sensibilité à 30 mA.
B.11 b)	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.
B.11 c)	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C15-600

Etat de l'installation électrique d'habitat

214

## 6 AVERTISSEMENT PARTICULIER

Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon la norme NF C15-800 - Annexe C	Notes (2)
B.3.3.5 a2)	En immeuble collectif, présence d'une DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE au répartiteur de terre du TABLEAU DE REPARTITION en partie privative.	
B.3.3.5 b2)	En immeuble collectif, section satisfaisante de la DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE visible en partie privative.	

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électrique qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée.

(1) Références des numéros d'articles selon la norme NF C15-800 - Annexe C

(2) Les motifs peuvent être, et c'est le cas :

- « La technique électrique est manifestement ancienne : son ENVELOPPE (papier), si elle est démontée, risque de ne pouvoir être mesurée sans dommage » ;
- « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démontage dans le cadre du présent DIAGNOSTIC : de ce fait, la section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être vérifiés » ;
- « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'avaient pas été alimentées en électricité le jour de la visite » ;
- « Les(s) courant(s) différentiel(s) du(s) CIRCUIT(S) protégé(s) par le(s) INTERDISJONCTEUR(S) différentiel(s) ne peuvent pas être évaluable(s) » ;
- « L'installation est alimentée par un poste à haute tension privé qui est exclu du domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dans lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier » ;
- « La nature TBTS de la source n'a pas pu être vérifiée » ;
- « La nature du ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURTENSIONS est > 63 A pour un DISJONCTEUR ou 30 A pour un fusible » ;
- « La valeur de réglage du DISJONCTEUR de branchement est > 30 A en monophasé ou > 60 A en triphasé » ;
- « La méthode dite « court-circuit » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'état de fonctionnement » ;
- « Les bornes aval de disjoncteur de branchement et/ou la canalisation d'alimentation du ou des tableaux électriques comportent plusieurs conducteurs en parallèle » ;
- « Toute autre circonstance, relative à l'installation, empêchant la ou les impossibilités de procéder aux(s) contrôle(s) concerné(s) ».

## 7 CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme NF C15-800 :

Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

- INSTALLATION DE MISE A LA TERRE située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (PRISE DE TERRE, CONDUCTEUR DE TERRE, borne ou bornes principale de terre, LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation); existence et caractéristiques;

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

- La valeur mesurée de la résistance de la PRISE DE TERRE depuis la partie privative n'est pas en adéquation avec la sensibilité du (ou des) dispositif(s) différentiel(s); il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.

Etat de l'installation lorsque l'habitation est habitée

215

## 8 EXPLICATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

<p><b>Appareil général de commande et de protection</b></p> <p>Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, un ou deux circuits, connus et accessibles, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.</p> <p>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadéquat ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risques d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.</p>
<p><b>Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation</b></p> <p>Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.</p> <p>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Risques de mise à la terre et d'installation de mise à la terre</b></p> <p>Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.</p> <p>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Dispositif de protection contre les surintensités</b></p> <p>Les dispositifs différentiels ou coupe-circuits à courants limités, à l'origine de chaque circuit, permettant de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les surchauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.</p> <p>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p>
<p><b>Isolation des matériels dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b></p> <p>Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.</p> <p>Son absence partielle, en cas de défaut, répoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche</b></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettant de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p><b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b></p> <p>Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Matériels électriques vétustes ou inadéquats à l'usage</b></p> <p>Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent pas un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Appareils d'installation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b></p> <p>Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p><b>Placiers, armoires ou bornes de fixation</b></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la plomberie ou au bassin de baignoire permettant de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>

Etat de l'installation électrique d'urgence

Rapport N° CADOCHE 1478 14.01.19 ELIC

Cabinet : ELIC - contact@elich.fr - www.elich.fr  
Sage social : 15 rue des Bruchets - 58000 LESTERIEUX - Tél 04 74 16 70 30

57

216

Informations complémentaires :

**Chances d'incendie à haute sensibilité concernant tout ou partie de l'installation électrique :**  
 L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défectuosité occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique...) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrification, voire d'électrocution.

**Socles de prises de courant de type à minimum :**  
 L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrocution, voire l'électrocution.

**Socles de prises de courant de type à puits (10mm minimum) :**  
 La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrification, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non traitées d'un cordon d'alimentation.


**9 IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET ENPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :**

Néant

**DATE, SIGNATURE ET CACHET**


Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le 10/02/2020  
 Date de fin de validité : 09/02/2023  
 Etat rédigé à L'ISLE-D'ABEAU Le 10/02/2020  
 Nom : MEHU Prénom : Vincent

 Cabinet MEHU  
 15 rue des Brousses - 86000 L'ISLE-D'ABEAU - Tél : 04 74 18 70 10


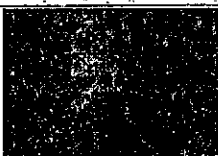
**ANNEXE 1 - PHOTO(S) DES ANOMALIES**

Point de contrôle n° B.3.3.5 a2)



**Description :** Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.  
**Observations :** (Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

Bien de l'installation électrique d'habitat

Point de contrôle N° 8.5.3 a	
	
Descripteur :	Locaux contenant une baignoire ou une douche : il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.
Observation(s) :	
Point de contrôle N° 8.7.3 d)	
	
Descripteur :	L'installation électrique comporte au moins une CONNEXION avec une partie active nue sous tension accessible.
Observation(s) :	

Etat de l'installation électrique d'habitat

218



L'ADH DE VOS BÂTIMENTS

## Cabinet MEHU

Diagnosics Immobiliers Particuliers / Tertiaires / Entreprises  
Accessibilité Handicapés, Mise en Copropriété, Thermographie

### CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

Décret N°200-474 du 23 avril 2020 - Arrêté du 10 août 2015 relatif au constat de légalité d'implantation plomb.

L'objectif du constat plomb est l'identification des logements contenant du plomb dans les revêtements d'habitation construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 et dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1334-4 du Code de la Santé Publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements intérieurs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (balcon, terrasse, pergola, etc.).

« Dans le cas de la mise en location de parties privatives en application de l'article L. 1334-7 du Code de la Santé Publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements intérieurs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (balcon, terrasse, pergola, etc.). »

« Dans le cas de la vente de maisons à parois ou à parois extérieures des revêtements au hors construction de travail, pour les parties communes en application de l'article L. 1334-4 du Code de la Santé Publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements des parties communes (balcon, terrasse, pergola, etc.). »

Le revêtement de revêtement en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP. Lorsque le revêtement porte sur des parties privatives, et lorsque le bien est affecté au public à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les autres cas, le revêtement de revêtement, le CREP porte sur tout le bien affecté à un usage résidentiel ou à un usage public.

N° de dossier : 2020-0391 KADOCHÉ-NEYRIEUX-1ER-FOND-COULOUR - 5439 Date de visite : 18/01/2020  
Date du rapport : 18/01/2020

#### Renseignements relatifs au bien

Propriétaire	Photo générale (à cas échéant)	Commentaire
Mme KADOCHÉ Anick Lieu d'intervention : 14 Place Paul Doumer 54540 HEYRIEUX		Cabinet MEHU 15 Rue des Branches 38080 L'ISLE D'AREAU

Concerné	Nature de la mission	Présence d'enfant mineur de - de 6 ans :
<input type="checkbox"/> Parties privatives <input type="checkbox"/> Parties communes	<input type="checkbox"/> Avant vente <input type="checkbox"/> Avant location <input type="checkbox"/> Avant travaux	Non Occupation du logement : Vide

#### Identité du bien

Appareil à fluorescence X de marque	Date limite d'utilisation de la source	Nature du radiocristal	Activité à la date de diagnostic	N° Série	Date de changement de la source radiocristal	ASN n°	Nom de la personne responsable PCR
PROTEC	18/01/2021	Cobalt 57	444,3 Bq	2660	19/04/2019	713014363 16/9/2017 en 702/2022	R. RAYNAUD

#### Conclusion

Lors de la présente mission, 48 unités de diagnostics ont été contrôlées.  
Le jour de l'exposition, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

	TOTAL	NON MESURÉES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	48/100%	4/8.3%	44/91.7%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%

« 0/0 existe au moins une unité de classe 1 ou 2 (indiquer la plus mauvaise) : Le constat met en évidence la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations supérieures au seuil de seuil défini par les articles L. 1334-7 et L. 1334-8 du Code de la Santé Publique. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements contenant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter toute dégradation future. »

« 0/0 existe au moins une unité de classe 3 (indiquer la plus mauvaise) : Le constat met en évidence la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations supérieures au seuil de seuil défini par les articles L. 1334-7 et L. 1334-8 du Code de la Santé Publique. »

En application de l'article L. 1334-4 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complétée de ce constat, annexes complètes, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne chargée d'effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. »

Données du diagnostiqueur	Signature du maître de l'ouvrage
Nom - Prénom : RAYNAUD Franck N° certificat : BCC-0081 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Centrale Certification BCC-16 rue Eugène Deteroy, 87200 STRASBOURG	Assurance : AAA FRANCE IARD SA N° : 1058285504 Adresse : 312 Terrasses de l'Arche CP - Ville : 62000 HANTERRE

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branches - 38080 L'Isle d'Abeau - Tel: 04 74 18 70 50  
Secteurs Jura - Rhodanien - Mâconnais & Chablaisien  
RCS Vienne 493 87479 00012 au capital de 8,000 euros

219

## Sommaire

1. Synthèse des résultats	3
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	3
b. Situations de risque de saturnisme infantile	3
c. Facteurs de dégradation du bâti	3
2. Mission	3
a. Objectif de la prestation	3
b. Références réglementaires	3
3. Description du ou des bâtiments	4
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	4
5. Tableau récapitulatif des relevés	5
6. Commentaires sur les informations indiquées	7
a. Classement des unités de diagnostic	7
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	7
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	7
7. Signatures et informations diverses	8
8. Schémas	9
9. Notice d'information	10
10. Certificat de compétence	11
11. Attestation d'assurance	12

220

### 1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

#### a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	46/100%	4 / 8.3%	44 / 91.7%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

#### b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

#### c. Facteurs de dégradation du bâti

Pierçage ou piflard menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		Non
Trois importances de couture ou de rufissement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité.		Non

### 2. Mission

#### a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.

Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.

Note : Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

#### b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 69-483 du 9 juin 1969 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.32-1 à L.32-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2008-1114 du 5 septembre 2008 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'Habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334- 12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X46-030 : Diagnostic plomb – Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

221

### 3. Description du ou des bâtiments

DESCRIPTION DU SITE	
Habitation (parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) situé au 1er étage fond de couloir comprenant : Séjour cuisine, hall, salle d'eau et toilettes	
PROPRIÉTAIRE DU OU DES BÂTIMENTS	
Nom ou raison sociale	: Mme KADOCHÉ Anick
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code Postal	: 38540
Ville	: HEYRIEUX
PÉRIMÈTRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: ISERE
Commune	: HEYRIEUX
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code postal	: 38540
Information complémentaire d'habitation	: Habitation (parties privatives d'immeuble collectif)
Référence cadastrale	: Non communiquée
Lots de copropriété	: NC
LOCAUX VISITES	
Hall	
Séjour / cuisine	
Salle d'eau	
Toilettes	
Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite	
Mme KADOCHÉ Anick	
Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Aucun	
Commentaires	
Aucun	

### 4. Le laboratoire d'analyse éventuel

Laboratoire
Nom du laboratoire (nom du contact, adresse,...):

222

B. Tableau récapitulatif des relevés

N°	Plaque	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Rendement apparent	Site de constatation	Messure 1 (degres)	Messure 2 (degres)	Messure 3 (degres)	Relevé de la dégradation	Classement	Relevé de dégradation en %	Obs.
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Mur	A	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
3	Mur	B	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
4	Mur	C	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
5	Mur	D	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
6	Mur	E	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
7	Mur	F	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
8	Mur	G	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
9	Mur	H	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
10	Mur	I	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
11	Mur	J	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
12	Mur	K	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
13	Mur	L	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
14	Mur	M	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
15	Mur	N	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
16	Mur	O	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
17	Mur	P	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
18	Mur	Q	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
19	Mur	R	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
20	Mur	S	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
21	Mur	T	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
22	Mur	U	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
23	Mur	V	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
24	Mur	W	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
25	Mur	X	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
26	Mur	Y	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
27	Mur	Z	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
28	Mur	AA	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
29	Mur	AB	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
30	Mur	AC	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
31	Mur	AD	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
32	Mur	AE	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
33	Mur	AF	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
34	Mur	AG	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
35	Mur	AH	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
36	Mur	AI	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
37	Mur	AJ	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
38	Mur	AK	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
39	Mur	AL	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
40	Mur	AM	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
41	Mur	AN	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
42	Mur	AO	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
43	Mur	AP	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
44	Mur	AQ	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
45	Mur	AR	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
46	Mur	AS	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
47	Mur	AT	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
48	Mur	AU	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
49	Mur	AV	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		
50	Mur	AW	Mur	Pierre	Peinture	Peinture	0,0	0,0			0		

223

N°	Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Matériau	Revêtement apparent	Etat de conservation	Mesure 1 (mètres)	Mesure 2 (mètres)	Nombre de la dégradation	Classement	Facteur de dégradation du bati	Obs.
37	Nombre total d'unités de diagnostic						25		0	0	0,0%	
38	Salle d'eau	A	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
39	Salle d'eau	A	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
40	Salle d'eau	B	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
41	Salle d'eau	C	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
42	Salle d'eau	D	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
43	Salle d'eau	A	Plafond	Ciment	Carrelage		0,0	0,0		0		
44	Salle d'eau		Plafond	Pierre	Peinture		0,0	0,0		0		
45	Nombre total d'unités de diagnostic						7		0	0	0,0%	
46	Salle d'eau	A	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
47	Salle d'eau	B	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
48	Salle d'eau	C	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
49	Salle d'eau	D	Mur	Pierre	Tuile verte - Peinture		0,0	0,0		0		
50	Salle d'eau	A	Plafond	Ciment	Carrelage		0,0	0,0		0		
51	Salle d'eau		Plafond	Pierre	Peinture		0,0	0,0		0		
52	Salle d'eau		Plafond	Pierre	Peinture		0,0	0,0		0		
53	Salle d'eau		Plafond	Pierre	Peinture		0,0	0,0		0		
54	Salle d'eau		Plafond	Pierre	Peinture		0,0	0,0		0		
55	Nombre total d'unités de diagnostic						6		0	0	0,0%	
56	Salle d'eau						1,0					
57	Salle d'eau						1,0					
58	Salle d'eau						1,0					
59	Salle d'eau						1,0					

1 : Le plancher ou le plafond n'est pas de l'élément ou en tout ou partie affecté  
2 : Les deux éléments de diagnostic de l'élément ou l'élément affecté ont été réparés  
3 : Les deux éléments de diagnostic de l'élément ou l'élément affecté ont été réparés

Tableau de classement des pièces du bati

Pièces	UD Classe 0	UD Classe 1	UD Classe 2	UD Classe 3	Mont Mesuré
Salle d'eau	8/100,0%	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%	0,0%
Salle d'eau	23/92,0%	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%	2,0%
Salle d'eau	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%	0,0%
Toilette	7/97,5%	0/0,0%	0/0,0%	0/0,0%	1,7%

224

## 6. Commentaires sur les informations indiquées

### a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
	Non dégradé ou non visible	1
> SEUILS	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.
- 3 - Le propriétaire doit :
  - o Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants.
  - o Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

### b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- Non visible : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- Non dégradé
- Etat d'usage, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de choc, micro fissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- Dégradé, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pouvance, écaillage, cloquage, fissures, feignage, traces de grattage, lézards).


### c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses tâches d'humidité	5

225

7. Signatures et Informations diverses

Je soussigné, RAYNAUD Frank, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par Bureau Centrale Certification B2C pour la spécialité : CREP PLOMB.  
Cette information est vérifiable auprès de : Bureau Centrale Certification B2C

Intervenant : RAYNAUD Frank Fait à : VALENCIN Le : 22/01/2020 Signature : 
---

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

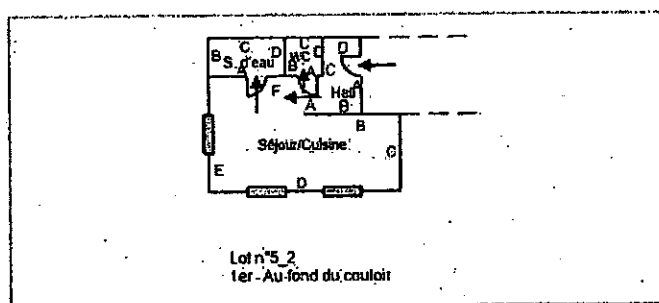
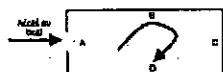
Validité du rapport
Durée de validité : Pas de durée de validité

Conformément à l'article R 271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, la validité du présent rapport est limitée à moins de 1 an (sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L 271-5) par rapport à la date de promesse de vente ou à la date de l'acte authentique de vente de tout ou partie de l'immeuble bâti objet du présent rapport ; la date d'établissement du rapport étant prise en référence.

Pièces jointes :  
• Néant

226

# 3 8. Schémas



### 9. Notice d'information

Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb  
Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements ; lisez-le attentivement !
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (affaiblissement du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années au même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

#### Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (craie) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écaillés et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écaillés de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parois humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb fumé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

#### Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveiller l'état des peintures et effectuer les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Lutter contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

#### En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat de risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

#### Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.

228

10. Certificat de compétence

**BAC**  
BUREAU ASSOCIÉ DE CERTIFICATION

**CERTIFICATION**  
attribuée à :

**Monsieur FRONC RAYMOND**  
Domicile : 10 rue de la République - 92100 CLAMART

**Compétences**

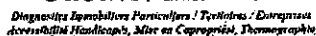
Compétence	Acquis	Date
1. Connaissance des principes de la certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
2. Connaissance des normes de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
3. Connaissance des procédures de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
4. Connaissance des outils de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
5. Connaissance des enjeux de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
6. Connaissance des acteurs de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
7. Connaissance des risques de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
8. Connaissance des bénéfices de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
9. Connaissance des limites de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017
10. Connaissance des évolutions de certification	<input checked="" type="checkbox"/>	10/05/2017

**Signature du candidat :** *[Signature]* **Date :** 10/05/2017

**Signature du certificateur :** *[Signature]* **Date :** 10/05/2017

**Préparateur :** *[Signature]* **Date :** 10/05/2017





**RAPPORT N° KADOUCHE 6439 18.01.20**

AXA Group, JARIF SA  
Société anonyme au capital de 100 000 000 F  
Rég. Com. 123456789 - SIREN 123456789 - RCS Nanterre  
Siège social : 123 Avenue de la Liberté, 92100 Nanterre Cedex  
Tél. : 01 1 23 45 67 89 - Fax : 01 1 23 45 67 89 - E-mail : info@axa.fr

231

- CALL 609-271-2222 for more information

- LA716095 & 609601 are both in the same 2500 ft. section as LA716094 & 609602

- ASA Darts WEB SA

1. The Commission has received information from the public that the Commission's decision in the case of the *United States v. [redacted]* is not final. The Commission is currently reviewing the matter and will issue a final decision in the near future.

232

- ATA-Flares Ltd SA**  
Rue de l'Industrie 10, 67000 Schœnau  
Tél : 03 88 91 12 34 - Fax : 03 88 91 12 35  
E-mail : [ata@ata-flares.com](mailto:ata@ata-flares.com)

### Attestation de compétence sous section 4

470 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2808 2809 2810 2811 2812 2813 2814 2815 2816 2817

**OPTIMIZER FORMULATION**

### ATTESTATION DE COMPETENCE AVANCEE

As a consequence, the following table shows the results of the regression analysis.

**អំពីការ ប្រកាស**[illegible]

A participant is in possession of a potentially useful information source (computer screen).

1. El grupo de trabajo de la Comisión que ha de evaluar la necesidad de una legislación específica, independiente y completa en materia de protección de los datos personales, debe tener en cuenta los siguientes aspectos:

- 1.1. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.2. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.3. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.4. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.5. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.6. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.7. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.8. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.9. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.
- 1.10. La necesidad de una legislación específica en materia de protección de los datos personales, que sea independiente y completa.


Féj &amp; Touraine le 28 octobre 2017

**Le Royaume  
Chrétien d'Arabie**

Le Directeur  
Jean Louis TREMPER

TEL: 80 000 12-71112 Toluca Centro D  
6000 433 077 310 400 12 C/100 107 100000 Dependencia de la Secretaría de Salud  
TEL: 106 07 20 01 07 E-mail: info@sebsa.gob.mx

23.4



**BUREAU VERITAS**  
Certification

**Certificat**  
N° 123456789

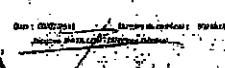
**Monsieur Vincent MEHU**

Le présent certificat atteste que le système de management de la qualité décrit dans le dossier de certification a été évalué et jugé conforme aux exigences de la norme ISO 9001:2015.

Le système de management de la qualité a été évalué et jugé conforme aux exigences de la norme ISO 9001:2015.

Éléments de la norme	Conformité	Commentaire
4.1 Contexte de l'organisme	Conforme	
4.2 Leadership	Conforme	
4.3 Planification	Conforme	
4.4 Support	Conforme	
4.5 Performance	Conforme	
4.6 Évaluation de la conformité	Conforme	
4.7 Amélioration	Conforme	

Date d'émission : 12/01/2020  
Date d'expiration : 12/01/2023

Signature : 

Nom : Vincent MEHU  
Fonction : Responsable Qualité

Bureau Veritas Certification  
15 rue des Bruchers - 38000 L'ÉTOILE-D'AREAU - Tel: 04 78 78 78 30

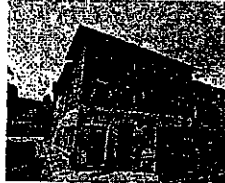
235



*Diagnoses: hemodialysis Particulates / Teratogens / Antiretroviral  
Accessibilities: Healthcare, All: no Copyright, Thermography*

Reference : KADOCHÉ 5438 18.01.20

LA 10/02/2020



**Elle :** Appartement  
**Adresse :** 14 place Paul Doumer  
38540 HEYRIEUX  
**Numéro de lot :** 6-1  
**Référence Cadastre :** AK - 443

**PROPRIETAIRE**

Madame KADOCHÉ Anick  
830 chemin de Lavignon  
38540 MEYRIEUX

## DEMANDEUR

Monsieur MUNOZ Manuel  
59 Cella Soreli Suzon  
75007 03724 MORAIRA TEULADA

Date de visite : 18/01/2020  
Opérateur de repérage : RAYNAUD Franck  
et MEHU Vincent

Rapport HTADDOCHE 54JW 18.01.20

**Cabinet MENU** contact@ca-menu-europe.fr www.ca-menu-europe.fr  
Sûreté sociale : 15 rue des Broches - 78000 LISLE D'AREL - Tel 01 74 74 70 50  
Secours & Aides - Adolescents - Malades - Chômeurs  
RCS Vienne 499 873476 00012 au capital de 8.000 Euros

**W**

236



## Cabinet MEHU

Diagnostics Immobiliers Particuliers : Typhologie, Encregraphes  
Accessibilité Handicapés, MPE ou Copropriété, Thermographie

### NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

RAPPORT N° KADOCHE 6438-18.01.20

Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique

#### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Type de bien : Appartement Nombre de pièces : 1 Étage : 1er Adresse : 14 place Paul Doumer 88540 HEYRIEUX Porte : A gauche dans dévancement Propriétaire : Madame KADOCHE Anick	Lot N° : 8_1 Réf. Cadastre : AK - 443 880 : Oui Date du permis de construire : < 01 janvier 1949 Date de construction : < 01 janvier 1949
---	---

#### DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

Consommations énergétiques <small>(en image placée pour le diagnostic, la production d'énergie gratuite et la répartition, l'électrification de la production d'énergie à domicile)</small>	Émissions de gaz à effet de serre (GES) <small>(en image placée pour le diagnostic, la production d'énergie gratuite et la répartition)</small>
Consommation conventionnelle : kWh/m².an	Estimation des émissions : kg CO <sub>2</sub> /m².an

#### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Superficie totale : 20,600 m²

#### CONSTAT AMIANTE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

#### DIAGNOSTIC ÉLECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

#### EXPOSITION AU PLOMB

Des revêtements non dégradés, non visibles (classe 1) ou en état d'usage (classe 2) contenant du plomb ont été mis en évidence.

237



# Cabinet MEHU

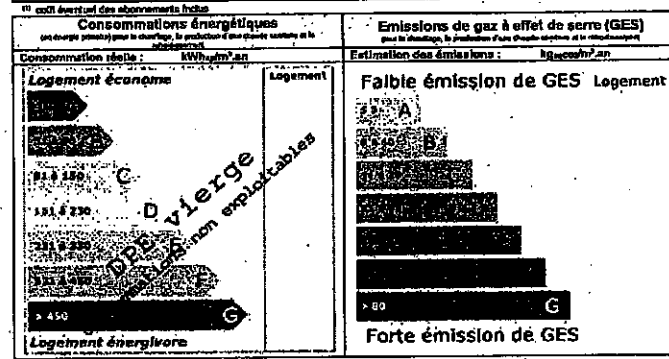
Diagnostic Immobilier Particuliers - Professionnels - Entreprises  
Schémas de Chauffage, Unité de Traitement Thermogaz

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGÉTIQUE - Logement (6.2)

Décret n° 2006-1114 du 6 septembre 2006, Décret n° 2006-1417 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

<b>A. INFORMATIONS GÉNÉRALES</b>	
N° de rapport : KADOCHÉ 8458 18.01.20 Valable jusqu'à : 09/02/2020 Type de bâtiment : Immeuble Collectif Nature : Appartement Année de construction : 1900 Surface habitable : 20,6 m²	Date du rapport : 10/02/2020 Diagnostic : MEHU Vincent Signature :
Adresse : 14 place Paul Doumer 38540 HEYRIEUX INSEE : 58189 Etage : 1er N° de Lot : 51	Référence ADEME : 2038V10012521
Propriétaire : Nom : Madame KADOCHÉ Anick Adresse : 539 chemin de Lavignon 38340 HEYRIEUX	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu): Nom : Adresse :

B. CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ÉNERGIE			
Obtenues au moyen des factures d'énergie du logement des années , prix des énergies indexés au 15/06/2015 :			
Énergie utilisée des consommations	Consommation en énergie finale (kWh <sub>ep</sub> )	Consommation en énergie primaire (kWh <sub>ep</sub> )	Prix annuels d'énergie (€ TTC)
Consommations d'énergie pour les usages domestiques			



Diagnostic de performance énergétique - Logement (6.2)

# C DESCRIPTIF DU LOT A LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS

## C.1 DESCRIPTIF DU LOGEMENT

### TYPE(S) DE MURS

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Epaisseur (cm)	Isolation
Mur 1 ext.	Pierre de taille moellons construits d'un seul matériau / lisse		Extérieur	45	Non isolé
Mur 2 int.	Briques creuses		Croûton	Inconnue	Non isolé

### TYPE(S) DE TOITURE(S) - AUCUNE TOITURE DÉPENDANTE

### TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS - AUCUN PLANCHER BAS DÉPENDANT

### TYPE(S) DE MENUISERIE(S)

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donnée sur	Présence de fermeture	Remplissage en argon ou krypton
Porte 1	Bois Epaveux pleine		Croûton		
Fenêtre 1	Fenêtres battantes ou coulissantes, Menuiserie Bois ou métal bois/métal - double vitrage vertical (x = 6 mm)		Extérieur	OUI	Non

## C.2 DESCRIPTIF DU SYSTEME DE CHAUFFAGE ET DE REFOIDISSEMENT

### TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE CHAUFFAGE

Type de système	Type d'énergie	Présence de pompe	Présence de ventilo	Vitesse	Date de dernière	Support d'installation	Individuel / Collectif
Convecteur électrique NFC	Electricité	no	no	NA	no	Non réglé	Individuel

### Types d'émetteurs liés aux systèmes de chauffage

Convecteur électrique NFC (surface chauffée : 20,6 m²)

### TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE REFOIDISSEMENT - AUCUN

Diagnostic de performance énergétique - logement (DPE)

C.3 DESCRIPTIF DU SYSTÈME D'EAU CHAUDE SANITAIRE							
TYPE(S) DE SYSTÈME(S) D'EAU CHAUDE SANITAIRE							
Type de système	Type d'énergie	Plancher chauffé	Réchauffeur	Ballon	Date de mise en service	Regroupement d'immeubles	Indicateur d'efficacité
Chaudière-eau vertical	Électrique	no	no	NA	no	Non regroupé	Indicé

C.4 DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE VENTILATION		
TYPE DE SYSTÈME DE VENTILATION		
Type de système	Mécanisme sans fil	Chimique sans fil
Ventilation mécanique auto réglable après 1988	Non	Non

C.5 DESCRIPTIF DES ÉQUIPEMENTS UTILISANT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES : AUCUN	
Quantité d'énergie d'origine renouvelable apportée au bâtiment :	Néant

D NOTICE D'INFORMATION	
<p><b>Pourquoi un diagnostic</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour informer le futur locataire ou acheteur ;</li> <li>Pour comparer différents logements entre eux ;</li> <li>Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.</li> </ul> <p><b>Usages recensés</b></p> <p>Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.</p> <p>Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc...) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.</p> <p><b>Constitution de l'étiquette énergie</b></p> <p>La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la convention en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquée par les compteurs ou les relevés.</p>	<p><b>Énergie finale et énergie primaire</b></p> <p>L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fuel domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.</p> <p>L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.</p> <p><b>Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul</b></p> <p>Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.</p> <p>Elle résume les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.</p> <p><b>Énergies renouvelables</b></p> <p>Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.</p>

Diagnostic de performance énergétique - logement (DPE)

240

### Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et la climatisation.

#### Chauffage

- Fermez les volets et ouvrez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19 °C, quand à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'occupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 5°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

#### Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'occupation (départs en congés...) pour éviter les pertes inutiles.
- Préférez les mélangeurs thermostatiques aux mélangeurs.

#### Aération

- Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :
- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyer régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction d'hygiène.

- Ne touchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez parfaitement le logement.

#### Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, le nuit pour rafraîchir.

#### Autres usages

##### Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (à économie d'énergie ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; par ailleurs, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

##### Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

##### Électroménager (cuisson, réfrigération...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

241

## E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Franch	Measures d'amélioration	Commentaires	Credit d'impôt
Simulation 1	Mur en béton ou en briques non isolé avec dessin ou parement extérieur : isolation par l'intérieur. (Pour bénéficier de crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale dans le cas d'un mur de façade ou en pignon, choisir un R 2 3,7 m².K/W, dans la limite d'un plafond de dépenses fixé à 100 € par mètre carré de parois isolées par l'intérieur)		15 % *
Simulation 2	Installation d'une VMC hygrorégulable type B		
Simulation 3	Maintenir et entretenir les volets existants. Un volet d'est moins de consommations de chauffage en hiver, plus de confort en été et plus de sécurité.		
Simulation 4	Il faut fermer les volets en hiver la nuit afin de limiter les déperditions de chaleur et en été la journée afin de limiter les apports solaires.		

\* Taux à 15 % pouvant être majorés à 25 % dans la limite d'un taux de 42 % pour un même matériau, équipement ou appareil si les conditions du fil de l'article 200 quater A du code général des impôts sont respectées.

### Commentaires :

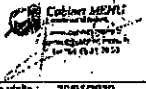
L'actuelle locale ne paie pas de facture d'électricité. Il n'est donc pas possible de récupérer des factures de consommations énergétiques, d'où un résultat DPE vierge.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points Info-Énergie : <http://www.ademe.fr/particuliers/Edifice/infocentre>. Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des luminaires, pensez-y ! [www.luneds.com.fr](http://www.luneds.com.fr)

Pour plus d'informations : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr) ou [www.habitatpauv.fr](http://www.habitatpauv.fr)

## F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature  Cabinet MENU 15 rue des Bruchez 58050 L'ISLE-D'EAU 03 25 18 70 50	Etablissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'EAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MENU Nom du responsable : MENU Vincent Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD N° de police : 12592556804 Date de validité : 31/12/2020
Date de validité : 20/01/2020 Le présent rapport est établi par MENU Vincent dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX N° de certificat de qualification : 8028853 Date d'obtention : 04/02/2018 Version du logiciel utilisé : AnalyseDPE-DPE-3CL2012 version 2.1.1	

242



## Cabinet MEHU

Diagnostics Immobiliers Particuliers / Commerciaux / Entreprises  
Accessibilité Handicapés, Mises en Conformité, Thermographie

### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 98-1107 du 18 décembre 1998 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997.

A. DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment :	Appartement
Nombre de Pièces :	1
Etage :	1er
Numéro de lot :	6
Référence Cadastre :	AX - 443
Adresse :	14 place Paul Doumer 33540 HEYRUEUX
Bâtiment :	
Escalier :	
Porte :	A gauche dans dégagement
Propriété de :	Madame KADOCHÉ Anick 939 chemin de Lavignon 33540 HEYRUEUX
Mise en affectation le :	20/01/2020
Date de l'ordre de mission :	20/01/2020
N° Dossier :	KADOCHÉ 5438 18.01.20 C

Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, concerné par la loi 98-1107 du 18/12/98 est égale à :

**Total : 20,50 m²**  
(Vingt mètres carrés cinquante)

B. DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL			
Pièce ou Local	Etage	Surface Lot Carré	Surface Hors Carré
Séjour/Cuisine	1er	17,500 m²	0,000 m²
Salle d'eau/WC	1er	2,600 m²	0,000 m²
Total		20,100 m²	0,000 m²

Le présent mission rend compte de l'état des surfaces des lots désignés à la date de son versement. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été contrôlée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le versement de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué que par CABINET MEHU qu'il lui indique.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit du signataire.

Cabinet MEHU  
www.cabinet-mehu.fr  
06 51 79 23  
Le Technicien :  
Vincent MEHU

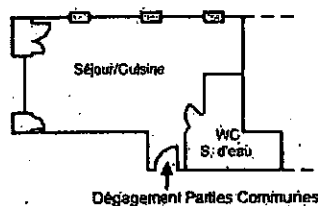
à LYSLE-D'ABEAU, le 10/02/2020

Nom du responsable :  
MEHU Vincent

243

DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



Lot n°S\_1  
ter à gauche sur palier

244



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Particuliers / Entreprises  
Accompagné Habitué, Site en Copropriété, Thermographie

### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Articles R.1334-26-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (inséré par le Décret n°2011-628 du 9 juin 2011); Arrêtés du 12 décembre 2012.

<b>A. INFORMATIONS GENERALES</b>	
<b>A.1 DESIGNATION DU BATIMENT</b>	
Nature du bâtiment : Appartement Cat. du bâtiment : Habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) Nombre de Locaux : 1 Etage : 1er Numéro de Lot : 5_1 Référence Cadastre : AK - 443 Date du Permis de Construire : < 01 janvier 1949 Adresse : 14 place Paul Courmer 38540 HEYRIEUX	Escalier : Bâtiment : Porte : A gauche dans dévatement Propriété de : Madame KADOCHÉ Anick 830 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX
<b>A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
Nom : Monsieur MUNOZ Manuel Adresse : 69 Calle Sorell Buzon 76007 03724 MORAIRA TEULADA Cité :	Documents fournis : Néant Moyens mis à disposition : Néant
<b>A.3 EXECUTION DE LA MISSION</b>	
Rapport N° : KADOCHÉ 5438 18.01.20 A La repérage a été réalisé le : 20/01/2020 Par : MEHU Vincent N° certificat de qualification : 8028953 Date d'obtention : 23/05/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX Date de commande : 20/01/2020	Date d'émission du rapport : 10/02/2020 Accompagnateur : l'habitant Laboratoire d'Analyses : Eurofine Analyse pour le Bâtiment Sud-Est Adresse le bâtiment : CS 40265 2 rue Chénolais Plestin 42000 SAINT-ETIENNE Numéro d'identification : 1-1591 Organisme d'assurance professionnelle : AXA France IARD Adresse assurance : 315 Terrasses de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10592955604 Date de validité : 31/12/2020
<b>B. CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR</b>	
Signature et Cachet de l'entreprise 	Date d'établissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'ABEAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MEHU Nom du responsable : MEHU Vincent Nom du diagnostiqueur : MEHU Vincent

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.  
Rapport N°KADOCHÉ 5438 18.01.20 A

LJA

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 13 rue des Branches - 38040 L'ISLE-D'ABEAU - Tel: 04 74 14 70 50  
Sociétés liées : Rhodens - Alécom - Chambéry  
RCS Metz 459 079470 00012 au capital de 6.000 euros

245

## C SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES.....	1
DESIGNATION DU BATIMENT.....	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION.....	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1
SOMMAIRE.....	2
CONCLUSION(S).....	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION.....	3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....	3
PROGRAMME DE REPERAGE.....	3
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	3
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	3
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	4
RAPPORTS PRECEDENTS.....	4
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	4
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION.....	4
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE.....	4
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	4
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE.....	6
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	6
COMMENTAIRES.....	5
ELEMENTS D'INFORMATION.....	5
ANNEXE 1 - CROQUIS.....	6
ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE.....	7

Annexe

246

# **D. CONCLUSION(S)**

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

# **E. PROGRAMME DE REPERAGE**

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-B du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-B du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Floages
Calefrigeages
Faux plafonds

L'opérateur communique au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-B du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtement dur (plaques marmarite, ardoise-ciment) et enduits de poteaux (carton, ardoise-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), collage perdu, Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisation et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Chapeaux-culots coupe-feu Parois coupe-feu Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (resser, bandes). Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment). Bardages bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en ardoise-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Amiante

247

**F. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE**

Date du repérage : 2006/02/20

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon le lieu cité au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédure de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit y être, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de constat en annexe.

Sens du repérage pour évaluer un local :

**G. RAPPORTS PRECEDENTS**

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

**H. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE**

**LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION**

N°	Local / partie d'immeuble	Étage	Visite	Justification
1	Séjour/Cuisine	1er	OUI	
2	Salle d'eau/WC	1er	OUI	

**DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE**

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Étage	Élément	Zone	Revetement
1	Séjour/Cuisine	1er	Mur	Murs	Briques, plâtre, papier-peint, bois de vernis, peintures
			Plafond	Plafond	Plâtre ou plâtre-beurre
			Plancher	Sol	Parement stratifié
			Conduit de suite	Sol	Ciment, PVC
2	Salle d'eau/WC	1er	Vie	Murs	Plâtre peint, plâtre
			Plafond	Plafond	Plâtre papier-peint
			Conduit de suite	Sol	Ciment, PVC
			Plancher	Sol	Ciment, PVC

**LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR**

Aucun

248

<b>LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE</b>			
Néant			
<b>LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS</b>			
Néant			
<b>RÉSULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION</b> (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)			
Néant			
<b>LEGENDE</b>			
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a7 : Présence de présence d'Amiante
Etat de dégradation des matériaux	F, C, PP	BE : Bon état	DI : Détérioration locale ME : Mauvais état
Autres matériaux	MND : Matériau(s) non dégradé(s)	MD : Matériau(s) dégradé(s)	
Obligation matériaux de type Placage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	1	Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation	
	2	Faire réaliser une surveillance du niveau d'exposition	
	3	Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement	
Recommandations des autres matériaux et produits (résultat de la grille d'évaluation)	EP	Evaluation périodique	
	AC1	Action corrective de premier niveau	
	AC2	Action corrective de second niveau	
<b>COMMENTAIRES</b>			
Néant			

**ELEMENTS D'INFORMATION**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épithéliomes pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la description et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants, présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présente temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il convient de noter aussi que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre maître ou votre préfet. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site internet [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

# ANNEXE 1 - CROQUIS

N° dossier : KADDOCHE 5408 18.01.20				Adressé de l'immobilière : 14 place Paul Doumer 33540 MEYRUEUX	
N° planche : 1/2	Version : 0	Type : Croquis			
Objet du plan : Cahier de diagnostics			Bâtiment - Niveau : Croquis N° 1		

Séjour/Cuisine

WC Salle d'eau

Dégagement Parties Communes

Lot n°5\_1  
1er à gauche sur palier

Annexe

Rapport N°KADDOCHE 5408 18.01.20 A

Client : MEHU contact@cadbat-est.fr www.cadbat-est.fr  
Sage social : 15 rue des Bruchez - 41000 L'ÉCLUSE-ÉPARGNAY - Tél : 01 71 18 78 50

5/6

250

## ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la détermination et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont tracées dans le dossier technique amiante et dans une fiche descriptive que le propriétaire conserve et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-23-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, tracées dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches ainsi que les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces fibres sont aussi les responsables de la fibrose pulmonaire (indurification du tissu pulmonaire) qui se traduit par une diminution de la capacité respiratoire. Ces maladies peuvent être évitées en limitant l'exposition à l'amiante et en évitant de faire des travaux de rénovation, de réparation ou de démolition sans avoir pris les mesures de protection appropriées. Dans le cas d'exposition importante, l'amiante peut provoquer une maladie (indurification) qui réduit la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves provoquer une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été utilisé dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, son usage est devenu progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de son caractère cancérogène, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usage ou lors d'interventions réalisées en raison de l'usure du matériau ou produit (par exemple peinture, carrelage, cloaque, isolation...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection appropriées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-0 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dans les matériaux sortis d'usine par année. Il convient de suivre les recommandations émises par les autorités de repérage des « diagnostics » pour la gestion des matériaux ou produits répertoriés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumise aux dispositions du code du travail  
Il est recommandé aux propriétaires d'établir dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des travaux sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-34 à R. 4412-140 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de réhabilitation ou de confortement du bâtiment et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-128. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2015 pour les entreprises effectuant des travaux de réhabilitation ou confortement des bâtiments existants et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travaux-amiante (<http://www.travaux-amiante.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- passage d'un rouleau pour recroquer un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des câbles situés sous un forage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une condensation collée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque d'inhalation des fibres émises par les outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site Internet internet de l'INRS à l'adresse suivante : [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un démantèlement de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, n'est-elle pas le maître d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, films, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-488 du 25 août 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment aux articles R. 561-1 à R. 561-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'investissement en matière de stockage, transport ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumettent aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

251

#### b. Accord en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de rénovations, voire d'ouvrages. Tous autres déchets contenant du l'amiante sont refusés en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c. Filiales d'élimination des déchets

Les matériaux contenant du l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaisons, masques, gants...) et les déchets issus du nettoyage (pâtées...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filiales d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant du l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou des filiales. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chauffage, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par du l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou des filiales.

#### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'aménagement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : [www.admef.org](http://www.admef.org).


#### e. Trappabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de valorisation). Dans tous les cas, le producteur des déchets doit avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'efficacité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas soumis aux particularités des autres amiantes qui se trouvent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi des déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Amiante

252

**CERTIFICAT DE QUALIFICATION**



**BUREAU VERITAS**  
Paris 15800093

**Certificat**  
Attribué à

**Monsieur Vincent MEHU**


Bureau Veritas Certifications certifie que les compétences de la personne visée ont été évaluées conformément aux exigences de la norme NF EN ISO 9001:2015 et NF EN ISO 14001:2015. Les compétences ont été évaluées par un organisme indépendant de certification de compétences. Les compétences ont été évaluées par un organisme indépendant de certification de compétences.

DOMAINE TECHNIQUE		Compétence	Modalité	Statut
1. Connaissance des produits	1.1. Connaissance des produits	1.1.1. Connaissance des produits	1.1.1.1. Connaissance des produits	1.1.1.1. Connaissance des produits
	1.2. Connaissance des produits	1.2.1. Connaissance des produits	1.2.1.1. Connaissance des produits	1.2.1.1. Connaissance des produits
2. Maîtrise des méthodes	2.1. Maîtrise des méthodes	2.1.1. Maîtrise des méthodes	2.1.1.1. Maîtrise des méthodes	2.1.1.1. Maîtrise des méthodes
	2.2. Maîtrise des méthodes	2.2.1. Maîtrise des méthodes	2.2.1.1. Maîtrise des méthodes	2.2.1.1. Maîtrise des méthodes
3. Connaissance des normes	3.1. Connaissance des normes	3.1.1. Connaissance des normes	3.1.1.1. Connaissance des normes	3.1.1.1. Connaissance des normes
	3.2. Connaissance des normes	3.2.1. Connaissance des normes	3.2.1.1. Connaissance des normes	3.2.1.1. Connaissance des normes
4. Connaissance des réglementations	4.1. Connaissance des réglementations	4.1.1. Connaissance des réglementations	4.1.1.1. Connaissance des réglementations	4.1.1.1. Connaissance des réglementations
	4.2. Connaissance des réglementations	4.2.1. Connaissance des réglementations	4.2.1.1. Connaissance des réglementations	4.2.1.1. Connaissance des réglementations
5. Connaissance des pratiques	5.1. Connaissance des pratiques	5.1.1. Connaissance des pratiques	5.1.1.1. Connaissance des pratiques	5.1.1.1. Connaissance des pratiques
	5.2. Connaissance des pratiques	5.2.1. Connaissance des pratiques	5.2.1.1. Connaissance des pratiques	5.2.1.1. Connaissance des pratiques

**Bureau Veritas**

**Attestation de qualification**

**Attribuée à Monsieur Vincent MEHU**



**cotec**

**Centre de formation et de qualification**

\* Les données de ce certificat sont susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions des normes et des réglementations. Les compétences sont évaluées par un organisme indépendant de certification de compétences. Les compétences sont évaluées par un organisme indépendant de certification de compétences.

Attestation de qualification délivrée par Bureau Veritas Certifications France  
et délivrée au Centre de formation et de qualification par le Centre de formation et de qualification

253



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Travaux / Entretien  
Accessibilité Handicapés, Air en Captivité, Thermographie

### DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 26 septembre 2017 décrivant le modèle et le contenu de l'attestation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation, Articles L. 434-7 et R. 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation, Norme NF C15-600 de Juin 2017.

<b>1. DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES</b>	
• Localisation du ou des immeubles bâti(s) Département : ISERE Commune : HEYRIEUX (38540) Adresse : 14 place Paul Doumer Lieu-dit / Immeuble :  Réf. Cadastre : AK - 443 • Désignation et situation du lot de (co)propriété :	Type d'immeuble : Appartement  Date de construction : < 01 Janvier 1949 Année de l'installation : > à 15 ans  Distributeur d'électricité : Enedis  Rapport n° : KADOCHÉ 6438 18.01.20 ELEC  La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 6
Etage : 1er Porte : A gauche dans dégagement N° de Lot : 5_1	

<b>2. IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
• Identité du donneur d'ordre Nom / Prénom : MUNOZ Manuel Tél : Email : Adresse : 59 Caste Sorell Buzon 76007 03724 MORAIJA TEULADA  • Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : <input type="checkbox"/> Autre le cas échéant (préciser) : <input checked="" type="checkbox"/>  • Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances : Madame KADOCHÉ Anick 930 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX	

<b>3. IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT</b>	
• Identité de l'opérateur : Nom : MEHU Prénom : Vincent Nom et raison sociale de l'entreprise : CABINET MEHU Adresse : 15 rue des Branches 38080 L'ISLE-D'ABEAU N° Siret : 49987347900012 Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD N° de police : 10592856604 date de validité : 31/12/2020 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION, le 21/11/2018, jusqu'au 20/11/2023 N° de certification : 8028833	

Etat de l'installation intérieure d'électricité

257

#### 4 RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation situés en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation éphémères, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphone, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension intérieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, accessibles, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être réparés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des plafonds plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

#### en CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTENTE A LA SECURITE DES PERSONNES

Anomalies vérifiées selon les domaines suivants :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

Néant

2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (2)	N° article (3)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (4)	Observation
B.3.3.6 a1)	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.		B.3.3.6.1	Alors que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre : • protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité < 30 mA.	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)
B.3.3.6 a2)	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.		B.3.3.6.1	Alors que des socles de prise de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suivante est correctement mise en œuvre : • protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité < 30 mA.	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

255

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation (*)	N° article (2)	Libellé des mesures compensatoires correctement mises en œuvre (3)	Observation
				(1) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\geq 30 \text{ mA}$ .	
B.3.3.6 a3)	Au moins un CIRCUIT (n'alimentant pas des sections de prises de courant) n'est pas relié à la terre.		B.3.3.6.1	Alors que des sections de prises de courant ou des CIRCUITS de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la MESURE COMPENSATOIRE suffisante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\geq 30 \text{ mA}$ .	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.6.1)

3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

Néant

4. La liaison équipotentielle et l'installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.	
B.5.3.1 a)	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières applicables à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier - respect des règles de protection contre les chocs électriques liés aux zones).	

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.

Néant

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.5.3 a)	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.	

Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privée ou inversement.

Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

Sans objet

(1) Référence des anomalies selon la norme NF C15-600.

rapport N° RADDOCH 5126 18.01.20 REC

Calixt MENET contact@calixt-menet.fr www.calixt-menet.fr  
Siseo avial : 19 rue des Branches - 33000 LILLE-DEBEAU - Tél: 04 74 18 70 50

3/3

Etat de l'installation électrique existante

256

- (2) Référence des mesures complémentaires selon la norme NF C15-600.  
 (3) Une mesure comparative est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'étude et le libellé de la mesure comparative sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.  
 (4) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une source par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

**Informations complémentaires :**

N° article (1)	Contenu des informations
B.11 a1)	L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.
B.11 b1)	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.
B.11 c1)	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C15-600

**6 AVERTISSEMENT PARTICULIER**

Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon la norme NF C15-600 - Annexe C	Motifs (2)
B.3.3.1 a)	Alors qu'une étiquette mentionne l'absence de PRISE DE TERRE dans l'immeuble collectif, l'ensemble de l'installation est protégé par au moins un dispositif différentiel 30 mA et il existe une LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire en cuisine.	
B.3.3.4 a)	CONNEXION assurée des ELEMENTS CONDUCTEURS de la structure portante et des CANALISATIONS métalliques à la LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale (résistance de continuité $\leq 2$ ohms).	
B.3.3.4 b)	Section satisfaisante du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale.	
B.3.3.4 d)	Qualité satisfaisante des CONNEXIONS validées du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale aux ELEMENTS CONDUCTEURS.	
B.3.3.5 a2)	En immeuble collectif, présence d'une DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE au répartiteur de terre du TABLEAU DE REPARTITION en partie privative.	
B.3.3.5 b2)	En immeuble collectif, section satisfaisante de la DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE visible en partie privative.	
B.4.3 a1)	Présence d'une PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES à l'origine de chaque CIRCUIT.	

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection agréé dans le domaine de l'électricité, ou si l'installation électrique n'est pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée.

Etat de l'installation technique d'électricité

257

(7) Rappreneur des numéros d'article selon la norme NF C15-600 - Annexe C

(8) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :

- « Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (câble), n'est démontée, chaque de ne pouvant être réparé sans dommage. »
- « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démontar dans le cadre du présent DIAGNOSTIC : de ce fait, la section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être vérifiés. »
- « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'ont pas été vérifiées le jour de la visite. »
- « Le(s) caractère(s) d'origine du (des) CIRCUIT(S) protégé(s) par le(s) INTERRUPTEUR(S) différentiel(s) ne peuvent pas être évalués. »
- « L'installation est alimentée par un poste à haute tension privé qui est exclu du domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dont lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier. »
- « La nature TOUTE de la source n'a pas pu être vérifiée. »
- « Le calibre de ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURTENSIONS est » 63 A pour un DISJONCTEUR ou 32 A pour un fusible. »
- « Le courant de régime du DISJONCTEUR de branchement est » 80 A en monophasé ou » 60 A en triphasé. »
- « Le matériel dit « en-cas-à-terre » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'essai de fonctionnement. »
- « Les bornes ou du disjoncteur de branchement ou de la section d'alimentation ou de des tableaux électriques comportent plusieurs conducteurs en parallèle. »
- « Toute autre raison, admette à l'installation, dérivant de ou les impossibilités de procéder aux(s) constat(s) concerné(s). »

## 7 CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme NF C15-600 :

Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

- INSTALLATION DE MISE A LA TERRE située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (PRISE DE TERRE, CONDUCTEUR DE TERRE, borne ou barrette principale de terre, LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) existence et caractéristiques.

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

- La valeur mesurée de la résistance de la PRISE DE TERRE depuis la partie privative n'est pas en adéquation avec la sensibilité du (ou des) dispositif(s) différentiel(s) ; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.

## 8 EXPLICATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

<b>Appareil extensif de commande et de protection</b>
Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.
Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadéquat ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrocution, voire d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique).
<b>Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation</b>
Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.
Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrocution, voire d'une électrocution.
<b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b>
Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.
L'absence de ces éléments ou leur existence partielle peut être la cause d'une électrocution, voire d'une électrocution.
<b>Dispositif de protection contre les surintensités</b>
Les disjoncteurs différentiels ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

Rapport NF C15-600 5438 1A.01.20 ELEC

Chien MIEU contact@chien-mieu.fr www.chien-mieu.fr  
Siège social : 15 rue des Bruchers - 34060 L'YSSIEUX-LEZ-TOULOUSE - Tél 04 74 48 10 30

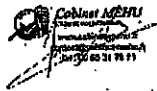
4/9

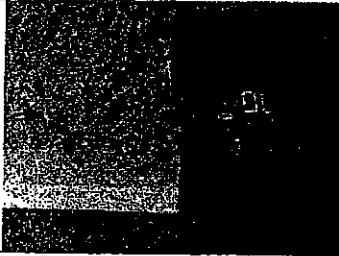
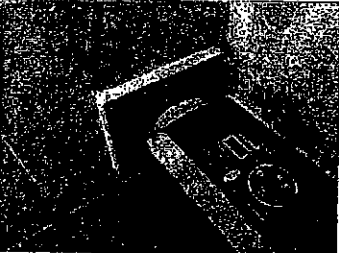
Etat de l'installation électrique d'habitation

258

<p>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p> <p><b>Isolation insuffisante dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</b> Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence prive d'abord, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p> <p><b>Conditions particulières, les locaux contenant une baignoire ou une douche :</b> Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p> <p><b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct :</b> Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, boîtes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importantes risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p><b>Matériels électriques vétustes ou inadéquats à l'usage :</b> Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection suffisante contre les contacts aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolation suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importantes risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p><b>Appareils d'installation situés dans des parties communes et adjacents depuis les parties privatives :</b> Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p><b>Plaque sèche ou bassin de fontaine :</b> Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la plaque ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de choc électrique, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p>Informations complémentaires :</p> <p><b>Dispositifs différentiels à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique :</b> L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défectuosité occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique...) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p> <p><b>Socle de prise de courant de type A sécurisé :</b> L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une prise d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p> <p><b>Socle de prise de courant de type A sécurisé (16mm minimum) :</b> La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.</p>
<p><b>9 IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :</b></p> <p>Néant</p>


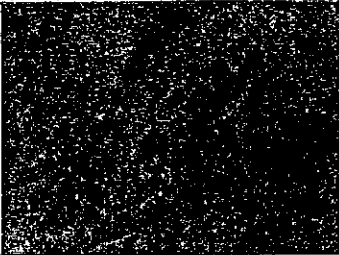
Etat de l'installation électrique d'habitat

DATE, SIGNATURE ET CACHET	
Dates de visite et d'établissement de l'état	
Visite effectuée le 10/02/2020	
Date de fin de validité : 09/02/2023	
Etat rédigé à L'ISLE-D'ABEAU Le 10/02/2020	
Nom : MEHU Prénom : Vincent	
	

ANNEXE 1 - PHOTO(S) DES ANOMALIES	
Point de contrôle n° B.3.3.8 a1)	
	
Description :	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.
Observation(s) :	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.8.1)
Point de contrôle n° B.3.3.8 a2)	
	
Description :	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.
Observation(s) :	(Anomalie compensée par le point de contrôle B.3.3.8.1)

Etat de l'installation électrique d'habitation

260

Point de contrôle N° B.8.3.1 a)	
	
Description :	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (séparation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier - respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).
Observation(s)	
Point de contrôle N° B.8.3 a)	
	
Description :	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.
Observation(s)	

Etat de l'installation électrique d'habitat

261



## Cabinet MEHU

Diagnostique Immobilière Particuliers / Tertiaires / Entreprises  
Accessibilité Handicapés, Mise en Copropriété, Thermographie

CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)							
<p>Décret 2000-424 du 18 avril 2000 - article 10 du 10 avril 2001 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.</p> <p>L'objectif du constat est l'identification des revêtements contenant du plomb dans les logements d'habitation existants avant le 15 janvier 2019 et classés 1.</p> <p>- Dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1234-4 du Code de la Santé Publique, l'acheteur ou son représentant doit être informé par le vendeur ou son représentant des risques d'exposition au plomb des revêtements intérieurs du logement (peinture, papier, gypse, plâtre, etc.).</p> <p>- Dans le cas de la mise en location de locaux professionnels en application de l'article L. 1234-7 du Code de la Santé Publique, l'employeur ou son représentant doit être informé par le propriétaire ou son représentant des risques d'exposition au plomb des revêtements intérieurs du logement (peinture, papier, gypse, plâtre, etc.).</p> <p>- Dans le cas de la mise en location de locaux à usage professionnel en application de l'article L. 1234-7 du Code de la Santé Publique, l'employeur ou son représentant doit être informé par le propriétaire ou son représentant des risques d'exposition au plomb des revêtements intérieurs du logement (peinture, papier, gypse, plâtre, etc.).</p> <p>La recherche de revêtements en plomb se fait par une analyse de l'ensemble des revêtements du logement, à l'exception des revêtements en plomb situés dans les parties communes du logement, à l'exception des revêtements en plomb situés dans les parties communes du logement, à l'exception des revêtements en plomb situés dans les parties communes du logement.</p>							
N° de dossier : 2020-0091KADOUCHE MEYRIEUX-1ER-GAUCHE - 6439				Date de validité : 18/01/2020 Date du rapport : 18/01/2020			
Renseignements relatifs au bien							
Propriétaire : Mme KADOUCHE Anick Lieu d'intervention : 14 Place Paul Doumer 33540 MEYRIEUX		Photo générale (le cas échéant)		Commanditaire : Cabinet MEHU 15 Rue des Branches 33000 L'ISLE D'ABEAU			
Concerné		Nature de la mission		Présence d'amiante mineur de - de 8 ans :			
<input checked="" type="checkbox"/> Parties privatives <input type="checkbox"/> Parties communes		<input type="checkbox"/> Avant vente <input type="checkbox"/> Avant location <input type="checkbox"/> Avant travaux		Non Occupation du logement : Vide			
Matériel utilisé							
Appareil d'analyse	Date limite d'utilisation	Nature du matériel	Arrière plan de la date de chargement	N° Série	Date de chargement de la source radioactive	ASN n°	Nom de la personne compétente PCR
PROTEC	18/08/2021	Orbital 37	AMM 37	2660	19/08/2019	T180176 5100-3517 en 3/29/2022	RAYNAUD
Conclusion							
Lors de la présente mission, 50 unités de diagnostic ont été réalisées.							
Le jour de l'expertise, il a été repéré au moins une unité de diagnostic, contenant du plomb au-dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint). Présence de revêtements non dégradés ou non visibles ou en état d'usage contenant du plomb (classe 1 et 2), le propriétaire du bien doit alors veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.							
Nombre d'unités de diagnostic / Nombre total		TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
50/100%		50/100%	4/8.2%	42/85.7%	3/6.1%	0/0.0%	0/0.0%
<p>« Si l'unité au moins une unité de classe 1 ou 2 briser la présente unité de diagnostic. Le constat met en évidence la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égales aux seuils définis par les articles L. 1234-7 et L. 1234-8 du Code de la Santé Publique. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future. »</p> <p>« Si l'unité au moins une unité de classe 2 briser la présente unité de diagnostic. Le constat met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égales aux seuils définis par les articles L. 1234-7 et L. 1234-8 du Code de la Santé Publique. En application de l'article L. 1234-8 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également évaluer les coûts estimés de ces travaux, y compris les coûts de déplacement de la population ou de la perte d'habitat occasionnée et à tous les points de vue de la sécurité des occupants et à tous les points de vue de la sécurité des occupants. »</p>							
Désignation du diagnostiqueur							
Nom - Prénom : RAYNAUD Frank N° certificat : 020-0201		Assurance : AXA FRANCE IARD SA N° : 1059226604		Signature du titulaire du certificat : RAYNAUD Frank			
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Contrôle Certification B2C16 rue Eugène Delacroix 67200 STRASBOURG		Adresse : 313 Terrasses de l'Arché CP - Ville : 67000 NANTERRE					

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 13 rue des Branches - 33000 L'Isle d'Abau - Tel: 04 74 18 70 50  
Secteurs Istres - Rhodanien - Massonnais & Chambrien  
RCS Vienne 493 873478 00011 au capital de 4 000 Euros

262

## Sommaire

1. Synthèse des résultats	3
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	3
b. Situations de risque de saturnisme infantile	3
c. Facteurs de dégradation du bâti	3
2. Mission	3
a. Objectif de la prestation	3
b. Références réglementaires	3
3. Description du ou des bâtiments	4
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	4
5. Tableau récapitulatif des relevés	5
6. Commentaires sur les informations indiquées	7
a. Classement des unités de diagnostic	7
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	7
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	7
7. Signatures et informations diverses	8
8. Schémas	9
9. Notice d'information	10
10. Certificat de compétence	11
11. Attestation d'assurance	12

263

### 1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il a été repéré au moins une unité de diagnostic, contenant du plomb au-dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint). Présence de revêtements non dégradés ou non visibles ou en état d'usage contenant du plomb (classe 1 et 2), le propriétaire du bien doit alors veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

#### a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	50/100%	4/8.2%	42/85.7%	3/6.1%	0/0.0%	0/0.0%

#### b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du présent constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

#### c. Facteurs de dégradation du bâti

Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		Non
Traces importantes de condensation ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité		Non

### 2. Mission

#### a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.  
Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.  
Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.  
Note : Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

#### b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 69-483 du 9 juin 1969 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.52-1 à L.52-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n° 2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'Habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334-12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X46-050 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

Page 3 sur 12

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr  
Siège social: 15 rue des Branches - 38080 L'Isle d'Abeau - Tel: 04 74 18 70 50

264

### 3. Description du ou des bâtiments

DESCRIPTION DU SITE	
Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation Situé situé au 1er étage gauche comprenant : Sépoulcristine, salle d'eau/WC	
PROPRIÉTAIRE DU OU DES BATIMENTS	
Nom ou raison sociale	: Mme KADOUCHE Anick
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code Postal	: 38540
Ville	: MEYRIEUX
PERIMÈTRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: ISERE
Commune	: MEYRIEUX
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code postal	: 38540
Information complémentaire d'habitation) Appartement T1	: Habitation (parties privatives d'immeuble collectif
Référence cadastrale	: Non communiquée
Lois de copropriété	: NC
LOCAUX VISITES	
Sépoulcristine	
Salle d'eau / WC	
Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite	
Mme KADOUCHE Anick	
Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Aucun	
Commentaires	
Aucun	
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	
Laboratoire	
Nom du laboratoire (nom du conseil, adresse...):	

265

5. Tableau récapitulatif des relèves

N°	Places	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Matériau	Revêtement apparent	Etat de conservation	Mesure 1 (mètre)	Mesure 2 (mètre)	Mesure 3 (mètre)	Notre de la dégradation	Classement	Proportion de l'élément	Obs.
1	Séjour/salons	A	Mur	Plâtre	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
2	Séjour/salons	B	Mur	Taille de verre	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
3	Séjour/salons	C	Mur	Taille de verre	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
4	Séjour/salons	A	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
5	Séjour/salons	B	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
6	Séjour/salons	C	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
7	Séjour/salons	D	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
8	Séjour/salons	E	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
9	Séjour/salons	F	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
10	Séjour/salons	G	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
11	Séjour/salons	H	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
12	Séjour/salons	I	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
13	Séjour/salons	J	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
14	Séjour/salons	K	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
15	Séjour/salons	L	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
16	Séjour/salons	M	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
17	Séjour/salons	N	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
18	Séjour/salons	O	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
19	Séjour/salons	P	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
20	Séjour/salons	Q	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
21	Séjour/salons	R	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
22	Séjour/salons	S	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
23	Séjour/salons	T	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
24	Séjour/salons	U	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
25	Séjour/salons	V	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
26	Séjour/salons	W	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
27	Séjour/salons	X	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
28	Séjour/salons	Y	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
29	Séjour/salons	Z	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
30	Séjour/salons	AA	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
31	Séjour/salons	AB	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
32	Séjour/salons	AC	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
33	Séjour/salons	AD	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
34	Séjour/salons	AE	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
35	Séjour/salons	AF	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
36	Séjour/salons	AG	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
37	Séjour/salons	AH	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
38	Séjour/salons	AI	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		
39	Séjour/salons	AJ	Plafond	Bois	Peinture	Peinture	0,0	0,0	0,0		0		

Page 5 sur 10

N°	Pièce	Zone	Unité de mesure ou élément	Substrat	Enduit appliqué	Taux de recouvrement	Mesure 1 (mètres)	Mesure 2 (mètres)	Mesure 3 (mètres)	Mesure de la dégradation	Classement	Coef. de dégradation du bti	Obs.
39	Salle d'attente		Plafond	Plâtre	Peinture		0,5	0,0			0		
40	Salle d'attente		Plafond	Plâtre	Peinture		0,5	0,0			0		
41	Niveau total d'unités de diagnostic						38			Nombre d'unités de classe 3	0	% de classe 3	0,0%
42	Salle d'attente / WC	A	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
43	Salle d'attente / WC	B	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
44	Salle d'attente / WC	C	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
45	Salle d'attente / WC	D	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
46	Salle d'attente / WC	E	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
47	Salle d'attente / WC	F	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
48	Salle d'attente / WC	G	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
49	Salle d'attente / WC	H	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
50	Salle d'attente / WC	I	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
51	Salle d'attente / WC	J	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
52	Salle d'attente / WC	K	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
53	Salle d'attente / WC	L	Mur	Plâtre	Peinture		0,0	0,0			0		
54	Niveau total d'unités de diagnostic						11			Nombre d'unités de classe 3	0	% de classe 3	0,0%
55	Endossement						1,0						
56	Endossement						1,0						
57	Endossement						1,0						

1 : La plaque ou le plâtre mesuré de l'élément ou celui du joint adjacent  
 2 : Des traces importantes de colures, de décollages ou d'effacement d'un ou des revêtements  
 3 : Des traces de malfaçons ou de nombreuses bulles d'humidité ont été repérées

Tableau de classement des pièces du bti

Pièce	UD Classe 0	UD Classe 1	UD Classe 2	UD Classe 3	Non Mesuré
Salle d'attente	32,7843%	37,79%	0,00%	0,00%	37,82%
Salle d'attente / WC	10,000%	0,00%	0,00%	0,00%	17,81%

267

## 6. Commentaires sur les informations indiquées

### a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
> SEUILS	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

#### Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.
- 3 - Le propriétaire doit :
  - o Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants.
  - o Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

#### b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- Non visible : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- Non dégradé
- Etat d'usage, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, micro fissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- Dégradé, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (poussiérage, écaillage, cloquage, fissures, fêlure, traces de grattage, lézardes).

#### c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses tâches d'humidité	5

7. Signatures et informations diverses

Je soussigné, RAYNAUD Frank, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par Bureau Contrôle Certification B2C pour la spécialité : CREP PLOMB.  
Cette information est vérifiable auprès de : Bureau Contrôle Certification B2C

Intervenant : RAYNAUD Frank  
Fait à : VALENCIN  
Le : 22/01/2020

Signature :



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

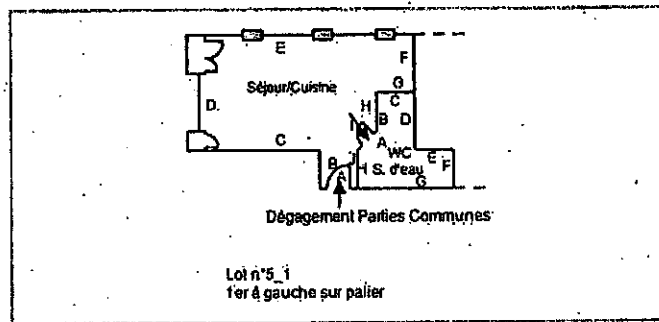
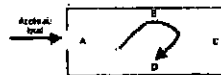
Validité du rapport

Durée de validité : 1 an à compter de la date de validé, soit jusqu'au 17/01/2021

Conformément à l'article R 271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, la validité du présent rapport est limitée à moins de 1 an (sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L 271-5) par rapport à la date de promesse de vente ou à la date de l'acte authentique de vente de tout ou partie de l'immeuble bâti objet du présent rapport ; la date d'établissement du rapport étant prise en référence.

Pièces jointes :  
• Néant

# 8. Schémas



270

### 5.- Notice d'information

#### Annexe II de l'arrêté du 18 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser la placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'à vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écaillés et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation. Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écaillés de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les petites réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Luttez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.

271

## 10. Certificat de compétence

[illegible]

272





En application des articles L.125-5 à 7 et R125-38 du code de l'environnement

Date de réalisation : 20 janvier 2020 (Variable 9 mois)  
Selon les informations citées & disponibles par arrêté préfectoral :  
AF 95-2013-02-20-001 du 22 février 2013.

## SYNTHÈSE

A ce jour, la commune de Meyrieux est soumise à l'obligation d'Information Acquiesce Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre intervenue est nécessaire.

Voire contenance				Voire limitation		
Type	Nature du risque	Etat de la pondération	Déjà	Concerne	Vraiment	Risk
PPEP	Inondation Par une eau contaminée de qualité	accepté	EXISTANT	non	non	p.A.
PPEP	Inondation Par ruissellement et égout de zone	accepté	EXISTANT	non	non	p.A.
	Zonage de stabilité 0 - instable					
	Zonage de pouvoir redon : 0 - faible avec risque de INONDATION					

\* "Zinebe Mendiko de la Fianza d'Artis Formare des amells REA5-1 e de Casu de l'Entrenament modells per la Derreta n°1010-1254 e n°1201p-1253 de 23 d'octubre 2018 així que partitells de 27 d'octubre 2018 per després regles de construcció parafràstica - EUROCODE 4).

**Cyrtine** Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. / Document released pursuant to the Access to Information Act. 1

**Impression officielle** 2

**Procédures ne concernant pas l'immunité** 3

**Déclaration de conflits d'intérêts** 4

**Présentations de travail, Documents de référence, Conclusions** 5

**Annexes** 6

**Cabinet MEHU** contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Bruchères - 59050 L'Isle d'Abeau - Tel: 09 63 31 19 23  
Sociétés : Bénévis - Rhodanien - Alécanolis - Cheminbrien  
RUE Vieux des Pâtures 59012 en capital de 1.200 euros

274



## Cabinet MEHU

Diagnostic Amélioration Performance / Techniques / Entreprises  
Analyse des Risques, Mise en Conformité, Transparence

### Etat des Risques et Pollutions

et des nuisances, nuisances technologiques, bruit et pollution des sols

en application des articles L.1753-67, L.1753-68, L.1753-69 et L.1753-70 du Code de l'environnement et de l'article L.1753 du règlement CE de mise en œuvre

1. Cet état, relatif aux obligations, informations, recherches et investigations obligées en vertu des dispositions relatives, relatives ou technologiques  
notamment l'ensemble, est établi sur la base des informations reçues à disposition par unité professionnelle

31.01.14-22.02.01

31.01.14-22.02.01

2. Adresse

Document réalisé le : 10/01/2015

1/15 Adresse Paul Doumer

91100 Evry

91100 Evry

3. Situation de l'ensemble au regard du plan de prévention des risques naturels (PPN)

L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPN : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPN : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPN : ☐ non ☒ oui  
Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes :

Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes : ☐ non ☒ oui

L'ensemble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPN : ☐ non ☒ oui

4. Situation de l'ensemble au regard du plan de prévention des risques industriels (PRI)

L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRI : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRI : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRI : ☐ non ☒ oui  
Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes :

Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes : ☐ non ☒ oui

L'ensemble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPN : ☐ non ☒ oui

5. Situation de l'ensemble au regard du plan de prévention des risques technologiques (PRT)

L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRT : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRT : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PRT : ☐ non ☒ oui  
Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes :

Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes : ☐ non ☒ oui

6. Situation de l'ensemble au regard de l'usage réglementaire pour le plan de prévention des risques (PPR)

L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes :

Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes : ☐ non ☒ oui

7. Situation de l'ensemble au regard du plan de prévention des risques (PPR)

L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
L'ensemble est situé dans le périmètre d'un PPR : ☐ non ☒ oui  
Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes :

Les dispositions relatives aux risques sont les suivantes : ☐ non ☒ oui

8. Information relative aux risques technologiques par l'existence d'une catastrophe naturelle

L'ensemble est concerné par une catastrophe naturelle : ☐ non ☒ oui

9. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

10. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

11. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

12. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

13. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

14. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

15. Situation de l'ensemble au regard de la pollution des sols

L'ensemble est situé dans le périmètre d'une pollution des sols : ☐ non ☒ oui

275



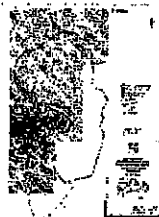
**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Particulier / Le Maître / Entreprise  
Accrédité Habitat 60, 30 ans d'expérience, 100% Français

### Cartographies ne concernant pas l'immeuble

*Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :*

Le PPRn multirisque, approuvé le 09/07/2008

Pris en considération : Par une zone (délimitation de cours d'eau), Par l'assainissement et route de base



Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Bouches - 59000 Lille d'Abbeville - Tél: 09 65 51 19 23  
Sociétés : Rhodanien - Rhône-Alpes - Champagne  
SIRET 499 124 79 0001 au capital de 5.000 euros

276



en application des articles L.125-5 et R125-18 du Code de l'environnement

61, à votre connaissance, intervenus ou fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la survenance d'un arrêt de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnité".

**Arrêtés CATNAT sur la commune de Heyrieux**[illegible]

Page 10 of 10

Préfecture : Grenoble - Indre  
Commune : Meyrieux

Adresse de l'imprimeur :  
1415 place Paul Doumer  
38540 Meyrieux  
France

**Enable In :**

**Vandew:**

Acquiescent :

**KADOKE Artich**

**Cabliert MEHU** contact@cabliert-mehu.fr www.cabliert-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Bruchers - 33000 L'Isle d'Eleu - Tel: 09 65 51 79 23  
Succursales : La Trévis - Rhodézien - Béarnais - Charentais  
RCS Nanterre 499 53479 0001 au capital de 2.000 euros

274



**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Particulier / Tertiaire / Entreprise  
Assurance Incendie, Eau et Électricité, Thermique

## Prescriptions de travaux

Région

## Documents de référence

Annexes

## Conclusions

L'Etat des Risques émis par CABINET MEHU en date du 20/10/2019 fait apparaître que la structure dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 20-0219-03-22-021 en date du 22/02/2019 en matière d'obligation d'information. Aucune Loi n'a été prise par les Risques Incendie, Eau et Électricité.

Selon les informations reçues à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le Bâtiment est situé sous le :

- Le risque électrique (niveau 3, électricité Modérée) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8

## Sommaire des annexes

► Arrêté Préfectoral départemental n° 20-0219-03-22-021 du 22 février 2019

► Cartographie :

• Cartographie réglementaire de la structure

A titre indicatif, ces annexes sont jointes au présent rapport

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 13 rue des Brancards - 34080 L'Isle d'Isac - Tél: 09 65 31 79 23  
Succursales : Montpellier - Perpignan - Nîmes - Carcassonne - Narbonne  
ACS Niveau 400 173/19 Niveau 1000 1000

278



PREFET DE L'ISERE

Direction départementale des territoires  
Service sécurité et risques

## ARRÊTÉ N° 38-2019-02- 22 - 001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR  
L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR  
LES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PRÉFET DE L'ISÈRE,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012033-0028 du 2 février 2012 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs (dossier départemental des risques majeurs) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 modifiant la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 juin 2016 portant délimitation des zones à potentiel redon du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-28-007 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle «Villages du Lac de Paladru» issue de la fusion des communes de Le Pin et de Paladru ;

Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Sécurité et Risques  
17 Bd Joseph Vallier - BP 45 - 38040 GRENOBLE CEDEX 9

279

- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-28-008 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle «Arandon-Passins» issue de la fusion des communes d'Arandon et de Passins ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-09-02-016 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Le Sire en Charbonnières» issue de la fusion des communes de Saint-Julien-de-Ratz et de Pommiers-la-Picote ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-09-02-018 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Les Deux Alpes» issue de la fusion des communes de Mont de Larn et de Venosc ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-11-18-004 du 18 novembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Châtel-en-Trièves» issue de la fusion des communes de Cordéac et de Saint-Sébastien ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-09-26-013 du 26 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Omèdes-Balbins» issue de la fusion des communes de Balbins et d'Omèdes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-10-11-008 du 11 octobre 2016 portant création de la commune nouvelle «Val-de-Vireux» issue de la fusion des communes de Parissage et de Vireux ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-007 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Plateau-des-Petites-Roches» issue de la fusion des communes de Saint-Bernard-du-Touvet, de Saint-Hilaire-du-Tauvet et de Saint-Pancras ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-008 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Chantepérier» issue de la fusion des communes de Chantelouve et de Le Périer ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-009 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Le Haut-Bredas» issue de la fusion des communes de La Fertère et de Pinsat ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-11-12-008 du 12 novembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Porte des Bonnevaux» issue de la fusion des communes d'Arzey, de Combe, de Nantoin et de Semons ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-21-010 du 21 décembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 38-2016-11-12-008 pour modifier la graphie du nom de la commune nouvelle «Porte-des-Bonnevaux» au lieu de «Porte des Bonnevaux» ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental par intérim des territoires de l'Aisne,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

L'arrêté du 6 février 2018 est abrogé. Il est remplacé par le présent arrêté.

### ARTICLE 2

La liste des communes figurant sur l'arrêté préfectoral du 6 février 2018 est modifiée selon le tableau annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 3

L'information des citoyens sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM).

### ARTICLE 4

Cette information est complétée dans les communes listées en annexe du présent arrêté par le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et les maires sont informés de cette publication. Cet arrêté sera affiché dans la mairie des communes citées à l'article 2 pendant un mois.

Une copie de cet acte et une copie de la liste annexée sont adressées à la chambre départementale des notaires.

Cet arrêté sera accessible sur le site Internet de la préfecture (<http://www.laure.gouv.fr>).

### ARTICLE 6

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera transmis à monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Vizille et à monsieur le sous-préfet de La Tour du Pin.

Grenoble, le 22 FEV. 2019

Le préfet

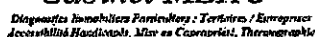
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe PORTAL

Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Sécurité et Risques  
17 Bd Joseph Vallier - BP 45 - 38040 GRENOBLE CEDEX 9

281





**RAPPORT N° KADOUCHE 6438 18.01.20**

### Attestation d'assurance RC Pro 2020



ကျေးဇူးတင်ပြီး ခင်ဗျား ပေးချမ်းမယ်လို့  
ပြောနေပါက အတိအကျ ပြောနိုင်ပါသလား။

Ceux, notamment, AXA FRANCE GARD S.A., Société d'assurance dont le Siège Social est situé 31 Boulevard de l'Arc-en-Ciel - 92727 MONTREUIL Cedex, déclarent que la :

**CAROLAN MITHU**  
25 WEST BULL ST. APT. 205  
BOSTON 1, MASS. 02111  
408-6941 ext. 2009

À adresser par l'intermédiaire de LSN ASSOCIATES, 1 rue des Remparts 75 001 Paris Cedex 07, pour toutes communications relatives à la CB de Sécurité sociale n° 105 175 5406.

[illegible]

**CITY CODE:** [View the City Code](#) for information on how to file a complaint.

- [illegible]

**ATTA TRIPLEX**

283

- Copyright © 2000 by John Wiley & Sons, Inc.

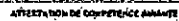
- CATEGORY 1 consists of activities performed by the staff of the following categories:

- ATA Travel Service  
 10000 Wilshire Blvd., Suite 1000, Los Angeles, CA 90024  
 Tel: (213) 746-1000, Fax: (213) 746-1001  
 Telex: 350000, Cable: 350000, Internet: www.ata-travel.com

- AIR FRANCE SA**  
 10 rue de Valenciennes - 75019 Paris  
 Téléphone : 01 47 86 86 86 - Telex : 210 000 AF - Fax : 01 47 86 86 86  
 Courriel : airfrance@airfrance.fr

285

© 1997 by John Wiley & Sons, Inc.



**MEHL Vincent**

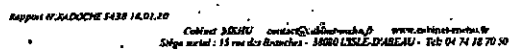
A pathway is a formation or a path by which a substance is transported.

FALL &amp; WINTER 2017

**Le Divorce  
Jean-Luc TOUL**

Report N° XADGCHZ 5478 1A.01.20

Cabinet MEDHU contact@cabinet-medhu.fr www.cabinet-medhu.fr  
 Siège social : 13 rue des Brumes - 58000 LESTEREAU - Tel : 04 74 19 70 50



287

Annex S - CDV



**Cabinet MEHU**

Diagnostic Immobilier Particulier / Tertiaire ; Entretien  
Accessibilité Handicapés, Mise en Conformité, Thermographie

**DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES**

Référence : KADOCHÉ 6441 18.01.20

Le 18/02/2020



**Rien :** Parties communes d'immeuble  
**Adresse :** 14 place Paul Doumer  
38540 HEYRIEUX  
**Référence Cadastre :** AK - 443

**PROPRIÉTAIRE**

Madame KADOCHÉ Arick  
930 chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

**DEMANDEUR**

Monsieur MUNOZ Manuel  
59 Calle Sorell Buzon  
75007 03724 MORAJRA TEULADA

**CONSTAT AMIANTE**

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

**EXPOSITION AU PLOMB**

Absence de revêtements contenant du plomb.

Date de visite : 18/01/2020  
Opérateur de mesure : RAYNAUD Franck  
et MEHU Vincent

Page de garde

Page 1/1

Cabinet MEHU contact@mehu.fr www.mehu.fr  
Siret social : 15 rue des Brancas - 38000 LYON-CEDEX - Tél: 04 74 18 76 10  
Succursales : Rillieux - Châtillon - Chambéry  
RCS Vienne 498 873479 00012 au capital de 8,000 Euros

288



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Terrains / Entreprises  
Accessibilité Handicapés, Audit en Copropriété, Thermographie

### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique «amiante»

Articles R.1334-14, R.1334-17 et 18, R.1334-20 et 21, R.1334-26-5 du Code de la Santé Publique (Introduits par le Décret n°2011-626 du 3 juin 2011) ;

Arrêté du 12 décembre 2012, arrêté du 21 décembre 2012 ;

<b>A INFORMATIONS GENERALES</b>	
<b>A.1 DESIGNATION DU BATIMENT</b>	
Nature du bâtiment : Parties communes d'immeuble Cat. du bâtiment : Habitation (Parties communes) Nom du Locataire : Etage : 1er. Numéro de Lot : Référence Cadastre : AK - 443 Date du Permis de Construire : < 01 janvier 1949 Adresse : 14 place Paul Doumer 92640 MEYRIEUX	Escalier : Bâtiment : Porte : Propriété de : Madame KADOCHÉ Arick 930 chemin de Levisson 92640 MEYRIEUX
<b>A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE</b>	
Nom : Monsieur MUNOZ Manuel Adresse : 89 Cote Sorel Orlon 75007 03724 MORLAIX TEULADA Qualité :	Documents fournis : N/A Moyens mis à disposition : N/A
<b>A.3 EXECUTION DE LA MISSION</b>	
Rapport N° : KADOCHÉ 5441 18.01.20 A Le repérage a été réalisé le : 10/02/2020 Par : MEHU Vincent N° certificat de qualification : 8028653 Date d'obtention : 23/05/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION 60 avenue du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX Date de commande : 20/01/2020	Date d'émission du rapport : 10/02/2020 Accompagnateur : l'huissier Laboratoire d'Analyses : Eurofins Analyze pour le Bâtiment Sud-Est Adresse laboratoire : CS 40285 3 rue Chanoine Pilon 92000 SAINT-ETIENNE Numéro d'accréditation : 1-1591 Organisme d'assurance professionnelle : AXA France IARD Adresse assurance : 513 Terrasses de l'Aube 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10592956804 Date de validité : 31/12/2020
<b>B CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR</b>	
Signature et Cachet du Diagnostiqueur 	Date d'établissement du rapport : Fait à L'ISLE-D'ABEAU le 10/02/2020 Cabinet : CABINET MEHU Nom du responsable : MEHU Vincent Nom du diagnostiqueur : MEHU Vincent

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.  
Rapport KADOCHÉ 5441 18.01.20 A

Cabinet MEHU - contact@cabinet-mehu.fr - www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 13 rue des Bouches - 92650 L'ISLE-D'ABEAU - Tél 01 71 18 70 50  
Secteurs d'activité : Résidences - Maisons - Commerces  
RCS Meurthe 439 073479 00012 au capital de 5000 Euros

289

<b>C</b>	<b>SOMMAIRE</b>	
INFORMATIONS GENERALES.....	1	
DESIGNATION DU BATIMENT.....	1	
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1	
EXECUTION DE LA MISSION.....	1	
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....	1	
SOMMAIRE.....	2	
CONCLUSION(S).....	3	
LISTE DES LOCALS NON VISITES ET JUSTIFICATION.....	3	
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....	3	
PROGRAMME DE REPERAGE.....	3	
LISTE A DE L'ANNEXE 13-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	3	
LISTE B DE L'ANNEXE 13-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	3	
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	4	
RAPPORTS PRECEDENTS.....	4	
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	4	
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION.....	4	
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE.....	4	
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	4	
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE.....	5	
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5	
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-6 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	5	
COMMENTAIRES.....	5	
ELEMENTS D'INFORMATION.....	5	
ANNEXE 1 - CROQUIS.....	6	
ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE.....	7	

Annexes

290

<b>D CONCLUSION(S)</b>
Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des locaux non visités et justification
Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification
Aucun

**E PROGRAMME DE REPERAGE**

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-6 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-6 du code de la santé publique (Art R.1334-30)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Cabritrages, cages
Poutres planches

L'opérateur communiquera au préalable les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, la préfecture transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-6 du code de la santé publique (Art R.1334-31)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques minérales, amiant-ciment) et entourages de poteaux (ciment, amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), collage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Planchers, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux coïles ou vissés.
Planchère.	Dalles de sol.
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Chapiteaux/coups-d'air	Chapiteaux, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joint (ressort, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Tolues.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment).
Bardages et façades légères.	Bardages bitumineux.
Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)
	Conduits en amiant-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

291

F. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE					
Date du repérage : 10/02/2020					
Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste ci-dessous au programme de repérage.					
Conditions spécifiques du repérage :					
Ce repérage est limité aux matériaux susceptibles sans travaux destructifs d'être à-dire d'entraîner pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.					
En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.					
Procédures de prélèvement :					
Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.					
Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à fondant du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).					
Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.					
L'accès à la zone à risque (périmètre de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'opérateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.					
L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.					
Les informations sur toutes les conditions relatives au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de constat en annexe.					
Sens du repérage pour évaluer un local :					
G. RAPPORTS PRECEDENTS					
Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.					
H. RESULTATS DETAILES DU REPERAGE					
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION					
N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visité	Justification	
1	Dégaragements communs	1er	OUI		
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE					
N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revetement
1	Dégaragements communs	1er	Mur	Mur	Plâtre - Plâtre
			Plafond	Plafond	Plâtre - Plâtre
			Plancher	Sol	Carrelage
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR					
Néant					

<b>LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE</b>			
Néant			
<b>LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS</b>			
Néant			
<b>RÉSULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)</b>			
Néant			
<b>LEGENDE</b>			
Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a7 : Probabilité de présence d'Amiante
Etat de dégradation des matériaux	P, C, FP	BE : Bon état	DL : Détérioration locale ME : Mauvais état
Autres matériaux	MND : Matériau(s) non dégradé(s)	MD : Matériau(s) dégradé(s)	
Obligation matériaux de type Placage, carotage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation 2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement 3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
Recommandations des surcoûts matériaux et produits (résultat de la grille d'évaluation)	EP : Evaluation périodique AC1 : Action corrective de premier niveau AC2 : Action corrective de second niveau		
<b>COMMENTAIRES</b>			
Néant			

**1. ELEMENTS D'INFORMATION**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présente temporairement ou de façon permanente dans l'immobilier. L'information des occupants présente temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il convient de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.ademe.org](http://www.ademe.org)

283

# ANNEXE 1 - CROQUIS

N° dossier : NADOCHE 5441 18.01.20			Adresse de l'immédiat : 14 place Paul Doumer 35540 HEYREUX	
N° planche : 1/1	Version : 0	Type : Croquis		
Origine du plan : Cabinet de diagnostics			Bâtiment - Niveau : 1	Croquis N°1

Dépagement

Parties Communes

Adm. 20

## ANNEXE 2 - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'action et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la détection et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans la fiche descriptive que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-6 du code de la santé publique. La phase II (ou régulière) de la cartographie du dossier technique amiante est destinée à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a également établi documentant un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récurrents ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'épanchements récurrents, notamment d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sévère (pulmonaire) qui réduit la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves provoquer une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'intervention réalisée en cas d'incendie du matériau ou produit (par exemple passage, ponçage, découpe, etc.). Ces situations peuvent être évitées à des expositions importantes et des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'arrêté 15-3 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation de ces matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Interventions de professionnels soumise aux dispositions du code du travail  
Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-54 à R. 4412-142 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de maintenance ou de confortement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-128. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de ténat sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de plâtrerie-châssis. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travaux-amiante (<http://travaux-amiante.inrs.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ([www.inrs.fr](http://www.inrs.fr)).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non dépolluées, par exemple :

- passage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un linteau sans action directe sur celui-ci, du remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante ou par l'usage de masques respiratoires pour limiter tout risque d'inhalation d'amiante en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site Internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [travaux-amiante.inrs.fr](http://travaux-amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. À ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un démantèlement de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets ou ceux du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, fibres, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont rassemblés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 29 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment aux articles R. 501-1 à R. 501-15 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructure en matière de conditionnement, transport et élimination de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'élimination des déchets, hors de chantier, aussi tôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

295

**b. Apport en déchèterie**  
Environ 10 % des déchèteries acceptant les déchets d'amiante s'at à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de mirages, voles d'urtoirs. Tout autre déchet contenant de l'amiante est légitime en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

**c. Règles d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffons...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs modes d'élimination peuvent être envisagés. Les déchets contenant de l'amiante s'at à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifié. En particulier, les déchets s'at au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

**d. Informations sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante s'at et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : [www.adnee.org](http://www.adnee.org).

**e. Trappabilité**


Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BDDA, CERFA n° 11081). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recouvre l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (prestataire de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de traitement). Dans tous les cas, le producteur des déchets doit avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable du gestionnaire l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui ne rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante s'at à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

**CERTIFICAT DE QUALIFICATION**

**BUREAU VERITAS**  
Certification

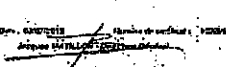
**Certificat**  
Attesté à  
**Monsieur Vincent MEHU**


Par ce Certificat, Bureau Veritas certifie que Monsieur Vincent MEHU a satisfait aux exigences de la norme NF EN 10204 relative à la qualification des personnes chargées de la réalisation des opérations de contrôle non destructif (CND) dans le domaine de la soudure.



DÉTAILS TECHNIQUES	
Norme	Qualification
EN 10204	10204-1
EN 10204	10204-2
EN 10204	10204-3
EN 10204	10204-4
EN 10204	10204-5
EN 10204	10204-6
EN 10204	10204-7
EN 10204	10204-8
EN 10204	10204-9
EN 10204	10204-10
EN 10204	10204-11
EN 10204	10204-12
EN 10204	10204-13
EN 10204	10204-14
EN 10204	10204-15
EN 10204	10204-16
EN 10204	10204-17
EN 10204	10204-18
EN 10204	10204-19
EN 10204	10204-20
EN 10204	10204-21
EN 10204	10204-22
EN 10204	10204-23
EN 10204	10204-24
EN 10204	10204-25
EN 10204	10204-26
EN 10204	10204-27
EN 10204	10204-28
EN 10204	10204-29
EN 10204	10204-30
EN 10204	10204-31
EN 10204	10204-32
EN 10204	10204-33
EN 10204	10204-34
EN 10204	10204-35
EN 10204	10204-36
EN 10204	10204-37
EN 10204	10204-38
EN 10204	10204-39
EN 10204	10204-40
EN 10204	10204-41
EN 10204	10204-42
EN 10204	10204-43
EN 10204	10204-44
EN 10204	10204-45
EN 10204	10204-46
EN 10204	10204-47
EN 10204	10204-48
EN 10204	10204-49
EN 10204	10204-50
EN 10204	10204-51
EN 10204	10204-52
EN 10204	10204-53
EN 10204	10204-54
EN 10204	10204-55
EN 10204	10204-56
EN 10204	10204-57
EN 10204	10204-58
EN 10204	10204-59
EN 10204	10204-60
EN 10204	10204-61
EN 10204	10204-62
EN 10204	10204-63
EN 10204	10204-64
EN 10204	10204-65
EN 10204	10204-66
EN 10204	10204-67
EN 10204	10204-68
EN 10204	10204-69
EN 10204	10204-70
EN 10204	10204-71
EN 10204	10204-72
EN 10204	10204-73
EN 10204	10204-74
EN 10204	10204-75
EN 10204	10204-76
EN 10204	10204-77
EN 10204	10204-78
EN 10204	10204-79
EN 10204	10204-80
EN 10204	10204-81
EN 10204	10204-82
EN 10204	10204-83
EN 10204	10204-84
EN 10204	10204-85
EN 10204	10204-86
EN 10204	10204-87
EN 10204	10204-88
EN 10204	10204-89
EN 10204	10204-90
EN 10204	10204-91
EN 10204	10204-92
EN 10204	10204-93
EN 10204	10204-94
EN 10204	10204-95
EN 10204	10204-96
EN 10204	10204-97
EN 10204	10204-98
EN 10204	10204-99
EN 10204	10204-100

Don : 10204-100

Signature : 




Bureau Veritas est un organisme de certification indépendant, accrédité par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) pour la certification des personnes chargées de la réalisation des opérations de contrôle non destructif (CND) dans le domaine de la soudure.

297



**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier Préventif : Termites : Enregistrements  
Accessibilité Handicapés, Air et Cynégraphes, Thermographie

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (DTA)	
Date de création : 10/02/2020	Ref. du présent DTA : KADOCHÉ 6441 18.01.20 A
Historique des dates de mise à jour :	
<b>1 - IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA</b>	
<b>1a - Propriétaire :</b> Nom : Madame KADOCHÉ Anick Adresse : 930 chemin de Lavignon 38540 HEYRIEUX	
<b>1b - Etablissement :</b> Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué (préciser son nom exact et sa localisation le cas échéant) : Nature du bâtiment : Parties communes d'immeuble Adresse : 14 place Paul Doumer Nombre de pièces : 38540 HEYRIEUX Etage : 1er Bâtiment : Numéro de Lot : Escalier : Référence Cadastre : Porte : Date du permis de construire : AK - 443 < 01 janvier 1949	
<b>1c - Détenteur du dossier technique amiante :</b> Nom : Monsieur MUNOZ Manuel Adresse : 69 Calle Sorell Buzon Fonction : 75007 63724 MORAIRA TEULADA Service : Téléphone :	
<b>1d - Modalités de consultation de ce dossier :</b> Lieu (donner les possibilités de consultation sur support dématérialisé) : Horaires : Contact, si différent du détenteur du dossier :	
<b>1e - Conclusion :</b> Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante	

Rapport KADOCHÉ 6441 18.01.20 A

1/1

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branches - 51060 L'ESLE-DE-BREUIL - Tel: 04 14 18 70 30  
Succursales : Rodez - L'Isle-sur-Touloup - Châteauneuf  
RCS Vervins 499 873479 00012 au capital de 8.000 Euros

298

## SOMMAIRE

<b>1 – IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA.....</b>	<b>1</b>
1a - Propriétaire.....	1
1b - Etablissement.....	1
1c - Détenteur du dossier technique amiante.....	1
1d - Modalités de consultation de ce dossier :.....	1
1e - Conclusion.....	1
<b>2 – RAPPORTS DE REPERAGE.....</b>	<b>3</b>
<b>3 – LISTE DES PARTIES D'IMMEUBLE BÂTI AYANT DONNE LIEU AU REPERAGE.....</b>	<b>3</b>
<b>4 – IDENTIFICATION DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE.....</b>	<b>3</b>
4a- Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
4b- Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
<b>5 – LES EVALUATIONS PERIODIQUES.....</b>	<b>3</b>
5a- Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
5b- Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
<b>6 – TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES.....</b>	<b>3</b>
6a- Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
6b- Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante.....	3
<b>7 – LES RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE.....</b>	<b>4</b>
<b>8 – PLANS ET/OU PHOTOS ET/OU CROQUIS.....</b>	<b>6</b>

2 - RAPPORTS DE REPERAGE				
Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société	Opérateur de repérage	Objet du repérage
KADOCHÉ 5441 18.01.20	10/02/2020	CABINET MEHL	MEHL Vincent	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique cantonal

3 - LISTE DES PARTIES D'IMMEUBLE BÂTI AYANT DONNÉ LIEU AU REPERAGE	
DATE de repérage : 10/02/2020	N° de référence : KADOCHÉ 5441 18.01.20
Type de repérage : Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique cantonal	
Repérage des matériaux de la liste A : Oui Des lieux de l'article R.1234-50 du code de la santé publique	
Repérage des matériaux de la liste B : Oui Des lieux de l'article R.1234-51 du code de la santé publique	
Autres repérages (préciser) :	
Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1) :	
(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.	
N°	Local / partie d'immeuble
1	Département cantonal
Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2) : Aucun	
(2) Tous les locaux non visités, parvenus aux échéances et où l'indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, état sanitaire...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.	

4 - IDENTIFICATION DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
4a- Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant
(1) Matériaux de la liste A : l'état de conservation est défini par un score 1,2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement. 2 Axes de mesure sont pris en compte.
4b- Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant
(2) Matériaux de la liste B : Conclusion conforme aux exigences en matière de la réalisation du repérage.

5 - LES EVALUATIONS PERIODIQUES
5a- Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant
* L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les 3 ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrisme sont réalisées.
5b- Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant
6 - TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT - MESURES CONSERVATOIRES
6a- Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant
6b- Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante
Néant

300

## 7. LES RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche descriptive que le propriétaire consulte et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-28-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent sévérer soit le pôle qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récurrents ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'un épanchement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduit la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves conduire à une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été réduits progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple percage, ponçage, découpe, frottement...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-B du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumise aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumise aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-125. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gov.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- percage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un évase sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation colorimétrée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique ainsi qu'en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. La port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site Internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. À ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie d'un immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, a une obligation générale de prévention, soit la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets ou le tiers du code de

301

l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, fibres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

**a. Conditionnement des déchets**

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 18-466 du 28 avril 1985 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, lors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

**b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voles d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les armbagés et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

**c. Filière d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un local de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être brûlé. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être considérés par le fabricant, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être brûlés.

**d. Informations sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

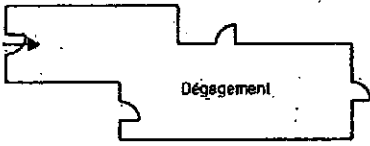
Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : [www.sines.org](http://www.sines.org).

**e. Tracabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11661). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recouvre l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vérification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

302

B - PLANS ET/OU PHOTOS ET/OU CROQUIS				
N° dossier : KADOCHÉ 5441 18.01.20			Adresse de l'exploitant : 14 place Paul Doumer 38540 HEYREUX	
N° planché : 1/1	Version : 0	Type : Croquis	Bâtiment - Niveau : Croquis N°1	
Origine du plan : Cabinet de diagnostics				
 <p>Dépassement</p> <p>Parties Communes</p>				

303



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Tertiaires / Entreprises  
Accessibilité Handicapés, Mise en Copropriété, Thermographie

### CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

(Décret 2020-474 du 23 avril 2020 - arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb)  
L'objet du constat précède et l'identification des propriétaires contenant de plomb dans les immeubles d'habitation construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 est

valable :

- dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1334-6 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les

renseignements relatifs à l'habitat, y compris les renseignements relatifs au logement (cuisine, salle de bain, etc.) ;

- dans le cas de la mise en location de particuliers en application de l'article L. 1334-7 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte

uniquement sur les renseignements relatifs à l'habitat, y compris les renseignements relatifs au logement (cuisine, salle de bain, etc.) ;

- dans le cas de la vente de locaux à destination industrielle des immeubles ou hors contexte de l'habitat, pour les parties concernées en

application de l'article L. 1334-6 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les renseignements des parties concernées (dans

certaines, par exemple, les parties extérieures de la porte palière, etc.) ;

La réalisation de constats de risque d'exposition au plomb est une prestation de service. Le cabinet MEHU ne peut pas garantir la sécurité des personnes, ni la sécurité des biens, ni la sécurité de l'environnement.

Le CREP porte sur une ou plusieurs parties de l'immeuble, tel que la bordure.

N° de dossier : 2020-4991KADOCH-HEYRIEX - Parties Communes Date de visite : 18/01/2020  
Date du rapport : 18/01/2020

Renseignements relatifs au bien		
Propriétaire	Photo générale (le cas échéant)	Commanditaire
Mme KADOCH-HEYRIEX 14 Place Paul Doumer 38540 HEYRIEX		Cabinet MEHU 15 Rue des Branches 38080 L'ISLE D'AREAU

Concerne	Nature de la mission	Présence d'enfant mineur de - de 6 ans :
<input type="checkbox"/> Partielles <input checked="" type="checkbox"/> Partielles communes	<input type="checkbox"/> Avant vente <input type="checkbox"/> Avant location <input type="checkbox"/> Avant travaux	Non Occupation du logement : Vide

Matériel utilisé							
Appareil à fluorescence X de marque	Date limite d'utilisation de la source	Niveau de radiométrie	Accepté à la date de chargement	N° Série	Date de chargement de la source radiométrique	ASN n°	Nom de la personne responsable PCR
PROTEC	11/08/2011	Cobalt 57	14/10/2011	3660	10/04/2019	T38054Nu 303/2017 m 209/2022	FRAYNAUD

Conclusion
Lors de la présente mission, 15 unités de diagnostic ont été considérées. Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau des mesures ci-joint).

Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
	15/100%	0/0.0%	15/100.0%	0/0.0%	0/0.0%	0/0.0%

« Si l'essai ou essais ont été réalisés en classe 1 ou 2, le présent constat est conforme à la réglementation en vigueur relative au plomb à des concentrations supérieures ou égales aux seuils définis par les articles L. 1334-7 et L. 1334-8 du Code de la Santé Publique. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des

installations concernées les unités de diagnostic classe 1 et 2, afin d'éviter toute dégradation future. »

« Si l'essai ou essais ont été réalisés en classe 3, le présent constat est conforme à la réglementation en vigueur relative au plomb à des concentrations supérieures ou égales aux seuils définis par les articles L. 1334-7 et L. 1334-8 du Code de la Santé Publique. »

En application de l'article L. 1334-6 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit afficher les travaux appropriés pour supprimer

l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de

l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans les locaux de la partie d'immeuble concernée. »

Désignation du diagnostiqueur		
Nom - Prénom : RAYNAUD Frank	Assurance : AXA FRANCE IARD SA	Signature de l'auteur du constat
N° certificat : 820-0001	N° : 10592056604	RAYNAUD Frank
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :	Adresse : 313 Terrasses de l'Ande	
Bureau Certifié Certification BCC15 rue Eugène Delacroix 67000 STRASBOURG	CP - Ville : 62000NANTERRE	

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branches - 38080 L'Isle d'Aureau - Tel: 04 74 16 70 50  
Secteurs : Indrets - Rhodanien - Méditerranée & Chambréien  
RCS Nanterre 499 47479 00012 au capital de 10000€

304

## Sommaire

1. Synthèse des résultats	3
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	3
b. Situations de risque de saturnisme infantile	3
c. Facteurs de dégradation du bâti	3
2. Mission	3
a. Objectif de la prestation	3
b. Références réglementaires	3
3. Description du ou des bâtiments	4
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	4
5. Tableau récapitulatif des relevés	5
6. Commentaires sur les informations indiquées	6
a. Classement des unités de diagnostic	6
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	6
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	6
7. Signatures et informations diverses	7
8. Schémas	8
9. Notice d'information	9
10. Certificat de compétence	10
11. Attestation d'assurance	11

305

# 1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

## a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	15/100%	0/0.0%	15 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

## b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 60% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

## c. Facteurs de dégradation du bâti

Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		Non
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité.		Non

# 2. Mission

## a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.

Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.

Note : Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

## b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 89-483 du 9 juin 1989 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.32-1 à L.32-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2008-1114 du 5 septembre 2008 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334-12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 2 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X46-030 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

306

### 3. Description du ou des habitats

DESCRIPTION DU SITE	
Habitation (parties communes) COMPRENANT Dégagement 1er étage	
PROPRIETAIRE DU OU DES BATIMENTS	
Nom ou raison sociale	: Mme KADOCHÉ Anick
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code Postal	: 38540
Ville	: MEYRIEUX
PERIMETRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: ISERE
Commune	: MEYRIEUX
Adresse	: 14 Place Paul Doumer
Code postal	: 38540
Information complémentaire	: Habitation (parties communes)
Référence cadastrale	: Non communiquée
Lots de copropriété	: NC
LOCAUX VISITES	
Dégagement	
Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite	
Mme KADOCHÉ Anick	
Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Aucun	
Commentaires	
Aucun	
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	
Laboratoire	
Nom du laboratoire (nom du contact, adresse,...):	

307

#### 6. Tableau récapitulatif des relevés

N <sup>o</sup>	Plats	Zona	Unité de diagnostic de l'élément	Substrat	Rendement apparent	Bois de contrôle vert	Moisture 1 (apparent)	Moisture 2 (apparent)	Moisture 3 (apparent)	Nature de la dégradation	Classa- ment	Moisture 4 (apparent) en %	Obs.
1	Disagrement	A	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
2	Disagrement	A	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
3	Disagrement	B	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
4	Disagrement	C	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
5	Disagrement	D	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
6	Disagrement	E	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
7	Disagrement	F	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
8	Disagrement	G	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
9	Disagrement	H	Mar	Pierre	Pierre		0,0				0		
10	Disagrement	A	Pierre brulée	Bois	Verru		0,0	0,0			0		
11	Disagrement	A	Pierre confite	Bois	Verru		0,0	0,0			0		
12	Disagrement	D	Pierre	Bois	Pierre		0,0	0,0			0		
13	Disagrement	E	Pierre	Bois	Pierre		0,0	0,0			0		
14	Disagrement	F	Pierre	Bois	Pierre		0,0	0,0			0		
15	Disagrement	G	Pierre	Bois	Pierre		0,0	0,0			0		
16	Disagrement	H	Pierre	Bois	Pierre		0,0	0,0			0		
17	Disagrement	H	Pierre	Pierre	Pierre		0,0	0,0			0		
18	Nature bois d'unités de diagnostic						15			Nombre d'unités de classe 3	0		0,0%
19	Disagrement						1,0						
20	Disagrement						1,0						

- 1 : Les plaques ou le placard marqués de s'identifier ou en tout ou partie effondrés
- 2 : Des traces importantes de corrosion, de rouille ou de décoloration de gaine ou des repères
- 3 : Des traces de multiples ou de nombreuses lésions d'humidité ou d'insolation

### Tableau de classement des places du batt

Place	Up Class 0'	UD Class 1'	UD Class 2	UD Class 3	Non Measur
Displacement	15.7 (50.0%)	0.0 (0%)	0.0 (0%)	0.0 (0%)	0.0 (0%)

Page 9 of 19

**Cabinet MEHU** contact@cabinet-mehu.fr  
Siège social: 15 rue des Branches - 33080 L'Isle d'Abeau - Tel: 04 74 18 70 50

308

## 6. Commentaires sur les informations indiquées

### a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
	Non dégradé ou non visible	1
> SEUILS	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.

#### 3 - Le propriétaire doit :

- Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants.
- Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concernée et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

#### b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- Non visible : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- Non dégradé
- Etat d'usage, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, micro fissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- Dégradé, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (gouvrulgence, écaillage, cloquage, fissures, fêlure, traces de grattage, lézards).

#### c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de coupures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité	5

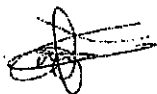
309

7. Signatures et informations diverses

Je soussigné, RAYNAUD Frank, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par Bureau Contrôle Certification B2C pour la spécialité : CREP PLOMB.  
Cette information est vérifiable auprès de : Bureau Contrôle Certification B2C

Intervenant : RAYNAUD Frank  
Fait à : VALENCIN  
Le : 22/01/2020

Signature :



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

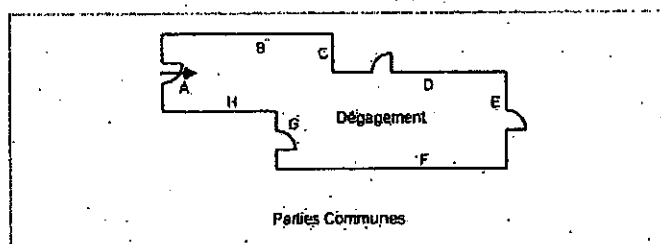
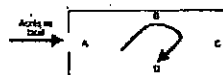
Validité du rapport :

Durée de validité : Pas de durée de validité

Conformément à l'article R 271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, la validité du présent rapport est limitée à moins de 1 an (sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L 271-5) par rapport à la date de promesse de vente ou à la date de l'acte authentique de vente de tout ou partie de l'immeuble bâti objet du présent rapport ; la date d'établissement du rapport étant prise en référence.

Pièces jointes :  
- Néant

# 8. Schémas



### 9. Notice d'information

Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb  
Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informant :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : il est le plus précis possible ;
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écaillures et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écaillures de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parois humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveiller l'état des peintures et effectuer les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Lutter contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Éviter le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.

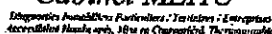
312

## 10. Certificat de compétence

[illegible]

313





En application des articles L125-6 à 7 et R125-28 du code de l'enseignement

Date de réalisation : 20 janvier 2023 (Vendredi 6 heures)  
 Ces les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :  
 N° 2021-01-22-001 du 22 janvier 2023.

A ce jour, la commune de Hayrieux est soumise à l'obligation d'information Acquéreur Local (IAL). Une déclaration de ministre indemnisé est nécessaire.

\* Zangéba (région de la Fouta) a été l'ancien des peuples RSEB-1 à 9 du Collé de l'établissement moderne par les Decrets n° 2010-1234 et n° 2010-1235 du 10 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2012 pour les règles de conservation pour l'écologie - ELOP/ODE 05.  
\* L'association de l'Association au regard des zones à protéger (ZAP) des territoires transgénérationnels (ZAP) et de l'Arrêté n° 1337-19 du 20 octobre 2012 par le Décret n° 2010-1234 du 4 juin 2010, sur l'Ordre par l'Association Intercommunale du 27 juin 2010.

Synthèse  
Imprimé officiel  
Procédure de non contentieux pour l'ensemble  
Déclaration de créances indéterminées  
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conditions  
Annexes

Cabinet MENU contact@cabinet-menu.fr www.cabinet-menu.fr  
Siège social : 15 rue des Bouchers - 32000 L'Isle-Jean - Tel: 09 65 31 79 28  
Succursales : Rhodézien - Mâconnais - Charnaisien  
21, Avenue des Eclairés 03130 Le Châtel de 1900 euros

315



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Particuliers / Travaux / Entreprises  
Assessment Risques, Air et Environnement, Thermographie

### Etat des Risques et Pollutions

état des risques, milieux et technologies, santé et pollution des sols

en application des articles L.152-1 et 2, R.152-1 et R.152-2 du Code de l'environnement et de l'article 1766 du nouveau Code de procédure civile

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, prohibitions et prescriptions découlant des dispositions relatives aux risques et pollutions, est établi sur la base des informations et données disponibles par satellite géolocalisées.

du 22/02/2022

2. Adresse

Document établi le : 22/02/2022

1/18 Avenue Paul Doumer  
93540 Noisy-le-Grand

#### 3. Situation de l'immobilier au regard de plans de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRN ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRN ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRN ?  
Les données relatives au PPRN sont-elles disponibles ?

L'immobilier est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRN

#### 4. Situation de l'immobilier au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
Les données relatives au PPRT sont-elles disponibles ?

L'immobilier est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRT

#### 5. Situation de l'immobilier au regard de plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
L'immobilier est-il situé dans le périmètre d'un PPRT ?  
Les données relatives au PPRT sont-elles disponibles ?

#### 6. Situation de l'immobilier au regard de la réglementation relative à la pollution des sols

L'immobilier est-il situé dans une zone soumise à la réglementation relative à la pollution des sols ?

#### 7. Situation de l'immobilier au regard de la réglementation relative à la pollution des sols

L'immobilier est-il situé dans une zone soumise à la réglementation relative à la pollution des sols ?

#### 8. Informations relatives aux milieux naturels et à la biodiversité

L'immobilier est-il situé dans une zone soumise à la réglementation relative à la pollution des sols ?

#### 9. Situation de l'immobilier au regard de la pollution des sols

L'immobilier est-il situé dans une zone soumise à la réglementation relative à la pollution des sols ?

#### 10. Informations relatives aux milieux naturels et à la biodiversité

L'immobilier est-il situé dans une zone soumise à la réglementation relative à la pollution des sols ?

Validé : FADOUCHE Aurélien

Approuvé :

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Barmes - 93450 La Plaine St-Denis - Tel: 01 45 11 79 13  
Services clients - Rhodanais - Alsace - Champagne  
RCS Nanterre 478 234 791 0012 - au capital de 100 000 €

316



**Cabinet MEHU**  
*Diagnostic Immobilier Particulier / Particulier / Entreprise  
Archivage Numérique, Mise en Conformité, Thermographie*

### Cartographies ne concernant pas l'immeuble

*Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :*

Le PPRn multi-risques, approuvé le 08/07/2008

Pis et exondations : Par une crue (débordement de cours d'eau), Par ruissellement et coulées de boue



**Cabinet MEHU** contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branciers - 33000 L'Aube - Tel: 09 65 31 79 23  
Secteurs d'activité : Bordeaux - Montpellier - Chambéry  
RCS Nanterre 509 914 790 0013 au capital de 5 000 euros

317



en application des articles L 125-6 et R125-26 du Code de l'environnement

Et, à votre connaissance, l'intéressé a-t-il fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, touché et/ou sous la cote correspondante dans la colonne "Indemnité".

**Arrêtés CATNAT sur la commune de Hayrieux**[illegible]

This document contains neither recommendations nor conclusions of the FBI. It is the property of the FBI and is loaned to your agency; it and its contents are not to be distributed outside your agency.

Préfecture : Grenoble - Isère  
Commune : Meyrieux

Adresse de l'impressible :  
1415 place Paul Doumer  
33540 Meyzieux  
France

**Elatif le :**

**Wendell:**

**Abstract :**

**KADOUCHE Artikel**

**Cabinet MEHU** contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Branches - 35030 L'Isle-d'Jeu - Tel: 09 63 31 79 34  
Secteurs : Indes - Rhodanien - Alsace - Champagne - Charentes  
N°SIRET : 525 674 001 40 capital de 2,500 €uros

318



**Cabinet MEHU**  
Diagnostic Immobilier, Particuliers / Professionnels  
Accessibilité Handicapés, Mises en Conformité, Thermographie

## Prescriptions de travaux

Annexe

## Documents de référence

Annexe

## Conclusions

L'état des lieux défini par le Cabinet MEHU en date du 20/01/2020 fait apparaître que le patrimoine des locaux se trouve en bon état de conservation et ne présente pas de risque particulier.  
Après avoir constaté que les locaux sont conformes aux normes en vigueur, le Cabinet MEHU ne constate pas de risque particulier.  
Selon les informations reçues à disposition dans le Dossier Technique d'Information, le DTEI par état constaté par :  
- La classe énergétique (classe 3, énergie 106kWh/m²/an) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8.

## Sommaire des annexes

Annexe Préfectorale Départementale n° 20-2019-03-03-001 du 22 Mars 2019

Cartographie :

- Cartographie réglementaire de la situation

Afin d'indiquer les zones à risque en prenant en compte :

Cabinet MEHU contact@cabinet-mehu.fr www.cabinet-mehu.fr  
Siège social : 15 rue des Bruchers - 38200 L'Isle-d'Abeau - Tel : 09 61 31 79 23  
Secteurs : Isère - Rhône - Savoie - Alpes - Charente  
RCS N° 501 812 79 50122 rattaché au 500 000 000



PREFET DE L'ISERE

Direction départementale des Territoires  
Service sécurité et risques

## ARRÊTÉ N° 38-2019-02-22-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR  
L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR  
LES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PRÉFET DE L'ISÈRE,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012033-0029 du 2 février 2012 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs (dossier départemental des risques majeurs) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 modifiant la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-26-007 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle « Villages du Lac de Paladru » issue de la fusion des communes de Le Pin et de Paladru ;

Direction Départementale des Territoires de l'Isère - Service Sécurité et Risques  
17 Bd Joseph Vallier - BP 45 - 38040 GRENOBLE CEDEX 9

320

- 2-
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-29-008 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle «Arandon-Passins» issue de la fusion des communes d'Arandon et de Passins ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-08-02-018 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «La Sune en Chartraises» issue de la fusion des communes de Saint-Julien-de-Ratz et de Pompiers-la-Placette ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-08-02-019 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Les Deux Alpes» issue de la fusion des communes de Mont de Lans et de Venosc ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-11-18-004 du 18 novembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Châtel-en-Trivères» issue de la fusion des communes de Cordéac et de Saint-Sébastien ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-08-28-013 du 28 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Omécieux-Balbins» issue de la fusion des communes de Balbins et d'Omécieux ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-10-11-008 du 11 octobre 2016 portant création de la commune nouvelle «Val-de-Virieu» issue de la fusion des communes de Parissage et de Virieu ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-007 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Plateau-des-Petites-Roches» issue de la fusion des communes de Saint-Bernard-du-Tauvet, de Saint-Hilaire-du-Touvet et de Saint-Pancrasse ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-008 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Chantepérieres» issue de la fusion des communes de Chantelouve et de Le Périer ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-18-009 du 18 décembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Le Haut-Bredas» issue de la fusion des communes de La Ferrière et de Pinsol ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-11-12-006 du 12 novembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Porte des Bonnevaux» issue de la fusion des communes d'Arzay, de Comvella, de Nantoin et de Semons ;
  - VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-12-21-010 du 21 décembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 38-2016-11-12-006 pour modifier la graphie du nom de la commune nouvelle «Porte-des-Bonnevaux» au lieu de «Porte des Bonnevaux» ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental par intérim des territoires de l'Isère,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

L'arrêté du 6 février 2016 est abrogé. Il est remplacé par le présent arrêté.

### ARTICLE 2

La liste des communes figurant sur l'arrêté préfectoral du 6 février 2016 est modifiée selon le tableau annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 3

L'information des citoyens sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM).

### ARTICLE 4

Cette information est complétée dans les communes listées en annexe du présent arrêté par le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et les maires sont informés de cette publication. Cet arrêté sera affiché dans la mairie des communes citées à l'article 2 pendant un mois.

Une copie de cet acte et une copie de la liste annexée sont adressées à la chambre départementale des notaires.

Cet arrêté sera accessible sur le site Internet de la préfecture (<http://www.isere.gouv.fr>).

### ARTICLE 6

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera transmis à monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Vienne et à monsieur le sous-préfet de La Tour du Pin.

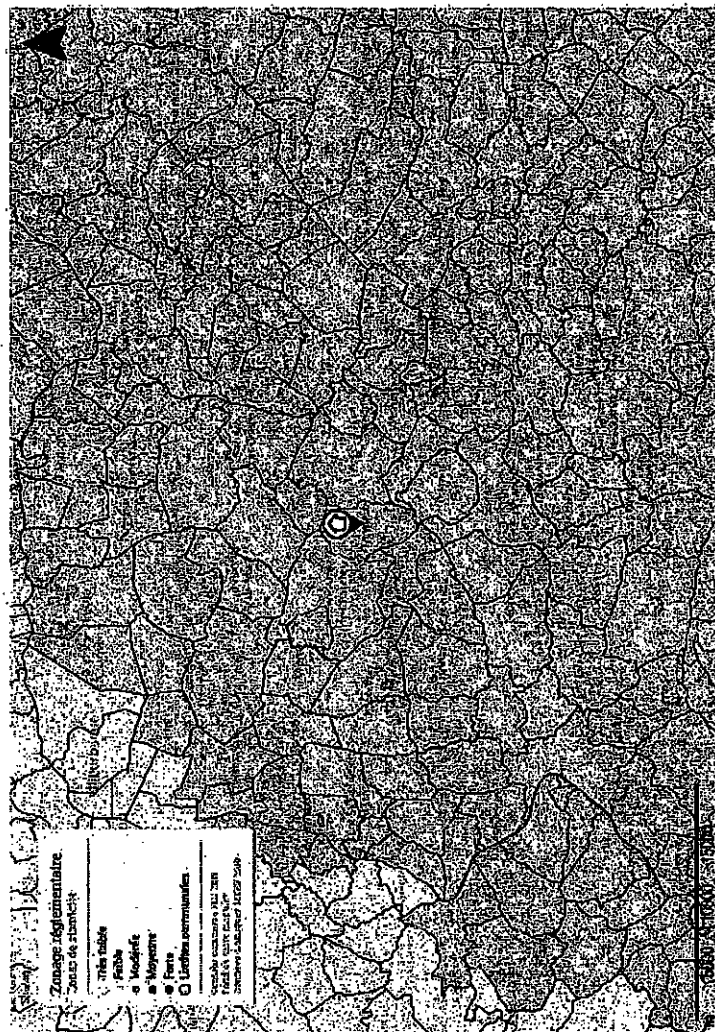
Grenoble, le 22 FEV. 2018

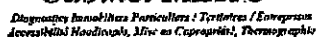
Le préfet

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe FORTAL

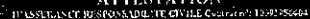
322





RAPPORT N° KAPOCHE 6441.18.01.20

**Attestation d'assurance RC Pro 2020**



Keywords: *Psychological distress, Posttraumatic stress disorder, Trauma, Trauma exposure, Trauma symptoms*

(סלולרית) ובעזרתו מביא את המעורבות של הנהלת החברה.

Les renseignements, ALA FRANCE 000 1A, Société d'Assurances de 15 à 18/20 2000 et 21/22  
Paysages de l'Arche - 21/22 18/20 2000 et 21/22, 21/22 18/20 2000 et 21/22

CAUTION: MATH

**LA FINE DEL MONDO**

31001 6731 5748143

Abstract 100

A 20947, par l'intermédiaire de KSN Associates, à care des Patrons 23-111 Paris Cedex 08, au capital d'assurance Agence Générale Caisse Policière Nationale n°101677944-04.

Les chercheurs les plus compétents participent de la Responsabilité Civile Professionnelle de la Société de la grande Technologie de manière indépendante et de la même manière active. Ils ont ainsi à leur service toutes les ressources humaines et techniques de la Société de la grande Technologie de manière indépendante et de la même manière active. Ils ont ainsi à leur service toutes les ressources humaines et techniques de la Société de la grande Technologie de manière indépendante et de la même manière active.

**NOTE:** Prepared by public government agency or contractor of public institution

- [illegible]

324

- DOI:10.1002/for

- CATHERINE A. GARDNER**, *Ph.D., is professor and chair of the Department of Psychology at the University of North Carolina at Charlotte.*

1. **NAME:** [Redacted]  
 2. **DATE:** [Redacted]  
 3. **TIME:** [Redacted]  
 4. **LOCATION:** [Redacted]  
 5. **REASON:** [Redacted]  
 6. **REMARKS:** [Redacted]  
 7. **SIGNATURE:** [Redacted]  
 8. **OFFICIAL:** [Redacted]  
 9. **UNIT:** [Redacted]  
 10. **REMARKS:** [Redacted]

325

1. NAME \_\_\_\_\_  
 2. DATE \_\_\_\_\_  
 3. TIME \_\_\_\_\_  
 4. PLACE \_\_\_\_\_  
 5. REASON \_\_\_\_\_  
 6. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 7. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 8. DATE \_\_\_\_\_  
 9. TIME \_\_\_\_\_  
 10. PLACE \_\_\_\_\_  
 11. REASON \_\_\_\_\_  
 12. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 13. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 14. DATE \_\_\_\_\_  
 15. TIME \_\_\_\_\_  
 16. PLACE \_\_\_\_\_  
 17. REASON \_\_\_\_\_  
 18. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 19. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 20. DATE \_\_\_\_\_  
 21. TIME \_\_\_\_\_  
 22. PLACE \_\_\_\_\_  
 23. REASON \_\_\_\_\_  
 24. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 25. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 26. DATE \_\_\_\_\_  
 27. TIME \_\_\_\_\_  
 28. PLACE \_\_\_\_\_  
 29. REASON \_\_\_\_\_  
 30. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 31. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 32. DATE \_\_\_\_\_  
 33. TIME \_\_\_\_\_  
 34. PLACE \_\_\_\_\_  
 35. REASON \_\_\_\_\_  
 36. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 37. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 38. DATE \_\_\_\_\_  
 39. TIME \_\_\_\_\_  
 40. PLACE \_\_\_\_\_  
 41. REASON \_\_\_\_\_  
 42. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 43. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 44. DATE \_\_\_\_\_  
 45. TIME \_\_\_\_\_  
 46. PLACE \_\_\_\_\_  
 47. REASON \_\_\_\_\_  
 48. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 49. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 50. DATE \_\_\_\_\_  
 51. TIME \_\_\_\_\_  
 52. PLACE \_\_\_\_\_  
 53. REASON \_\_\_\_\_  
 54. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 55. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 56. DATE \_\_\_\_\_  
 57. TIME \_\_\_\_\_  
 58. PLACE \_\_\_\_\_  
 59. REASON \_\_\_\_\_  
 60. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 61. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 62. DATE \_\_\_\_\_  
 63. TIME \_\_\_\_\_  
 64. PLACE \_\_\_\_\_  
 65. REASON \_\_\_\_\_  
 66. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 67. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 68. DATE \_\_\_\_\_  
 69. TIME \_\_\_\_\_  
 70. PLACE \_\_\_\_\_  
 71. REASON \_\_\_\_\_  
 72. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 73. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 74. DATE \_\_\_\_\_  
 75. TIME \_\_\_\_\_  
 76. PLACE \_\_\_\_\_  
 77. REASON \_\_\_\_\_  
 78. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 79. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 80. DATE \_\_\_\_\_  
 81. TIME \_\_\_\_\_  
 82. PLACE \_\_\_\_\_  
 83. REASON \_\_\_\_\_  
 84. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 85. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 86. DATE \_\_\_\_\_  
 87. TIME \_\_\_\_\_  
 88. PLACE \_\_\_\_\_  
 89. REASON \_\_\_\_\_  
 90. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 91. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 92. DATE \_\_\_\_\_  
 93. TIME \_\_\_\_\_  
 94. PLACE \_\_\_\_\_  
 95. REASON \_\_\_\_\_  
 96. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 97. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 98. DATE \_\_\_\_\_  
 99. TIME \_\_\_\_\_  
 100. PLACE \_\_\_\_\_  
 101. REASON \_\_\_\_\_  
 102. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 103. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 104. DATE \_\_\_\_\_  
 105. TIME \_\_\_\_\_  
 106. PLACE \_\_\_\_\_  
 107. REASON \_\_\_\_\_  
 108. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 109. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 110. DATE \_\_\_\_\_  
 111. TIME \_\_\_\_\_  
 112. PLACE \_\_\_\_\_  
 113. REASON \_\_\_\_\_  
 114. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 115. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 116. DATE \_\_\_\_\_  
 117. TIME \_\_\_\_\_  
 118. PLACE \_\_\_\_\_  
 119. REASON \_\_\_\_\_  
 120. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 121. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 122. DATE \_\_\_\_\_  
 123. TIME \_\_\_\_\_  
 124. PLACE \_\_\_\_\_  
 125. REASON \_\_\_\_\_  
 126. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 127. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 128. DATE \_\_\_\_\_  
 129. TIME \_\_\_\_\_  
 130. PLACE \_\_\_\_\_  
 131. REASON \_\_\_\_\_  
 132. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 133. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 134. DATE \_\_\_\_\_  
 135. TIME \_\_\_\_\_  
 136. PLACE \_\_\_\_\_  
 137. REASON \_\_\_\_\_  
 138. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 139. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 140. DATE \_\_\_\_\_  
 141. TIME \_\_\_\_\_  
 142. PLACE \_\_\_\_\_  
 143. REASON \_\_\_\_\_  
 144. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 145. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 146. DATE \_\_\_\_\_  
 147. TIME \_\_\_\_\_  
 148. PLACE \_\_\_\_\_  
 149. REASON \_\_\_\_\_  
 150. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 151. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 152. DATE \_\_\_\_\_  
 153. TIME \_\_\_\_\_  
 154. PLACE \_\_\_\_\_  
 155. REASON \_\_\_\_\_  
 156. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 157. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 158. DATE \_\_\_\_\_  
 159. TIME \_\_\_\_\_  
 160. PLACE \_\_\_\_\_  
 161. REASON \_\_\_\_\_  
 162. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 163. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 164. DATE \_\_\_\_\_  
 165. TIME \_\_\_\_\_  
 166. PLACE \_\_\_\_\_  
 167. REASON \_\_\_\_\_  
 168. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 169. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 170. DATE \_\_\_\_\_  
 171. TIME \_\_\_\_\_  
 172. PLACE \_\_\_\_\_  
 173. REASON \_\_\_\_\_  
 174. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 175. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 176. DATE \_\_\_\_\_  
 177. TIME \_\_\_\_\_  
 178. PLACE \_\_\_\_\_  
 179. REASON \_\_\_\_\_  
 180. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 181. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 182. DATE \_\_\_\_\_  
 183. TIME \_\_\_\_\_  
 184. PLACE \_\_\_\_\_  
 185. REASON \_\_\_\_\_  
 186. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 187. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 188. DATE \_\_\_\_\_  
 189. TIME \_\_\_\_\_  
 190. PLACE \_\_\_\_\_  
 191. REASON \_\_\_\_\_  
 192. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 193. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 194. DATE \_\_\_\_\_  
 195. TIME \_\_\_\_\_  
 196. PLACE \_\_\_\_\_  
 197. REASON \_\_\_\_\_  
 198. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 199. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 200. DATE \_\_\_\_\_  
 201. TIME \_\_\_\_\_  
 202. PLACE \_\_\_\_\_  
 203. REASON \_\_\_\_\_  
 204. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 205. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 206. DATE \_\_\_\_\_  
 207. TIME \_\_\_\_\_  
 208. PLACE \_\_\_\_\_  
 209. REASON \_\_\_\_\_  
 210. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 211. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 212. DATE \_\_\_\_\_  
 213. TIME \_\_\_\_\_  
 214. PLACE \_\_\_\_\_  
 215. REASON \_\_\_\_\_  
 216. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 217. SIGNATURE \_\_\_\_\_  
 218. DATE \_\_\_\_\_  
 219. TIME \_\_\_\_\_  
 220. PLACE \_\_\_\_\_  
 221. REASON \_\_\_\_\_  
 222. WITNESSES \_\_\_\_\_  
 223. SIGNATURE \_\_\_\_\_

<sup>a</sup>Values are means ± SD.

**OPTIMIZE**

## ATTENTION ON CONFERENCE MATTER

外 文 刊 名: *Journal of Interpersonal Violence* 卷 号: 25 期 号: 12 页 数: 2500-2514

## Menu Utama

[illegible]

A partout à la formation et à l'adoption au sein d'évaluation des compétences.

**Abstract**

[illegible]

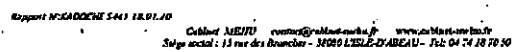
Page 9 View-Online by 20 October 2017

**Le Figaro**,  
L'Espresso

2.9 December  
from 10.00 to 11.00

TBA - BP 85412 - (1103) Expedient Codes B  
 64167435072 810405 U Code 1054 - 63500 Expedient de Transporte ZF 77 0401 27  
 TBA 1054124 91 47 Expedient de Transporte B

327



328



## Cabinet MEHU

Diagnostic Immobilier Foncier / Termites / Enregistrements  
Accessibilité Handicapés, Niveaux Capteurs, Thermographie

Madame KADOUCHE

830 chemin de Lavignon  
38540 HEYRIEUX

L'ISLE-D'ABEAU le lundi 10 février 2020

Référence Rapport : KADOUCHE 5441 18.01.20  
Objet : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Adresse du bien : 14 place Paul Doumer  
38540 HEYRIEUX  
Type de bien : Parties communes d'immeuble  
Date de la mission : 18/01/2020

Maire, Madame, Monsieur,

Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le soussigné, Vincent MEHU, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens et matériels et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne :

- présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possédant les certifications adéquates - référence indiquée sur chacun des dossiers),
- ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions (montant de la garantie de 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance),
- n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.

Nous vous prions d'agréer, Maître, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Vincent MEHU  
CABINET MEHU

Rapport KADOUCHE 5441 18.01.20

Cabinet MEHU - contact@vincentmehu.fr - www.vincentmehu.fr  
Siège social : 13 rue des Branciers - 48080 L'ISLE-D'ABEAU - Tel: 04 74 41 70 50  
Succursales : Rhône-Alpes - Auvergne - Normandie - Champagne  
RCS, Nanterre 499 575479 (100)2 en capital de 8.000 Euros

329

[illegible]

SCP MAGUET RICOTTI  
ASSOCIÉS  
Société Interbarreaux  
Avocats  
Immeuble GREEN PARK 1  
1, Allée Claude Chappe  
BP 60653  
38 305 - BOURGOIN-JALLIEU Cedex

Tribunal Judiciaire de Vienne  
Juge de l'Exécution- SAISIE IMMOBILIERE  
MUNOZ/KADOCHÉ  
DOSSIER 20180535  
RG 20/00005

**DIRE AU CAHIER DES CONDITIONS  
DE LA VENTE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE 03 SEPTEMBRE -

Me Philippe ROMULUS, Avocat Associés de SCP PYRAMIDE  
AVOCATS, au Barreau de Vienne y demeurant 59 Cours  
Romestang 38217 VIENNE CEDEX, Avocat postulant

Me Laurent MAGUET, Avocat Associé de la SCP MAGUET-  
RICOTTI & ASSOCIES, au Barreau de BOURGOIN-JALLIEU,  
Avocat plaidant

La SCP MAGUET RICOTTI

Avocats de : Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED]  
[REDACTED], de nationalité française, et Madame Marie  
VALLEJO épouse MUNOZ, née le [REDACTED]  
[REDACTED] de nationalité française, demeurant ensemble [REDACTED]

CREANCIERS POURSUIVANTS

**APPORTE LES PRECISIONS SUIVANTES**

Le cahier des conditions de vente a été déposé le 18/02/2020  
auprès du Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal  
Judiciaire de Vienne, statuant en matière de saisie  
immobilière, en vue de l'audience d'orientation du vendredi  
7 avril 2020 à 9h00 (RG 20/00005).

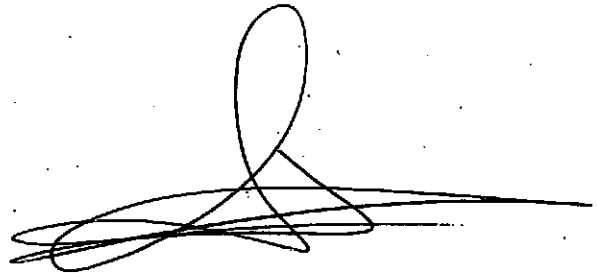
Compte tenu du contexte de crise sanitaire et de fermeture des Tribunaux, cette affaire a fait l'objet d'un renvoi d'office et sera rappelé à l'audience d'orientation du mardi 8 septembre 2020 à 9h.

Afin de compléter ledit cahier des conditions de vente, il est annexé au présent dire les éléments suivants :

**-les renseignements d'urbanisme sur la Commune d'HEYRIEUX (38) ainsi que le plan cadastral**

Et ledit Maître Philippe ROMULUS a conclu à ce que le présent dire fasse partie intégrante du cahier des conditions de vente.

ET A SIGNE :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and several horizontal strokes below it.

**Commune D'HEYRIEUX**  
**Département de l'Isère**  
**République Française**

**CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION**

**Le Maire d'HEYRIEUX,**

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410 a) du code de l'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain situé section AK 443, présentée le 18 février 2020 par Maître Laurent MAGUET, Notaire, enregistrée par la mairie de HEYRIEUX sous le numéro CU 038 189 20 20016,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.410.1, R. 410-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 juin 2018,

**CERTIFIE**

**Article 1**

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

**Article 2**

Le terrain est situé dans une commune où est applicable le Plan Local d'Urbanisme.

Le terrain est grevé des servitudes suivantes :

- Le terrain est situé dans la zone C du PEB de l'Aéroport LYON SAINT-EXUPERY,
- Le terrain est classé « élément urbain remarquable du paysage »
- Le terrain est situé en zone de sismicité 3 (modérée). Les règles de construction respecteront les prescriptions de l'arrêté du 22 octobre 2010 et du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque,
- Le terrain est situé dans une zone de droit de préemption urbain au bénéfice de la commune.

La parcelle se situe en zone Uape du Plan Local d'Urbanisme.

### **Article 3**

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

*Taxe d'aménagement Communale : Taux de 5%*

*Taxe Départementale : Taux de 2,5%*

*Redevance d'Archéologie Préventive : Taux de 0,40%*

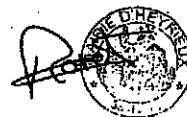
### **Article 4**

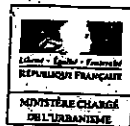
Les participations ci-dessous pourront être exigées l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

#### **Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :**

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L.332-6-1-2 c) et L.332-8 du code de l'urbanisme)

Fait à HEYRIEUX, le 19 février 2020  
L'Adjoint à l'Urbanisme,  
Patrick ROSET





Imprimer  
Enregistrer  
Réinitialiser

# Demande de Certificat d'urbanisme

1/4  
ccifa  
N° 13410'02

- Connaître le droit de l'urbanisme applicable sur un terrain
- Savoir si l'opération que vous projetez est réalisable

MAIRIE D'HEYRIEUX

18 FEV. 2020

C.U. 038 189 20 200 16  
La présente demande a été reçue à la mairie  
le 18 02 2020  
Pour le Maire,  
Par délégation,  
L'Adjoint à l'Urbanisme  
Patrick ROSET

- ☒ a) Certificat d'urbanisme d'information  
Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et perceptions applicables au terrain
- ☐ b) Certificat d'urbanisme opérationnel  
Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Vous êtes une personne morale  
Dénomination : **MAGUET RICOTTI** Raison sociale : **SCP**  
N° SIRET : **41315980700010** Catégorie juridique : \_\_\_\_\_  
Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐  
Nom : **MAITRE MAGUET** Prénom : **Laurent (MUNOZ/KADOCHÉ LMIAR)**

Adresse : Numéro : **1** Voie : **ALLEE CLAUDE CHAPPE**  
Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : **BOURGOIN-JALLIEU**  
Code postal : **38305** BP : **6653**  
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : **avocat @maguetricotti.com**  
J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

Localisation du (ou des) terrain(s)  
Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.  
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s) :  
Numéro : **14/15** Voie : **place paul doumer**  
Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : **HEYRIEUX**  
Code postal : **38540** BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Références cadastrales : section et numéro (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : **section AK n° 443 (lot 5)**  
Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : **70 ca**

1 En cas de doute, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

# 5 - Cadre réservé à l'administration - Mairie

Article L111-1 et L111-2 du Code de l'urbanisme

## État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voies : Oui ☐ Non ☐  
 Eau potable : Oui ☐ Non ☐  
 Assainissement : Oui ☐ Non ☐  
 Électricité : Oui ☐ Non ☐

Observations :

## État des équipements publics prévus

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements	Par quel service ou concessionnaire ?	Avant le
Voies	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Eau potable	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Assainissement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Électricité	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

Observations :

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

A BOURGOIN JALLIEU

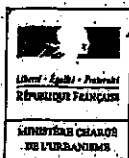
Le : 17/02/2020

Immeuble GREEN PARK 1  
 1, Allée Claude Chappo  
 BP 633  
 38315 BOURGOIN-JALLIEU  
 ☎ 04 74 28 77 77 & 34 74 93 79 64

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.  
 Vous devez produire :  
 - un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;  
 - deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



## Comment constituer le dossier de demande de certificat d'urbanisme

3/4

certificat  
N° 51181-02

Article L410-1 et suivants ; R.410-1 et suivants du code de l'urbanisme

### • Il existe deux types de certificat d'urbanisme

a) Le premier est un certificat d'urbanisme d'information. Il permet de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain et renseigne sur :

- les dispositions d'urbanisme (par exemple les règles d'un plan local d'urbanisme),
- les limitations administratives au droit de propriété (par exemple une zone de protection de monuments historiques),
- la liste des taxes et des participations d'urbanisme.

b) Le second est un certificat d'urbanisme opérationnel. Il indique, en plus des informations données par le certificat d'urbanisme d'information, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation d'un projet et l'état des équipements publics (voies et réseaux) existants ou prévus qui desservent ou desserviront ce terrain.

### • Combien de temps le certificat d'urbanisme est-il valide ?

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un « certificat d'urbanisme d'information » ou d'un « certificat d'urbanisme opérationnel ») est de 18 mois à compter de sa délivrance.

### • La validité du certificat d'urbanisme peut-elle être prolongée ?

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé. Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au maire de la commune où se situe le terrain. Vous devez présenter votre demande au moins 2 mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.

### • Quelle garantie apporte-t-il ?

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur. Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

### • Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces dont la liste vous est fournie dans le tableau ci-après. S'il manque des informations ou des pièces justificatives, cela retardera l'instruction de votre dossier.

### • Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Vous devez fournir deux exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme de simple information et quatre exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

### • Où déposer la demande de certificat d'urbanisme ?

La demande doit être adressée à la mairie de la commune où se situe le terrain. L'envoi en recommandé avec avis de réception est conseillé afin de disposer d'une date précise de dépôt. Vous pouvez également déposer directement votre demande à la mairie.

### • Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 1 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme d'information ;
- 2 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

Si aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.

Attention : ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme d'information, vous devez fournir la pièce CU1.  
Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme opérationnel, vous devez fournir les pièces CU1 et CU2. La pièce CU3 ne doit être jointe que s'il existe des constructions sur le terrain.

*Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande*

Pièces à joindre	À quoi ça sert ?	Conseils
<input type="checkbox"/> <b>CU1.</b> Un plan de situation (Art. R. 410-1 al 1 du code de l'urbanisme)	<p>Il permet de voir la situation du terrain à l'intérieur de la commune et de connaître les règles d'urbanisme qui s'appliquent dans la zone où il se trouve. Il permet également de voir s'il existe des servitudes et si le terrain est desservi par des voies et des réseaux.</p>	<p>Pour une meilleure lisibilité du plan de situation, vous pouvez :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappeler l'adresse du terrain</li> <li>- Représenter les voies d'accès au terrain ;</li> <li>- Représenter des points de repère.</li> </ul> <p>L'échelle et le niveau de précision du plan de situation dépendent de la localisation du projet.</p> <p>Ainsi, une échelle de 1/25000 (ce qui correspond par exemple à une carte de randonnée) peut être retenue pour un terrain situé en zone rurale ;</p> <p>Une échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000 (ce qui correspond par exemple au plan local d'urbanisme ou à un plan cadastral) peut être adaptée pour un terrain situé en ville.</p>
<input type="checkbox"/> <b>CU2.</b> Une note descriptive succincte	<p>Elle permet d'apprécier la nature et l'importance de l'opération. Elle peut comprendre des plans, des croquis, des photos.</p>	<p>Elle précise selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...).</li> <li>- la destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière, s'il y a lieu ;</li> <li>- la destination des bâtiments à conserver ou à démolir, s'il en existe.</li> </ul>
<p>S'il existe des constructions sur le terrain :</p>		
<input type="checkbox"/> <b>CU3.</b> Un plan du terrain, s'il existe des constructions.	<p>Il est nécessaire lorsque des constructions existent déjà sur le terrain. Il permet de donner une vue d'ensemble.</p>	<p>Il doit seulement indiquer l'emplacement des bâtiments existants.</p>



## Note descriptive succincte du projet

Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b), si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

Description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport ...)

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

Indiquez la destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

Indiquez la destination des bâtiments à conserver ou à démolir

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.





**PYRAMIDE**  
AVOCATS

59, cours Romestang - CS 80437  
38217 VIENNE Cedex  
Tél. 04 74 85 01 55 - Fax. 04 74 85 29 54

**SAISIE KADOCHÉ**

RG 20/00005

Audience d'orientation du mardi 08 septembre 2020 à 9 H

## CONCLUSIONS

### POUR

Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED] de nationalité française,  
et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, née [REDACTED]  
[REDACTED] de nationalité française, demeurant ensemble [REDACTED]

Poursuivant

SCP PYRAMIDE AVOCATS, Me Philippe ROMULUS  
SCP MAGUET RICOTTI & ASSOCIES, Me Laurent MAGUET  
Avocat plaidant

### CONTRE

1° - Madame Anick Alexandra TRONCHON Veuve KADOCHÉ née le [REDACTED]  
[REDACTED], de nationalité française, demeurant [REDACTED]

2° - Monsieur Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ né [REDACTED]  
[REDACTED], de nationalité française, demeurant [REDACTED]

Parties saisies

## PLAISE A MADAME LE JUGE DE L'EXECUTION

Voir annexer au cahier des conditions de vente le dire en date du 03 septembre 2020 ainsi que les renseignements d'urbanisme et le plan cadastral.

Dire que les dépens seront pris en frais privilégiés de vente.

SOUS TOUTES RESERVES.

VIENNE, le 03 septembre 2020

341

**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VIENNE**

**SAISIES IMMOBILIÈRES**

**JUGEMENT D'ORIENTATION DU 01 DÉCEMBRE 2020**

N° RG : N° RG 20/00005 - N° Portalis DBYI-W-B7E-CSIP

NATURE AFFAIRE : 7BG/ Sans procédure particulière

COMPOSITION DU TRIBUNAL LORS DES DÉBATS ET DU PRONONCÉ :

PRÉSIDENT : Madame COUTURIER, Vice-Présidente

GREFFIER : Madame BAIN

**CRÉANCIER POURSUIVANT :**

Le 01/12/2020

Titre exécutoire et copie  
à :

Maître Philippe  
ROMULUS de la SCP  
PYRAMIDE AVOCATS

(avocat poursuivant)

Monsieur Manuel MUNOZ et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ,  
demeurant ensemble [REDACTED]

représentés par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS,  
avocats au barreau de VIENNE, Maître Laurent MAGUET de la SCP MAGUET -  
RICOTTI & ASSOCIES, avocats au barreau de BOURGOIN-JALLIEU

**CRÉANCIER INSCRIT :**

LA CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, domiciliée : chez PYRAMIDE  
AVOCATS, dont le siège social est sis 59 Cours Romestang - 38217 VIENNE  
CEDEX

représentée par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS,  
avocats au barreau de VIENNE

TRESOR PUBLIC ADM SIP L'ISLE D'ABEAU, dont le siège social est sis SIP  
Villefontaine - Place Charles de Gaulle - 38097 VILLEFONTAINE CEDEX

non comparant

Monsieur Gilbert VIGNATI, demeurant 52 quai Illhaeusern - 12 Quai Clos de  
Varennes - 69660 COLLONGES AU MONT D'OR  
représenté par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS,  
avocats au barreau de VIENNE

Madame MERRAN épouse VIGNATI, demeurant 12 Quai Clos de Varennes - 52  
Quai Illhaeusern - 69660 COLLONGES AU MONT D'OR  
représentée par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS,  
avocats au barreau de VIENNE

**DÉBITEURS SAISIS :**

Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ, demeurant [REDACTED]

Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ, demeurant [REDACTED]

défaillants

Débats à l'audience du : 06 octobre 2020

Puis le jugement a été rendu ce jour.

Suivant commandement de payer valant saisie immobilière délivré le 7 novembre 2019 respectivement à Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ et à Jean-Arnaud KADOCHÉ, Monsieur et Madame MUNOZ ont poursuivi la vente d'un immeuble situé sur la commune d'Heyrieux.  
Ce commandement a été publié le 17 décembre 2019 au service de la publicité foncière de Vienne, volume 2019 S n°44.

Par acte d'huissier délivré le 13 février 2020 respectivement à Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ et à Jean-Arnaud KADOCHÉ, Monsieur et Madame MUNOZ les ont sommés de prendre connaissance des conditions de la vente et les ont assignés à comparaître à l'audience d'orientation tenue par le juge de l'exécution près le tribunal judiciaire de Vienne le 7 avril 2020 aux fins de voir statuer sur les suites de la procédure conformément aux articles R 322-4 et suivants du code des procédures civiles d'exécution.

Le cahier des conditions de vente a été déposé au greffe le 18 février 2020.

Eu égard à l'état d'urgence sanitaire (loi du 23 mars 2020 entrée en vigueur le jour même et publiée le 24 mars 2020) et au plan de continuation d'activité du tribunal judiciaire de Vienne, l'audience du 7 avril 2020 ne s'est pas tenue et les parties ont été avisées du renvoi de l'affaire successivement à l'audience du 8 septembre 2020, puis du 6 octobre 2020.

A l'audience du 6 octobre 2020, Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ et Jean-Arnaud KADOCHÉ n'étaient ni présents, ni représentés.

Le créancier poursuivant a demandé l'orientation de la procédure en vente forcée.

#### **MOTIFS DE LA DÉCISION:**

L'article R322-15 alinéa 1 du code des procédures civiles d'exécution dispose qu'à l'audience d'orientation, le juge de l'exécution, après avoir entendu les parties présentes ou représentées, vérifie que les conditions des articles L311-2, L311-4 et L311-6 sont réunies, statue sur les éventuelles contestations et demandes incidentes et détermine les modalités de poursuite de la procédure en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

Conformément à l'article L311-2 du code des procédures civiles d'exécution, le créancier poursuivant doit être muni d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible.

L'article L111-6 du code des procédures civiles d'exécution précise que la créance est liquide lorsqu'elle est évaluée en argent ou lorsque le titre contient tous les éléments permettant son évaluation.

En l'espèce la saisie est fondée d'une part sur la copie exécutoire d'un acte authentique reçu le 8 septembre 2011 par Maître KINTZIG, notaire à Saint-Laurent-de-Mure, aux termes duquel Monsieur et Madame MUNOZ ont consenti à Madame TRONCHON un prêt d'un montant de 200 000 euros à charge pour cette dernière de leur rembourser cette somme au plus tard le 31 juillet 2016, de leur servir des intérêts au taux de 4 % l'an payable annuellement et d'avance à chaque date anniversaire du versement du capital et pour la première fois le 1<sup>er</sup> août 2011 avec en garantie du remboursement de l'intégralité des sommes prêtées la caution hypothécaire de son époux Serge KADOCHÉ consenti sur l'immeuble saisi, soit un appartement en duplex constituant le lot n°5 compris dans un ensemble immobilier situé 14 place Paul Doumer à Heyrieux soumis au statut de la copropriété.  
D'autre part elle est fondée sur la copie exécutoire d'un acte authentique reçu les 27 juin, 5 juillet et 30 août 2016 par Maître KINTZIG, notaire à Saint-Laurent-de-Mure constituant avenant au contrat de prêt précité aux termes duquel il a été convenu du report de la date de remboursement du capital initialement fixée au 31 juillet 2016 au 31 juillet 2021 et de la prorogation des effets de l'hypothèque jusqu'au 31 juillet 2022 à laquelle ont consenti Anick TRONCHON et Jean-Arnaud KADOCHÉ devenus propriétaires de l'immeuble objet de la caution hypothécaire par suite du décès le 11 décembre 2011 de Serge KADOCHÉ.

En ce qui concerne l'exigibilité, l'avenant de 2016 reporte au 31 juillet 2021 la date de remboursement du capital initialement fixée au 31 juillet 2016 en précisant que les autres charges et conditions du prêt sont inchangées.

Au 4) des charges et conditions du prêt figurant sur la copie exécutoire du 8 septembre 2011, il est prévu que la somme prêtée deviendra immédiatement exigible, avec tous les intérêts courus, par perte du bénéfice du terme, si bon semble au prêteur, dans l'un ou l'autre des cas suivants, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire :

- retard de plus de trente jours dans le paiement partiel ou total d'une échéance d'intérêts,
- liquidation de biens, faillite ou déconfiture de l'emprunteur,
- non-respect de l'une quelconque des clauses et conditions des présentes,
- perte ou non constitution pour quelque cause que ce soit, d'une sûreté ou garantie quelconque couvrant les engagements de l'emprunteur.

Ainsi les parties ont convenu que la résolution du contrat de prêt pouvait intervenir de plein droit et automatiquement sans sommation préalable dans les cas rappelés ci-dessus.

Il ressort du décompte annexé au commandement de payer que l'échéance d'intérêts annuels exigible au 1<sup>er</sup> août 2017 est restée impayée de sorte que la déchéance du terme dont se prévalent Monsieur et Madame MUNOZ est régulièrement acquise.

Conformément à l'article L311-6 du code des procédures civiles d'exécution, la saisie immobilière porte sur les droits réels afférents à l'immeuble et leurs accessoires réputés immeubles, susceptibles de faire l'objet d'une cession.

Il ressort du commandement délivré à la requête de Monsieur et Madame MUNOZ et de l'état hypothécaire délivré le 23 décembre 2019 que la procédure de saisie immobilière porte sur des droits réels immobiliers dont sont titulaires Anick TRONCHON et Jean-Arnaud KADOCHÉ. Au regard de ce qui précède il apparaît que les conditions énoncées à l'article R 322-15 du code des procédures civiles d'exécution sont remplies.

A la date de publication du commandement, il apparaît que le Trésor Public, la Caisse Régionale de Crédit Agricole des Savoie et Monsieur et Madame VIGNATI étaient également créanciers inscrits. Conformément aux prescriptions de l'article R322-6 du code des procédures civiles d'exécution, Monsieur et Madame MUNOZ, suivant actes d'huissier délivrés le 14 février 2020, leur ont dénoncé le commandement de payer et les ont assignés à comparaître à l'audience d'orientation du 7 avril 2020.

En application de l'article R322-18 du même code, le jugement d'orientation doit mentionner le montant retenu pour la créance du poursuivant en principal, frais, intérêts et accessoires.

Aucune contestation n'a été soulevée concernant le montant de la créance de Monsieur et Madame MUNOZ. Il convient de mentionner qu'il s'élève, conformément au commandement de payer et selon décompte arrêté à la date du 31 janvier 2019 à la somme totale de 237 188,81 euros.

Dans la mesure où Anick TRONCHON et Jean-Arnaud KADOCHÉ ne sollicitent pas l'autorisation de vendre amiablement l'immeuble saisi, il convient d'en ordonner la vente forcée selon les modalités définies au dispositif ci-après.

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire et en premier ressort:

Constate que Monsieur et Madame MUNOZ, créancier poursuivant, sont conformément aux exigences édictées par R322-15 alinéa 1 du code des procédures civiles d'exécution munis d'un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible.

Constate que la saisie immobilière pratiquée par Monsieur et Madame MUNOZ porte sur des droits saisissables au sens de l'article L311-6 du code des procédures civiles d'exécution.

Mentionne que le montant retenu de la créance de Monsieur et Madame MUNOZ s'élève à la somme de 237 188,81 euros euros, selon décompte arrêté au 31 janvier 2019.

Ordonne la vente forcée de l'immeuble visé au commandement de payer publié le 17 décembre 2019 au service de la publicité foncière de Vienne, volume 2019 S n°44.

Dit qu'il sera procédé à cette vente forcée, à la requête de Monsieur et Madame MUNOZ ou de tout créancier inscrit, sur la mise à prix de 80 000 euros arrêtée par le créancier poursuivant au cahier des conditions de vente, à l'audience qui se tiendra le mardi 30 mars 2021 à 9 heures, Tribunal Judiciaire de Vienne, 16 Place Charles de Gaulle, 38 200 Vienne.

Autorise Monsieur et Madame MUNOZ à faire procéder à la visite des biens saisis par tel huissier de son choix, au jour et heure de son choix dans les quinze jours qui précèdent la vente.

Dit que les dépens qui n'entrent pas dans les frais de poursuite soumis à taxe seront à la charge des débiteurs.

Dit que le présent jugement sera signifié conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le Juge de l'Exécution et le Greffier.

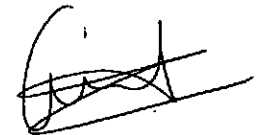
Le Greffier

Laurence BAIN



Le Juge de l'Exécution

Karine COUTURIER



**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VIENNE**

**SAISIES IMMOBILIÈRES**

**JUGEMENT D'ADJUDICATION DU 30 MARS 2021**

N° RG : N° RG 20/00005 - N° Portalis DBY1-W-B7E-CSIP

NATURE AFFAIRE : 78G/ Sans procédure particulière

COMPOSITION DU TRIBUNAL LORS DES DÉBATS ET DU PRONONCÉ :

PRÉSIDENT : Madame COUTURIER, Vice-Présidente

GREFFIER : Madame BAIN

**CRÉANCIER POURSUIVANT :**

Monsieur Manuel MUÑOZ, demeurant [REDACTED]

Madame Marie VALLEJO épouse MUÑOZ, demeurant [REDACTED]

représentés par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, avocats au barreau de VIENNE, Maître Laurent MAGUET de la SCP MAGUET - RICOTTI & ASSOCIES, avocats au barreau de BOURGOIN-JALLIEU

**CRÉANCIER INSCRIT :**

CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE, domiciliée : chez PYRAMIDE AVOCATS, dont le siège social est sis 59 Cours Romestang - 38217 VIENNE CEDEX

représentée par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, avocats au barreau de VIENNE

TRESOR PUBLIC ADM SIP L'ISLE D'ABEAU, dont le siège social est sis SIP Villefontaine - Place Charles de Gaulle - 38097 VILLEFONTAINE CEDEX

non comparant

Monsieur Gilbert VIGNATI, demeurant 52 quai Illhaeuserm - 12 Quai Clos de Varennes - 69660 COLLONGES AU MONT D'OR

Madame MERRAN épouse VIGNATI, demeurant 12 Quai Clos de Varennes - 52 Quai Illhaeuserm - 69660 COLLONGES AU MONT D'OR

représentés par Maître Philippe ROMULUS de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, avocats au barreau de VIENNE

**DÉBITEURS SAISIS :**

Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHE, demeurant [REDACTED]

Monsieur Jean-Arnaud KADOCHE, demeurant [REDACTED]

défaillants

Débats tenus à l'audience du 30 mars 2021

Le 12/04/2021

Grosse et copie à :

la SCP PYRAMIDE  
AVOCATS

(avocat poursuivant)

Enregistré : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
VIENNE  
Le 03/02/2023 Pour le 2023 00005001, référence 3824P05 2023 0 00003  
Enregistrement : 5161 C. Penalties : 990 C  
Monsieur [REDACTED] : Sept mille deux cent cinquante-trois Euro.  
Monsieur [REDACTED] : Sept mille deux cent cinquante-trois Euros

Veronica BOUTTE  
Comptable des Finances Publiques

Par exploit d'huissier en date du 07 Novembre 2019, **Monsieur Manuel MUNOZ et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ** ont fait délivrer à **Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ** et **Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ** un commandement aux fins de saisie immobilière concernant des biens situés sur la commune de Heryrieux (38540), 14/15 Place Doumer, un appartement en duplex cadastré Section AK N°443.

**Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ** et **Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ** n'ayant pas satisfait à ce commandement, celui-ci a été publié le 17 Décembre 2019 au service de la publicité foncière de Vienne, volume 2019 S n° 44.

Le cahier des conditions de vente a été déposé au greffe le 18 Février 2020.

Par jugement d'orientation en date du 01 décembre 2020, le juge de l'exécution a notamment ordonné la vente forcée par adjudication judiciaire de l'immeuble appartenant à **Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ** et **Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ** et fixé la date d'adjudication au 30 mars 2021.

Les formalités de publicité ont été régulièrement effectuées :

Le premier avis contenant les énonciations légales a été inséré dans le Dauphiné Libéré du 17 février 2021 ; l'avis simplifié a été inséré dans le Dauphiné Libéré du 20 février 2021 et sur le site internet info-enchères en date du 10 février 2021.

Cet avis simplifié a été apposé au lieu prévu par la loi ainsi que cela résulte d'un procès-verbal d'affichage dressé par la Selarl Rafalovicz-Dupraz, Huissiers de justice associés à Bourgoin-Jallieu (Isère), en date du 23 février 2021.

Le 30 Mars 2021, **Monsieur Manuel MUNOZ et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ**, représentés par leur conseil, ont sollicité la vente forcée du bien immobilier appartenant à **Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ**, **Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ** sur la mise à prix de 80.000 euros.

Le juge de l'exécution a taxé les frais de poursuite à la somme de 6561,41 euros (Six mille cinq cent soixante et un euros et quarante et un centimes) et, après les avoir annoncés publiquement avant l'ouverture des enchères, a ordonné qu'il soit procédé à la réception des offres en vue de l'adjudication du bien sus-visé sur la mise à prix de 80.000 euros (Quatre vingt mille euros).

#### **MOTIFS :**

Vu les articles 322-27 et suivants du code des procédures civiles d'exécution,

Vu le cahier des conditions de vente déposé au greffe le 18 Février 2020,

Vu le jugement d'orientation en date du 01 décembre 2020,

Attendu qu'à l'ouverture des enchères, les avocats présents ont fait diverses offres ;

Attendu que Maître Philippe ROMULUS, avocat au barreau de VIENNE a offert la somme de 125.000 euros, offre qui n'a pas été couverte pendant la durée de 90 secondes prescrite par la loi ;

Attendu qu'à l'issue de ce délai, Me ROMULUS a remis au juge de l'exécution une déclaration d'identité de l'adjudicataire pour le compte duquel il a porté les enchères, soit la SCI LA REVANCHE sise 4 rue Stella 69002 LYON, représentée par son gérant, Monsieur OMNES Yves.

Qu'avant de porter les enchères et conformément aux dispositions de l'article R 322-41-1 du code des procédures civiles d'exécution, Me ROMULUS s'est fait remettre par son mandant une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une condamnation à l'une des peines mentionnées à l'article L 322-7-1 du code des procédures civiles d'exécution et que le bien n'est pas destiné à son occupation personnelle.

**PAR CES MOTIFS :**

**Le Juge de l'exécution, statuant publiquement par jugement réputé contradictoire et en dernier ressort,**

Vu les articles R. 322-59 et R. 322-60 du code des procédures Civiles d'Exécution,

**ADJUGE** à la SCI [REDACTED], représentée par son gérant, Monsieur [REDACTED], le bien immobilier appartenant à **Madame Anick TRONCHON veuve KADOCHÉ** et **Monsieur Jean-Arnaud KADOCHÉ**, soit sur la commune de Heryrieux (38540), 14/15 Place Doumer, un appartement en duplex cadastré Section AK N°443 et plus amplement désigné dans le cahier des conditions de vente, ce au prix de **125.000 euros** (Cent vingt-cinq mille euros);

**DIT** que les frais taxés à la somme de **6561,41** (Six mille cinq cent soixante et un euros et quarante et un centimes) seront réglés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication ;

**ORDONNE** la mention du présent jugement en marge de la publication dudit commandement et sa transcription par le Greffe à la suite du cahier des conditions de vente ;

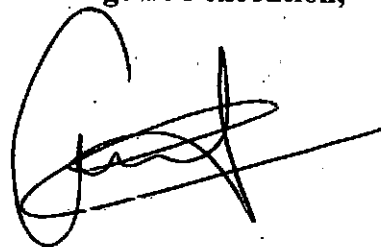
**DIT** que le présent jugement sera signifié à la diligence du créancier poursuivant et les frais de cette signification supportés par l'adjudicataire.

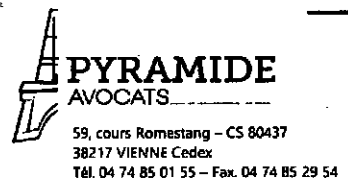
Le présent jugement a été signé par le juge de l'exécution, Karine COUTURIER, Vice-Présidente, assisté de Laurence BAIN, Greffière présent lors du prononcé.

**Le Greffier,**



**Le Juge de l'exécution,**





RG 20/00005

### DECLARATION COMPLEMENTAIRE D'IDENTITE

Audience du Juge de l'Exécution du mardi 30 mars 2021

Affaire : MUNOZ / KADOCHÉ

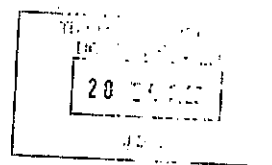
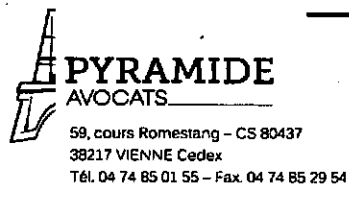
Le soussigné, Maître Philippe ROMULUS, Avocat associé de la SCP  
PYRAMIDE AVOCATS, Avocats associés au Barreau de VIENNE (ISERE)  
y demeurant 59 cours Romestang,

Déclare au greffe du Juge de l'Exécution les renseignements  
complémentaires suivants, concernant l'identité de son mandant,  
adjudicataire dans l'affaire ci-dessus référencée :

LA [REDACTED] Société Civile Immobilière, au capital de  
[REDACTED], immatriculée au RCS [REDACTED] dont le  
siège social est [REDACTED] représentée par son gérant, Mr  
demeurant [REDACTED]

Fait à VIENNE,

Le 31 mars 2021



**QUITTANCE  
DES FRAIS DE POURSUITE  
ET DU PRIX D'ADJUDICATION**

Affaire : MUNOZ / KADOCHÉ

Adjudication du mardi 30 mars 2021

Vente n°RG : 22/00005

Le, soussigné, Maître Philippe ROMULUS, Avocat associé de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, Avocats associés au Barreau de VIENNE y demeurant 59 cours Romestang,

Ayant poursuivi la vente aux enchères publiques du bien situé sur la Commune de HEYRIEUX (38540), 14/15 Place Doumer, cadastré section AK n° 443 pour une contenance de 00 a 70 ca, le lot 5, correspondant à un appartement en duplex d'une superficie d'environ 114,50 m2 et les 481/1.000è de la propriété du sol et des parties communes générales,

Saisis à la requête de :

Monsieur Manuel MUNOZ, né le [REDACTED] de nationalité française, et Madame Marie VALLEJO épouse MUNOZ, née le [REDACTED], de nationalité française, demeurant ensemble [REDACTED]

Sur :

1. Madame Anick, Alexandra TRONCHON veuve KADOCHÉ, née le [REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED]

**2. Mr Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ** né le [REDACTED]

[REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED],

**Reconnais avoir reçu de :**

LA [REDACTED], Société Civile Immobilière, au capital de [REDACTED], immatriculée au RCS [REDACTED] dont le siège social est [REDACTED], représentée par son gérant, Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] demeurant [REDACTED],

Déclarée adjudicataire desdits biens et droits immobiliers à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de VIENNE (ISERE) en date du 30 mars 2021 moyennant son enchère d'un montant de 125.000 € ;

**Les sommes suivantes :**

- |                                       |            |
|---------------------------------------|------------|
| - Frais taxés                         | 6.561,41 € |
| - Droit proportionnel TTC s/125.000 € | 3.201,22 € |

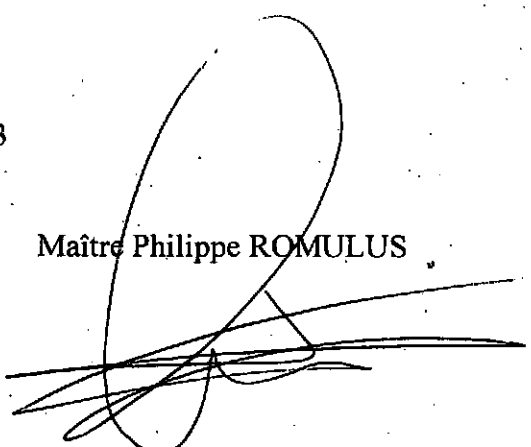
**Et précisant que l'adjudicataire a également procédé aux règlements suivants :**

- |                       |              |
|-----------------------|--------------|
| - Prix d'adjudication | 125.000,00 € |
| - Intérêts de retard  | 1.816,43 €   |

DONT QUITTANCE

VIENNE, le 28 février 2023

Maître Philippe ROMULUS



Sur la minute du jugement figure la mention  
d'enregistrement suivante :

Enregistré à : Service de la publicité foncière  
et de l'enregistrement de Vienne  
Le 03 février 2023  
Dossier 2023 00006801  
Référence 3804P05 2023 G 00003  
Enregistrement : 6363 €

Total liquidé : Sept mille deux cent  
soixante-trois Euros  
Montant reçu : Sept mille deux cent  
soixante-trois Euros

L'agent : Véronique PARPETTE,  
Contrôleuse des Finances Publiques

EN CONSÉQUENCE, LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

MANDE ET ORDONNE

A TOUS HUISSIERS DE JUSTICE, SUR CE  
REQUIS, DE METTRE LA PRÉSENTE  
DÉCISION À EXÉCUTION,

AUX PROCUREURS GÉNÉRAUX ET AUX  
PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE PRÈS  
LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE  
D'Y TENIR LA MAIN,

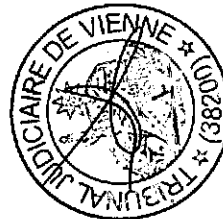
A TOUS COMMANDANTS ET OFFICIERS  
DE LA FORCE PUBLIQUE DE PRÊTER  
MAIN FORTE LORSQU'ILS EN SERONT  
LÉGALEMENT REQUIS.

JE SOUSSIGNÉ Directeur des services de  
greffe judiciaires AU TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE VIENNE (ISÈRE) CERTIFIE LA  
PRÉSENTE COPIE EXACTEMENT  
COLLATIONNÉE ET CONFORME À  
L'EXPÉDITION DESTINÉE À RECEVOIR LA  
MENTION DE TRANSCRIPTION.

POUR GROSSE CERTIFIÉE CONFORME À  
LA MINUTE, DELIVRÉE A ME Philippe  
ROMULUS EN 353 PAGES

A VIENNE LE 11 Avril 2023

LE GREFFIER



**CERTIFICATION D'IDENTITE :**

Le soussigné, Maître Philippe ROMULUS, Avocat associé de la SCP PYRAMIDE AVOCATS, Avocats associés au Barreau de VIENNE y demeurant 59 cours Romestang certifie l'identité des parties comme étant la suivante :

**VENDEUR :**

**Madame Anick, Alexandra TRONCHON** veuve **KADOCHÉ**, née [REDACTED]  
[REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED]  
[REDACTED],

**Monsieur Jean-Arnaud Léon Alexandre KADOCHÉ**, né le [REDACTED]  
[REDACTED] de nationalité française, demeurant [REDACTED]  
[REDACTED]


**ACQUEREUR :**

La [REDACTED], société civile immobilière, au capital de [REDACTED],  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED]  
[REDACTED], dont le siège social est [REDACTED], représentée par  
son gérant, Monsieur [REDACTED]

au vu de l'extrait du registre du commerce de cette société

Maître Philippe ROMULUS, Avocat, requiert également la mention de la présente adjudication en marge de la saisie publiée au Service de la Publicité Foncière de VIENNE le 17 décembre 2019 volume 2019S n°44

VIENNE, le 23 mai 2023

**PYRAMIDE**  
AVOCATS  
Avocats Associés  
~~59 Cours Romestang - CS 80437~~  
~~38247 VIENNE CEDEX~~  
Tél. 04 74 85 01 55 - Fax 04 74 85 29 54